

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAÎSSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

CINQ ANNÉES DE DICTATURE MILITAIRE EN BULGARIE

Message d'Henri Barbusse aux prolétaires et aux intellectuels bulgares

Je saisiss l'occasion de l'anniversaire tragique du 9 Juin 1923 pour adresser mon salut fervent aux prolétaires et aux intellectuels bulgares qui assistent au renouvellement de cette date, depuis plusieurs années, avec le recueillement de la colère et de l'attente.

Les peuples qui sont maîtres de leur destinée, ou même ceux qui croient l'être, célèbrent aussi des anniversaires. Ce sont ceux de quelque événement historique dont ils se parent ou dont ils croient pouvoir se parer. Même avec ses parodies, un anniversaire de cette espèce est une fête. Le vôtre, camarades de Bulgarie, et je le dis aussi de tout coeur le nôtre, est un anniversaire néfaste, le premier acte d'une série de crimes politiques unique peut être dans l'histoire, le premier jour d'une période d'enfer où se sont débattues les masses des ouvriers et des paysans, et leurs amis et leurs guides, et où vous vous débattez encore, vous les survivants de ces hommes.

Mais nous n'en devons pas moins tous diriger notre pensée vers l'acte de brigandage politique qui instaura le fascisme dans la Bulgarie déjà à demi dressée vers l'émancipation prolétarienne. Tant que nous ne serons pas des vainqueurs, nous devons méditer, pour en faire profit, les causes de nos échecs et de nos défaites, car c'est ainsi que nous changerons l'avenir.

Lorsque le prolétariat russe a pris le pouvoir en octobre 1917, il a engagé une bataille terrible, et ce n'était pas seulement contre les hommes et contre les choses, mais aussi contre de tentantes et dangereuses idéologies qui, si elles avaient prévalu, auraient paralysé et étouffé la révolution. Les ouvriers et les paysans russes avaient présenté à l'esprit l'exemple de la Commune de Paris de 1871, qui succomba et fut ensuite atrocement saignée, parce qu'elle avait faibli dans l'action et n'avait pas fait de sa volonté et de sa doctrine pourtant foncièrement révolutionnaires, un bloc assez ferme.

C'est en évitant ce danger que le prolétariat russe a vaincu et que seul en ce moment sur la terre il est en droit de célébrer un anniversaire de triomphe populaire.

Au moment où la coalition que vous connaissez trop bien s'est emparée du pouvoir à Sofia par un coup de conspiration policière, le parti prolétarien révolutionnaire était puissant en Bulgarie, et la face des choses aurait changé s'il s'était montré dans la période qui précédait, résolu et intraitable.

... Mais l'esprit et la volonté révolutionnaires ne sont pas morts chez vous, bien au contraire. Avec une vaillance et un hérosme admirables, votre foi a résisté aux persécutions et aux massacres. Elle s'est même forgée encore au rude contact des événements, et vos deuils n'ont fait que semer chez vous une espérance plus furieuse.

Par l'organisation, par la discipline, par la liaison avec vos innombrables frères du monde, vous reconstituez pour ainsi dire automatiquement votre armée et vous faites approcher l'heure du salut qui ne viendra jamais que de vous mêmes.

L'âpre expérience de ces années de lutte contre ceux qui représentent dans votre Bulgarie le fascisme et la réaction internationale, vous ont tous définitivement éclairés sur l'inanité du concours qu'on peut attendre des grandes puissances complices, et de leurs institutions théâtrales. Par la force des choses, la situation se clarifie. Nous voyons distinctement aux prises le vieux mécanisme d'oppression encore fort et tenace, et les multitudes qui peu à peu se groupent et s'organisent. Les élections en France et en Allemagne, à travers tous les sophismes des statisticiens officiels, montrent la montée fatale des voix révolutionnaires.

Il faut le dire, dans cette mêlée qui s'ébauche et se prépare sur le champ de bataille universel, l'exemple de vos souffrances et de votre stoïque énergie a illuminé et poussé dans la lutte plus d'un de vos pareils.

Et c'est pourquoi d'autres anniversaires, n'en doutez pas, s'élaborent, qui nous ferons oublier un jour celui qui nous émeut aujourd'hui!

Henri Barbusse

Vu l'importance et l'actualité particulières des articles de ce numéro, nous avons dû leur donner la préférence et remettre au 1^{er} juillet prochain la continuation de notre Enquête.

Les Macédoniens et le Coup d'Etat

La Macédoine ne peut se libérer que par la libération de tous les opprimés des Balkans. Telle était l'idée de Deltcheff, fondateur de l'O. R. I. M. de Sandansky, de Dimo Hadji Dimoff, ses continuateurs et disciples.

L'Organisation Macédonienne devait donc rechercher le concours des forces populaires: socialement, défendre la cause des pauvres, ouvriers prolétaires, paysans sans terre; nationalement, soutenir les minorités ethniques privées de leurs droits essentiels.

Elle devait combattre les pouvoirs d'oppression, celui du sultan turc, ceux des despotes que les intrigues européennes, les luttes des Romanoff et des Habsbourg hissaiient sur les trônes de Belgrade, de Bucarest, de Sofia, d'Athènes. Son double but était tracé: la Macédoine libre dans la Fédération Balkanique.

Hélas, ce haut idéal ne se réalisa pas!

Malgré les luttes héroïques pour la Révolution intérieure faite par et pour le peuple macédonien, la funeste influence extérieure du tsar de Sofia ne cessa de jouer depuis la fondation de l'O. R. I. M. Les Macédoniens que, par la corruption, le Palais bulgare attacha à sa cause se firent naturellement sur tous les terrains, les serviteurs de la dynastie. Ils lui obéirent dans ses plans diaboliques pour la conquête à tout prix de la Macédoine. Ils lui obéirent aussi pour que fut maintenue, en Bulgarie même, une politique réactionnaire, oppressive, despote. Aux gages de l'impérialisme bulgare, ils servaient aussi la réaction bulgare.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que lorsque Gotsé Deltcheff et Damé Groueff furent morts et que le Verkhovisme Sofiote devint prédominant dans l'O. R. I. M., il ait fait de la glorieuse Organisation une machine de politique réactionnaire aux ordres des Cobourg et de leurs soutiens politiques.

Quand les banquiers du «Slovō» et les traîneurs de sabre de la Ligue Militaire décidèrent de tenter le grand coup pour le renversement du gouvernement paysan, ils firent naturellement appel aux comitadjis de Todor Alexandroff, de Protoguérhoff et d'Ivan Mikhaïloff et ils leurs confieront une mission de confiance: l'assassinat de Stamboliisky, torturé, mutilé, (on lui coupa le nez et les oreilles, on lui creva les yeux avant de le décapiter) enfin coupé en morceaux demeurera comme l'un des plus terribles crimes de l'Histoire.

Les Verkhovistes de l'O. R. I. M. en voulaient à Stamboliisky. Ils lui reprochaient, en apparence, sa politique de conciliation envers la Serbie que Tsankoff et Liaptcheff continuèrent d'ailleurs en accentuant. Mais, en réalité, ils ne pouvaient lui pardonner d'avoir mis fin pour un temps à leur dictature occulte sur le gouvernement et toutes les autorités en Bulgarie, ni d'avoir rendu aux Macédoniens de la zone bulgare la liberté politique dont ceux-ci usaient pour élire des agrariens et des communistes.

Les soudards réactionnaires, responsables des défaites successives de la Bulgarie, les banquiers et «les professeurs» à la Tsankoff, n'avaient pas plus d'intérêt que les chefs macédoniens «autonomistes» au renversement de Stamboliisky.

L'O. R. I. M. de Protoguérhoff fut donc l'un des principaux instruments de l'établissement du fascisme en Bulgarie. C'est dans toute la Bulgarie que les bandes autonomistes opérèrent d'accord avec les officiers réactionnaires. Elles terrorisèrent la population, procédèrent aux arrestations, commencèrent à assassiner ou à faire «disparaître» les opposants.

Lorsque le peuple se souleva, après quatre mois de souffrances, dans la grande révolte de Septembre 1923, les autonomistes furent encore au premier rang des troupes de la répression. Ce sont les hommes de Protoguérhoff qui conduisaient les expéditions punitives, incendant les villages, torturant et massacrant les habitants.

Lorsque, après les pourparlers de Vienne, Todor Alexandroff et Protoguérhoff remirent leurs signatures données pour le Manifeste du 6 Mai 1924, les «autonomistes» déclenchèrent la grande campagne d'assassinats.

L'agrarien Daskaloff à Prague, Todor Panitz à Vienne, Peter Tchaoueff à Milan tombèrent. En Bulgarie et dans la zone bulgare de la Macédoine, les meurtres de Macédoniens révolutionnaires par les Macédoniens fascistes se multiplièrent.

Dimo Hadji Dimoff, le compagnon d'armes de Gotsé Deltcheff, celui qui était aux côtés du héros lorsque celui-ci tomba pour la Macédoine dans la glorieuse

journée de Banitza, fut tué dans la rue à Sofia, sur l'ordre de Protoguérhoff.

Depuis, malgré les restrictions mentales ou les mensonges déclarés, la complicité entre le fascisme bulgare et les Macédoniens «autonomistes» n'a pas cessé un seul jour.

Sur les frontières, pour leurs mauvais coups, leurs attentats absurdes, qui n'ont d'autre résultat que de soumettre à une terreur aggravée les populations des zones serbe et grecque, les comitadjis de Protoguérhoff peuvent compter sur le concours le plus absolu des autorités bulgares.

A l'étranger, c'est dans les légations bulgares, sous le couvert de l'immunité diplomatique, avec l'argent de l'Etat, que les agents de Protoguérhoff mènent leurs intrigues.

Si pour les besoins de la cause — de leur mauvaise cause — les autonomistes affectent et affichent une indépendance vis-à-vis du gouvernement Zgoveriste, c'est simple ruse. N'a-t-on pas vu encore leurs 11 députés au Sobranie voter avec la majorité Liaptcheff pour l'emprunt?

Les Zgoveristes bulgares et les autonomistes macédoniens ont triomphé par le même crime dans la nuit du 9 juin 1923. Les uns et les autres sont restés alliés pour maintenir depuis cette date, la Terreur Blanche sur la Bulgarie. Fascisme bulgare, autonomisme macédonien ne sont que deux aspects de la même force politique. Ainsi, aux temps du Roi Ferdinand partant en guerre pour la conquête de Constantinople — et la ruine de la Bulgarie! — les appétits du Cobourg étaient servis avec autant d'ardeur par Todor Alexandroff que par la camarilla des généraux de Sofia.

Il y a la Macédoine du Peuple, celle qui puise les ressources de son énergie indomptable dans ses souffrances mêmes et dans le souvenir des héros incomparables qui confondaient sa cause, comme le disait Deltcheff, avec celle de la «justice sociale».

Cette Macédoine-là est l'alliée naturelle de tous les autres peuples asservis et de toutes les classes opprimées dans les Balkans et dans le monde.

C'est pour elle que toutes les minorités nationales, que tous les révolutionnaires sincères s'enthousiasment, en raison même de l'excès de sa misère et de son héroïsme jamais dépassé.

Cette Macédoine, elle, groupe, avec l'immense majorité des Macédoniens réfugiés en Bulgarie, les 98 pour 100 de la population restée au sol dans les trois zones.

Mais elle ne peut parler; elle est baillonnée, réduite à un esclavage pire que celui qu'elle subissait sous le Sultan Sanguinaire, et cette oppression lui vient, directement dans la zone bulgare, indirectement dans les deux autres, des bandits autonomistes alliés aux bourreaux de Sofia, et responsables, par leurs attentats criminels et imbéciles, des violences commises par les bourreaux de Belgrade et d'Athènes.

Cette poignée de brigands, unis par les liens du crime au fascisme bulgare et stipendiés aujourd'hui par le fascisme italien, c'est l'autre Macédoine qui opprime et ruine le peuple macédonien.

En ces jours anniversaires du 9 juin 1923, il fallait souligner la complicité de l'autonomisme macédonien et du militarisme bulgare. En même temps que les travailleurs du monde entier saluent la mémoire des martyrs ouvriers et paysans de Bulgarie, il fallait flétrir Protoguérhoff et Mikhaïloff, associés de Tsankoff dans le crime, et jeter la fleur impérissable du souvenir révolutionnaire sur les tombes Macédoniens tombés dans la même lutte.

Daniel Renoult

Main Blanche et Ligue Militaire face à face

Nous voici ramenés par le temps au tragique anniversaire de la Saint-Barthélemy bulgare.

C'est le 9 juin 1923, en effet, que le gouvernement paysan de Stamboliisky était renversé dans des conditions tragiques, que son leader était assassiné dans les tortures, et que sur les ruines du pouvoir Stamboliiskiste, le Zgover instaurait sa dictature de sang.

Cinq années qu'illustrent les massacres dignes de Byzance. Cinq années qu'illuminent les belles et grandes figures de ceux qui sont tombés victimes de la répression la plus implacable que l'histoire ait connue.

Tous ceux qui depuis ont pénétré dans l'enfer bulgare n'en sont revenus que pour pousser un cri d'alarme. Tous

ont fait les mêmes constatations effroyables et monotones. Ils ont dit les supplices, les incarcérations, les juridictions d'exception, les lois spéciales dites de sécurité. Ils ont dit les juges-bourreaux, les prisons-charniers.

Et, de leurs constatations, ils ont tiré cette déduction: Il serait illusoire de penser que sous l'effet d'une lente évolution, un régime à allure démocratique puisse se substituer prochainement à la Dictature blanche du Zgovor. Contre une telle croyance, toute l'évolution historique de la Bulgarie proteste. La libération du peuple bulgare ne peut être que l'œuvre des ouvriers et des paysans révolutionnaires. L'œuvre de ces ouvriers et de ces paysans qui, malgré la puissance et les fusillades, restent fidèles au Parti de la Révolution, lui manifestent sa sympathie dans les congrès syndicaux, dans les élections, dans les réunions du 1er Mai.

Il n'est qu'une forme de gouvernement qui puisse se substituer victorieusement à l'hégémonie zgovoriste: c'est la dictature libératrice du prolétariat.

Mais les répercussions du coup d'Etat du 9 juin n'ont point été profondes seulement pour le peuple bulgare. Elles ont été ressenties au-delà des frontières. Et, dans cette péninsule des Balkans où les traités de 1919 ont suscité tant de germes de conflits le coup d'Etat de Tsankoff a apporté un nouvel élément de conflagrations et de trouble.

Quelques réserves que l'on puisse formuler sur la doctrine et les méthodes d'action du cabinet Stambolijsky, il reste que le ministère agraire préconisait une politique d'entente et de détente. La base sociale, ses nécessités économiques lui imposaient d'ailleurs une telle politique et notamment le règlement à l'amiable des difficultés serbo-bulgares au sujet de la Macédoine.

Mais dès lors que le gouvernement Stambolijsky s'engageait dans cette voie, il devait susciter contre lui l'opposition farouche des cercles fascistes de la Ligue Militaire et des bandits de l'organisation de Protoguéroff.

C'est eux qui inspirèrent, décidèrent, organisèrent le massacre du 9 juin. L'entente avec la Yougoslavie était à leurs yeux la pire calamité. Elle faisait disparaître leur raison d'être, elle ruinait l'espoir tenace qu'ils nourrissent toujours de soumettre à la domination bulgare le malheureux peuple martyr de Macédoine.

Il faut le dire encore et encore, le coup d'Etat du 9 juin a été d'abord la riposte des militaristes bulgares aux projets de rapprochement — assez naïfs et utopiques d'ailleurs — caressés par le cabinet de Stambolijsky entre Sofia et Belgrade.

Peut-être cet aspect politique du coup d'Etat a-t-il échappé il y a cinq ans à bien des observateurs; on en comprend aujourd'hui toute l'importance.

Depuis 5 ans, la tension est allée s'aggravant. Il faut, pour en saisir la gravité, avoir vécu dans ces deux capitales balkaniques: Belgrade, capitale du militarisme ouvert et insolemment affiché; Sofia, capitale du militarisme caché, clandestin, occulte, mais tout aussi redoutable.

Que l'on confronte d'ailleurs ces impressions avec les

faits. Depuis cinq ans, des tentatives de rapprochement ont été annoncées à diverses reprises. Chaque fois, ces essais précaires qui correspondaient généralement, de la part de leurs initiateurs, à des manœuvres de politique intérieure ou des besoins financiers pressants, se sont traduits par de retentissants échecs.

N'avait-on pas proclamé, en printemps 1926, que Belgrade et Sofia s'apprêtaient à signer un pacte d'arbitrage? Bientôt, l'on apprenait que la tractation, imprudemment annoncée, était dans une impasse. La Yougoslavie exigeait que fut solennellement condamnée l'activité des comitadjis et le cabinet de Sofia s'opposait avec énergie à l'insertion d'une telle clause.

Quelques mois après, on parle à nouveau d'un Locarno balkanique. L'assassinat à Chtip du général serbe Kovatchevitch répond à ces informations insensées.

Non seulement la discorde persiste entre les deux rivaux de la Péninsule, mais, depuis plusieurs mois, l'Italie fasciste, concurrente infatigable de la Yougoslavie, a pris sous sa protection la Bulgarie réactionnaire.

Plusieurs facteurs expliquent ce regroupement. L'identité des régimes, la volonté italienne d'opposer à la Petite-Entente vassale de la France une coalition des pays vaincus et mécontents, le désir enfin de l'Italie de faire participer l'Etat Bulgare à ses aventures impérialistes.

C'est l'intervention du Duce qui permet à la Bulgarie de constituer, en dehors de ses 30.000 mercenaires, une force militaire importante et dont l'intervention pourrait être singulièrement dangereuse dans un conflit.

De son côté, la Bulgarie officielle a salué d'enthousiasme la conclusion du Pacte de Tirana. Enfin, les deux fascismes s'épaulent, échangent leurs expériences, mettent à leur profit commun leurs moyens de lutte contre la classe ouvrière.

Le gouvernement bulgare exploite la question macédonienne pour réaliser ses visées annexionnistes. Sa politique ne peut qu'aggraver l'opposition bulgaro-serbe; mais elle est chaleureusement encouragée par le fascisme italien. Protoguéroff fut naguère reçu à Rome avec faste et, lors de l'affaire Kovatchevitch, la presse italienne prit fait et cause pour les comitadjis.

Ce n'est point seulement une période de terreur sans nom qu'a ouverte pour la Bulgarie le Coup d'Etat du 9 Juin. Elle a inauguré une ère nouvelle dans l'histoire des compétitions balkaniques, dans l'histoire des intrigues et des conflagrations.

La caste militaire qui, ces jours-ci, célébrera à Sofia le cinquième anniversaire de son triomphe, est l'un des grands obstacles à la paix balkanique.

Mais les castes alliées ou rivales, de Belgrade, d'Athènes, de Bucarest, ne valent guère mieux.

C'est sur leurs ruines que les ouvriers et les paysans des Balkans construiront le seul système de paix et de sécurité véritable: leur Fédération Balkanique, fille de la Révolution Triomphante.

Gabriel Péri

C'est par l'unité ouvrière qu'on vainquera la dictature fasciste

A l'occasion de la Conférence Internationale du Travail de Genève, le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a saisi les délégués de la situation tragique dans laquelle se trouve la classe ouvrière balkanique.

L'opinion internationale est habituée maintenant à voir se discuter, au sein de cette Conférence Internationale, le cas »Rossone», c'est-à-dire le cas des organisations syndicales fascistes qui, par la violence et le crime, ont été substituées aux organisations syndicales de la C.G.T. italienne.

Les délégués ouvriers font à cette occasion, avec éloquence, le procès du fascisme de Mussolini, qui a brisé les organisations ouvrières. Il faut que la Conférence sache que, dans les Balkans, la situation du syndicalisme est peut-être pire.

Depuis le coup d'Etat du 9 juin 1923, en Bulgarie, le mouvement syndical a été l'objet de persécutions incessantes.

La loi super-sclérale, dite de »défense de l'Etat», permet de déclarer illégales toutes les actions engagées par les syndicats. Les Maisons des Syndicats ont été saccagées et pillées; les meilleurs militants emprisonnés, torturés, tués. Cependant, depuis 1925, et ceci montre l'admirable ressort d'énergie de la classe ouvrière bulgare, qui, avec les éléments paysans, constitue le double pivot de tout mouvement populaire contre les gouvernements de militarisme et de

réaction installés à Sofia, un effort qui a porté des fruits a été tenté. Nous voulons parler ici de celui des Syndicats dits indépendants qui ont cherché à regrouper de nombreux éléments syndicaux épars. Mais cet effort se heurte à l'action gouvernementale qui tente une recrudescence de violences contre lui.

Le mouvement syndical en Bulgarie ne comporte d'ailleurs pas seulement des syndicats dits indépendants. Il existe des syndicats dits libres, et cette situation, qui est la conséquence des divisions ouvrières, n'a pas malheureusement cessé, même avec la dictature fasciste renforcée.

Je n'ignore pas que ces deux fractions du mouvement syndical bulgare gravitent dans des orbites différentes, autour de pôles attractifs distincts. Je sais toutefois que syndicats libres et syndicats indépendants concentrent contre eux la force de répression du gouvernement de Sofia et que les circonstances politiques et sociales militent impérativement en faveur de l'unité ouvrière en Bulgarie. En 1926, une tentative fut sur de point d'aboutir: malheureusement, elle échoua tout près du but.

Je ne veux point rechercher les responsabilités et je crois vain et inutile de fixer des conditions de procédure.

En présence de la réaction bulgare, l'unité de la classe ouvrière doit s'affirmer.

Que l'on utilise tous les moyens et toutes les forces de pression sur le gouvernement bulgare pour qu'il cesse

sa politique de répression et de violence, c'est parfait; mais qu'en même temps les fractions syndicales diverses fassent un effort pour que, contre l'ennemi commun, elles se rejoignent.

Prenons garde, les gouvernements de réaction eux-mêmes sont contraints de tenir compte de la collectivité des

travailleurs, et le syndicalisme fasciste est une tentative dangereuse et redoutable pour canaliser au profit du capitalisme dictatorial la force cohérente de la classe ouvrière.

Les divisions ouvrières facilitent ces dessins. L'exemple de l'Italie le prouve, hélas: que cet exemple ne soit pas perdu.

Jean Zyromski

Le Corps Enseignant sous la Dictature du Fascisme Bulgare

9 juin: triste anniversaire, pour les amis du peuple bulgare et de tous les peuples balkaniques!

Il y a cinq ans, en Bulgarie, les chauvins, les officiers et sous-officiers à la retraite, les soi-disant jeunes patriotes, les bandes autonomistes, les épaves de l'armée de Wrangel, s'unissent pour renverser le gouvernement paysan dont le grave tort est de mécontenter la bourgeoisie.

La Ligue Militaire arrive au pouvoir. Le Coup d'Etat s'accompagne de la plus sanglante terreur. Des milliers de paysans, d'ouvriers, d'intellectuels, en sont victimes.

Les organisations du parti agraire et celles du parti communiste sont dissoutes, leurs militants massacrés ou jetés en prison, leurs journaux supprimés, leurs réunions interdites.

La terreur s'aggrave encore en septembre 1923: on évalue à vingt mille — vingt mille! — le nombre des tués, à dix mille le nombre des emprisonnés, à dix mille le nombre de ceux qui s'enfuient pour échapper à la mort.

Un Parlement élu sous ce régime de terreur vote, en janvier 1924, une loi, aggravée en mars 1925, pour «la défense de l'Etat»; loi monstrueuse en vertu de laquelle toutes les organisations et institutions adhérent au parti communiste, coopératives, syndicats, unions de jeunesse, sont dissoutes et leurs biens, meubles et immeubles, maisons du peuple, imprimeries, etc. sont confisqués au profit de l'Etat. Les «opposants révolutionnaires» sont exclus du Parlement et de tous les services publics. Le fait d'adhérer à un groupe subversif, le fait de receler, abriter, ou nourrir l'un des «criminels» qui y adhèrent, sont punis de châtiments parmi lesquels figure la mort.

La loi permet, désormais, au gouvernement d'emprisonner des milliers d'adversaires politiques. Et les bandes fascistes continuent à massacrer tous ceux qui s'opposent à cet abominable régime.

Sous la dictature du fascisme bulgare, arrivé au pouvoir il y a cinq ans, que deviennent nos camarades du corps enseignant?

En 1923—1924, d'après des chiffres officiels, 1533 instituteurs sont révoqués, 26 instituteurs et 3 institutrices tués. En 1924—1925, 8 instituteurs et 3 institutrices sont tués. Les chiffres des tués sont considérés comme inférieurs à la réalité. Les instituteurs disparus sans laisser de traces, et les professeurs de l'enseignement secondaire ne figurent point dans ces statistiques.

Un bon nombre d'instituteurs, le quart selon une certaine statistique, est victime du chômage. Beaucoup d'écoles ont été fermées; plusieurs milliers d'instituteurs restent sur le pavé, souffrant particulièrement sous la crise économique qui sévit en Bulgarie. Ce sont, naturellement, les «éléments peu sûrs» qui sont, de préférence, congédiés. Ceux qui jusqu'ici, ont échappé au danger d'être privés de leur gagne-pain, se sentent menacés et sont d'autant plus enclins à la soumission.

Ce n'est pas que leur situation soit en elle-même enviable. Elle est bien médiocre, au contraire. Les traitements atteignent 50% de ceux d'avant-guerre. Les instituteurs ne touchent pas les suppléments que reçoivent d'autres fonctionnaires ayant le même degré d'instruction. Le gou-

vernemment fasciste tient à faire payer au corps enseignant du premier degré l'appui qu'il l'accuse d'avoir jadis donné aux partis «subversifs»!

La situation morale des instituteurs est aussi misérable que leur situation matérielle. Ils n'ont contre la misère aucune garantie. Le ministre de l'Instruction Publique a le pouvoir de les destituer par simple voie administrative.

Les membres du corps enseignant peuvent-ils se défendre par l'union? Le gouvernement fasciste a dissout l'organisation la plus active, celle des Instituteurs et Employés de l'Enseignement. Et il cherche tantôt à intimider, tantôt à influencer et secrètement diriger les autres organisations, Union des Instituteurs Bulgares, Organisation des Instituteurs du Pro-Gymnase (donnant une sorte d'enseignement primaire supérieur), Union des Professeurs du Gymnase (c'est-à-dire du Lycée).

D'autres faits révèlent la tyrannie qui pèsent sur l'enseignement à tous les degrés.

Des écoliers, des écolières se groupent pour étudier et pour répandre l'espéranto. Quel but plus légitime? Une langue auxiliaire, internationale favoriserait l'échange des produits et l'échange des idées. Depuis septembre 1924, la Société des Nations, qui ne pèche point, d'ordinaire, par excès d'audace, recommande l'emploi de l'espéranto pour la communication télégraphique...

Mais le gouvernement fasciste veille: l'espéranto ne risque-t-il point de restreindre l'étude de la langue nationale, pire encore d'éveiller des tendances internationalistes? Le ministre de l'Instruction Publique prononce la dissolution de toutes les associations espérantistes.

Des écoliers, des écolières se groupent pour lutter contre l'alcoolisme. En tous les pays, quel tâche est plus urgente? L'alcool exerce l'influence la plus néfaste sur l'individu, sur son corps, sur son intelligence et sa sensibilité, sur sa descendance, sur la famille, sur la nation, sur l'humanité tout-entière. Belle devise que celle de la société anti-alcoolique ouvrière belge: au nom de l'humanité future, tu ne boiras pas d'alcool!...

Oui, mais l'alcoolisme, en abrutissant le peuple, n'aide-t-il pas la bourgeoisie à le maintenir dans l'esclavage? La lutte contre l'alcoolisme trahit des tendances révolutionnaires!... Heureusement, le gouvernement fasciste veille. Les conspirateurs antialcooliques reçoivent l'ordre de se dissoudre.

Et l'on dit que le gouvernement fasciste bulgare va accepter, malgré l'opposition des instituteurs, cette demande du Synode de l'Eglise orthodoxe: charger les prêtres, les popes d'enseigner la religion dans les écoles laïques elles-mêmes. Il ne s'agit pas, bien entendu, de répandre la haute doctrine révolutionnaire de Jésus et des premiers chrétiens. Il s'agit d'imposer des croyances destinées à endormir les masses, à servir d'opium au peuple...

Triste destin que celui du corps enseignant sous le régime fasciste né du coup d'Etat du 9 Juin 1923!

Par ma plume, le corps enseignant de France envoie au corps enseignant bulgare l'expression de sa sympathie.

Félicien Challaye
professeur-agréé de philosophie

Hommage aux intellectuels bulgares assassinés!

J'ai connu Stamboliisky. C'était à Gênes, pendant cette fameuse Conférence imaginée par Lloyd George et boycottée par M. Raymond Poincaré, avec l'aide toute-puissante de quelques politiciens et financiers internationaux.

L'homme faisait peur. Du moins, les représentants de la presse et des délégations l'assuraient. Il faisait peur parce qu'il avait une taille au-dessus de la moyenne, des épaules solides de vrai paysan, un regard droit et une façon de dire leur fait aux émissaires du capitalisme anglo-saxon qui valait son pesant d'or.

Déjà, Stamboliisky était suspect. Déjà, la Sainte-Vehme avait décreté sa mise à mort. La politique qu'il entendait mener, politique de paix, politique correspondant aux plus intimes désirs du peuple bulgare, déroulait les combinaisons des profiteurs de guerre. On ne pardonnait pas non plus à Stamboliisky de ne pas craindre d'engager des pourparlers fructueux et intelligents avec les délégués des Soviets, ces pelés, ces galeux... Comme Kurt Eisner, comme Erzberger, comme Walther Rathenau, il devait tomber sous les coups de la réaction. Et sa mort devait ouvrir,

en Bulgarie, une ère de terreur que nul autre pays n'a jusqu'ici connue.

J'ai connu, également, ces admirables femmes bulgares que le Coup d'Etat de Tsankoff a exilées en France, tandis que leurs époux, leurs frères, vivent reclus dans les cachots du roi quand ils n'ont pas été torturés, puis lâchement assassinés. Elles ont une dignité que les souffrances répétées ni les persécutions n'ont pu abattre. Elles ne se plaignent pas et, au milieu de l'indifférence du monde, elles cultivent le souvenir des disparus, elles poursuivent leur vengeance, sans jamais désespérer.

Ce qui se passe en Bulgarie depuis cinq ans ne m'est donc pas inconnu. Ce pays, que je n'ai pas visité, m'est aussi familier par les descriptions qu'on m'en a faites, par les récits qu'on m'a produits, par les témoignages qu'on m'en a rapportés, que si j'y avais vécu de longues années. Et ce serait lâcheté de ma part, si je me récusais lorsque l'on fait appel à ma protestation, à mon faible appui.

Et je ne peux pas m'empêcher de penser que les intellectuels de mon pays, comme tous ceux de l'Occident de l'Europe, ne font pas leur devoir. Car ils en savent autant que moi.

Je ne peux pas m'empêcher de penser que le journalisme contemporain, en France et ailleurs, est tombé bien bas qui ne réagit pas devant les crimes officiellement commis à Sofia, devant ces crimes dont sont quotidiennement victimes non seulement les paysans et les ouvriers bulgares, la fleur du prolétariat, la sève même du peuple, mais encore les intellectuels, mais encore tout ce qui pense, tout ce qui peut revendiquer l'intelligence et le savoir.

Une élite a été fauchée. Ceux qui, en France et ailleurs, ont plein la bouche et plein la plume de la défense des élites et qui forment périodiquement, pour banqueter ou pour recevoir des décorations, des Confédérations de l'Intelligence (excusez leur prétention!), ceux-là se moquent bien de l'élite tombée fraternellement aux côtés des martyrs prolétariens sur les routes et dans les cachots de Bulgarie!

Ils s'en réjouissent, au contraire. Avant tout, et malgré leurs protestations hypocrites, eux qui savent si bien quémander les faveurs populaires, ils ont partie liée avec la réaction dont ils espèrent tous les profits.

Mais nous sommes quelques uns, à travers le monde, qui résistons à cet avilissement. Nous sommes quelques uns qui ne nous résignons pas à croire que si la parole est libre, la plume est servie. Indépendants, révolutionnaires, nous voulons, en ces jours anniversaires du Coup d'Etat fasciste bulgare, célébrer la mémoire de nos frères intellectuels qui périrent d'avoir été libres et d'avoir voulu, pour la Bulgarie, la liberté.

D'autres auront écrit sur le drame lui-même, auront tiré les commentaires qui s'imposent, du point de vue politique et social.

Il nous reste nos morts.

Dans quelle situation les Tsankoff et les Liaptcheff ont-ils placé les écrivains et les journalistes? Il suffit, pour s'en rendre compte, de connaître la fameuse «loi sur la Défense de l'Etat». La courtoise et timide Ligue des Droits de l'Homme a qualifié cette loi d'ignoble et de monstrueuse. C'est assez montrer son caractère.

Loi exceptionnelle? On ferait mieux d'écrire: loi d'exception, et loi d'exception dans le sens le plus absolu, le plus intégral. La pensée, fut-ce la plus modérée, du moment qu'elle ne se soumet pas totalement aux consignes gouvernementales, du moment qu'elle n'accepte pas fidèlement le système officiel, est sacrifiée. Il est matériellement impossible d'exprimer une autre opinion que celle du pouvoir, et si l'on se risque à braver la volonté gouvernementale, non seulement cela ne sert de rien, mais encore on fait connaissance avec la police, les prisons, les bourreaux.

L'article 6 de ladite loi prévoit que «celui qui aura, par écrit, incité à un changement du régime politique ou économique... sera puni de 5 ans de prison au minimum et d'une amende de 50.000 à 500.000 lévas.

L'article 7 prévoit que «celui qui, oralement, par écrit ou par des œuvres d'art excite à la haine ou au crime envers certaines classes de la population ou envers les autorités établies... sera puni d'une peine allant de 3 à 8 ans de prison et d'une amende de 50.000 à 300.000 lévas.

Tels quels, ces articles de loi, s'ils étaient appliqués à la lettre, seraient déjà des offenses perpétruelles au bon sens et à la justice. Mais, en vérité, la police comme les magistrats aggravent à plaisir l'interprétation des textes. Ils les faussent et les violent. Vieille habitude. Toujours est-il que l'application de la loi donne lieu à des exactions et à de véritables crimes contre lesquels les «civilisés» se doivent de protester.

Censure savante, surveillance ridicule des imprimeries par les déTECTives, poursuites contre les abonnés des journaux de gauche, cela c'est la menue monnaie du régime.

Il y a eu pire. Il y a eu les assassinats perpétrés contre les écrivains, les publicistes.

C'est St. Kalatcheff, rédacteur en chef du «Drapeau Paysan», qui arrêté, jeté au cachot d'un commissariat de police, a été enlevé par les sicaires de la Ligue Militaire, et assassiné.

C'est Ghéo Mileff, sans-parti, interprète de la délégation travailliste qui vint en Bulgarie en avril 1925, l'auteur de ce beau poème sur la révolte paysanne de Septembre et de plusieurs recueils de poésies. On trouva son corps près de Pernik, lardé de coups de baïonnettes.

C'est Christo Yassenoff, le poète communiste, le disciple du grand écrivain bulgare Anton Strachimiroff, qui, arrêté, emprisonné, disparut sans qu'on retrouvât sa trace.

C'est Joseph Herbst, l'ancien directeur du Bureau de la Presse, l'un des plus brillants journalistes du pays, rédacteur de l'A.B.C., qui fut brûlé vif dans le calorifère de la Sûreté Générale.

C'est Ivan Gantcheff, ancien membre du Parti Communiste, ancien rédacteur du «Rabotnicheski Vestnik», traducteur et auteur d'ouvrages sociologiques, qui subit le même sort que son ami Joseph Herbst.

C'est Nédeltcho Popoff, poète communiste, instituteur dans une école modèle à Sofia, qui disparut sans laisser de traces.

C'est Anna Maïmounkova, institutrice et rédactrice en chef du journal «l'Ouvrière», qui, violée et mise à la torture, mourut. Son corps fut trouvé au cimetière de Sofia.

C'est Lambi Kandeff, ancien député, instituteur, rédacteur en chef de l'organe de la Fédération des Instituteurs: «l'Etincelle de l'Instituteur», assassiné.

C'est Arsène Yovkoff, rédacteur en chef de «l'Illinden», organe de l'Union des Vieux Révolutionnaires macédoniens, assassiné.

Il n'y a pas que des assassinats. Il y a le commun de la tragédie, là-bas.

Il y a Assen Boyadjieff, rédacteur du journal «l'Unité», actuellement enfermé à la prison centrale de Sofia pour avoir publié le 1er Mai, dans son journal, une poésie intitulée: le 1er Mai.

Il y a Pendjerkoff, enfermé à Sofia, journaliste indépendant, parce qu'il annonça que le Parti Communiste avait envoyé par la poste aux sinistrés du récent séisme, la somme de 1000 levas.

Il y a le grand Strachimiroff, maltraité par les brutes de la Sûreté Générale pour avoir exprimé une opinion littéraire contraire à celle du gouvernement.

Il y a l'instituteur Nicolas Ilieff, ancien maire de la ville de Lovetch, administrateur du journal indépendant «Novini» qui, arrêté, battu, privé de nourriture, fut trouvé mort dans sa prison.

Il y a... Mais ils sont trop.

Comment ne pas se souvenir? Comment ne pas participer au deuil de la Bulgarie? Comment ne pas s'émouvoir et ne pas se révéler frère de toutes ces âmes dolentes et si fières qui traînent par le monde le poids de leurs peines? Et comment ne pas vouer aux cendres de l'oubli ces hommes, ces caricatures d'humanité qui firent scrupuleusement office de bourreaux et salirent tout un peuple avec le sang des innocents?

Cinq ans d'une telle Terreur: Quel pays résisterait à cela?

Cependant, le peuple bulgare a résisté. Il espère. L'avenir n'est pas si sombre pour lui. L'avenir qui, verra grandir la Fédération Balkanique et qui la verra triompher.

Bernard Lecache

La Bulgarie et l'Europe

La dictature bulgare vient de célébrer son 5me anniversaire. La masse du peuple bulgare ne nourrit pas, à cet égard, les sentiments de joie et d'enthousiasme que professent ceux qui la gouvernent. On le conçoit aisément.

C'est par un coup de force que lui a été imposé le régime actuel; elle ne l'avait pas désiré; elle le subit avec peine, prête à s'en affranchir le jour où elle en aurait la force. Elle s'y adapte, elle s'en accommode à peu près comme jadis la France du statut impérial ou aujourd'hui l'Italie du fascisme.

La dictature de Tsankoff, et ensuite de Liaptcheff, a été instaurée par la violence. Si les élections étaient libres en Bulgarie, il y a beau temps qu'elle aurait été anéantie. Même avec les élections de corruption et d'oppression qu'elle organise, elle n'obtient qu'un minimum de succès et un pouvoir précaire. Elle périra un jour de la façon même qu'elle est née.

Elle est issue d'une conspiration tramée par les éléments réactionnaires, ploutocratiques, militaires, et par les Autonomistes Macédoniens qui ont toujours joué un grand rôle dans la vie contemporaine du royaume. En somme, ce fut une entreprise prétorienne qui réussit. Elle était dirigée contre le peuple paysan et ouvrier. Il ne faut pas oublier que Stamboliisky, le chef de la démocratie rurale, avait fait trembler à plusieurs reprises la monarchie, Ferdinand avant Boris; il avait exaspéré la grande bourgeoisie en établissant une fiscalité qui en lésait les intérêts, et en édictant le travail forcé. Il fut assassiné avec ses meilleurs collaborateurs: quelques mois plus tard, c'était le parti communiste, très puissant à Sofia et dans les départements, qui était fauché par une sauvage répression qui n'est pas encore terminée maintenant.

La réaction triomphait au dedans, en même temps qu'une politique de nationalisme chauvin et agressif au dehors. On ne peut méconnaître que Stamboliisky avait jeté les bases d'une diplomatie d'entente avec les Etats voisins de la Bulgarie, et spécialement avec la Yougoslavie. Il avait compris que les Balkans seraient les victimes des grandes puissances, et la proie des impérialismes, aussi longtemps que la division, la jalousie, la suspicion régneraient entre leurs peuples. Toute l'histoire se dressait devant lui pour attester la justesse de cette vision. L'un des gros griefs que ses adversaires formulèrent contre lui, était précisément qu'il pactisait avec les «ennemis» des Bulgares... Ils entendaient, eux, maintenir intactes, afin de les exploiter au profit de leurs convoitises et de leur domination intérieure, les animosités qui subsistaient entre les éléments ethniques de la Péninsule.

En somme, Stamboliisky aurait peut-être servi cette idée de la Fédération Balkanique qui est la seule acceptable et la seule viable. Même si elle ne s'était pas précisée dans son esprit, elle dominait plus ou moins confusément son action. En l'abattant avec le régime agraire, les partis bourgeois et les militaires n'ignoraient pas plus les répercussions extérieures de leurs gestes que les effets du coup de force au dedans.

Depuis 1923, la Bulgarie n'a cessé de tenir sa place,

et une large place, dans les intrigues diplomatiques de l'Europe. Si la politique de Stamboliisky avait pu durer, ce pays, maître de ses destinées, n'aurait pas été le jouet des grandes puissances; il n'aurait pas non plus été le champ de manœuvre des Autonomistes Macédoniens, qui ne manifestent qu'un seul intention, celle de mettre les Balkans à feu et à sang pour créer une Grande Bulgarie.

L'Angleterre a placé le gouvernement de Sofia sous sa tutelle. Rien n'était plus aisné. Liaptcheff est sa créature; elle l'a défendu parfois contre les retours offensifs de Tsankoff. Les finances bulgares ont été sauvées par les banquiers de la Cité, et ceux-ci se font toujours payer leurs services au maximum.

L'Italie, alliée de l'Angleterre, n'a eu garde de livrer la Bulgarie à elle-même. On a maintes fois ici signalé les conspirations que Mussolini a nouées dans les Balkans. Il a essayé de séduire les gouvernements de Bulgarie, et ceux de Roumanie, et ceux de Grèce, et ceux de Turquie, et ceux de Hongrie. Dans sa lutte contre la Yougoslavie, qu'il voudrait maîtriser, et vis-à-vis de laquelle il reprend les procédés dont usaient naguère les Habsbourg, il ne néglige personne. La Bulgarie a beau être huit ou dix fois moins peuplée que l'Italie: il ne ménage rien pour la capturer. L'appui du cabinet de Sofia aurait encore, pour lui, une autre valeur que le concours de l'Albanie. Qu'a-t-il promis à Liaptcheff? On l'ignore. En tout cas, le dictateur bulgare est au nombre des satellites du dictateur italien. Le jour où celui-ci mobilisera contre les Serbes, les Slovènes et les Croates, celui-là aurait pour tâche d'envahir la Vieille-Serbie et de déchaîner les Macédoniens. Un jouet aux mains de l'Italie fasciste, voilà ce que les gouvernements fascistes des Tsankoff et des Liaptcheff ont fait de la Bulgarie. Jamais dans son histoire ce pays n'a été aussi assujetti qu'à notre époque. Les Tsankoff et les Liaptcheff ont discerné, dans cet assujettissement aux grandes puissances, le gage de leur propre autorité. C'est pourquoi ils ne résisteront jamais aux ordres qu'ils recevront. La Bulgarie sous pareille tutelle est un facteur de guerre et non de paix. Voilà ce qu'on doit savoir, ce qu'il faut rappeler pour le 5me anniversaire du coup de force.

Nous l'avons dit: il a été dirigé contre les premières ébauches de Fédération Balkanique. C'est l'occasion de redire que seule la formule Fédérative, à l'encontre des dynasties, des ploutocraties, et des militarismes, donnera la paix à l'Europe Sud-Orientale. En dehors d'elle, il n'y aura qu'esclavage et guerre pour les peuples.

Paul Louis

Le fascisme bulgare et le fascisme italien Leurs affinités

La guerre est la mère du fascisme; tantôt par l'esprit de revanche engendré par la défaite, comme en Bulgarie, tantôt par l'esprit impérialiste de la victoire comme en Italie. Victoire ou défaite, sont des accidents; le fait essentiel, la cause déterminante, c'est la guerre. Si l'on veut embrasser le fascisme dans son expression typique, il n'y a qu'à suivre la ligne méditerranéenne-balkanique, où il trouve la moindre résistance. Des pays nouveaux, d'une formation unitaire récente, avec des structures démocratiques sans traditions et sans consistance, où les jeunes bourgeois sortent à peine du régime féodal pour arriver au seuil du capitalisme occidental assoiffées de grands profits, épries de protectionnisme, pauvres d'esprit d'indépendance réelle et ivres d'un nationalisme d'ailleurs protégé par les grandes puissances, voilà où les contre-coups fascistes de la guerre se font le plus sentir; tandis qu'en Occident, chez les peuples à charpente nationale plus solide, à traditions unitaires et révolutionnaires plus enracinées, le fascisme ne réussit pas à s'emparer du pouvoir par ses seuls moyens. Il est obligé de se confondre avec les courants impérialistes, les soulevant sous des formes diverses de réaction, menaçant également les libertés politiques à l'intérieur et la paix internationale.

Parmi les causes caractéristiques du fascisme, notons la formation, après la guerre, de masses de démobilisés, anciens officiers et sous-officiers, la plupart issus de la petite bourgeoisie, que les pauvres économies des «pays nouveaux» dévastés par la guerre et souffrant surtout du manque de capital, ne peuvent absorber; d'autant plus que les galons gagnés à l'armée donnent à ces «héros» une répugnance insurmontable à retourner à leurs occupations d'avant-guerre souvent très humbles. Dans leur ambition, ces

«héros» n'aspirent qu'à continuer la guerre, et si la guerre aux frontières est finie, ils la poursuivront dans le pays même. Ce sera alors la guerre civile; la guerre par le coup d'Etat, la guerre à la solde de la haute bourgeoisie harcelée par le prolétariat réclamant la réalisation des promesses faites au peuple pendant le temps affreux des grands massacres pour entretenir sa résistance. A ce point de vue, il y aurait un éloquent parallèle à faire entre l'Italie et la Bulgarie, vraiment soeurs dans la douleur. Les fascistes italiens ont commencé par des organisations de combattants formées par des officiers, sous-officiers et des fils fainéants de la bourgeoisie agraire; à ces organisations chauvines s'associeront bientôt des jeunes «vétérans» de la grande conquête du poète Gabriele d'Annunzio: Fiume. Qui ne voit dans ces traits l'analogie italienne avec les associations chauvines bulgares et leur alliance avec l'organisation macédonienne du général Protoguéroff? N'est-ce pas sur cette analogie que se fondent les intimités qui se poursuivent entre les irréguliers bulgares et les chemises noires d'Italie?

Une ressemblance frappante existe également entre la marche sur Rome (28 octobre 1922) et le coup d'Etat perpétré à Sofia, la nuit du 8 au 9 juin 1923. L'un et l'autre de ces glorieux exploits furent exécutés d'après un plan arrêté par les militaires et avec l'aide active des fascistes. Dans un cas, comme dans l'autre, la connivence de la couronne a été nécessaire.

Le cabinet de Stamboliisky fut renversé par la force, il fut lui-même dépecé par les conjurés. Le cabinet Facta essuya le même sort; mais comme le ridicule Facta n'avait pas la taille d'un Stamboliisky, on le laissa vivre. D'ailleurs, à ce moment là, le fascisme italien était encore subordonné aux éléments de la grande bour-

geoisie qui l'avaient soudoyé. Ces éléments songaient exclusivement à se défaire du mouvement socialiste-ouvrier; ils ne pensaient pas à détruire de fond en comble la charpente de l'Etat libéral, avec lequel ils avaient fait pendant tant d'années de si bonnes affaires. Le temps viendra bien-tôt où le fascisme montera aussi sur les épaules de la bourgeoisie, qui devra elle aussi, s'emprisonner dans l'Etat de parti. Au début, le fascisme dut faire des compromis avec tous les partis, excepté, bien entendu, les partis de la classe ouvrière. Cela, de prime abord, empêcha en Italie les grandes cruautés qui marquèrent l'avènement du fascisme bulgare. Ces deux fascismes firent, dans un certain sens, le chemin à rebours. Tandis qu'en Bulgarie, ayant commencé par les plus grandes atrocités, le fascisme n'est pas arrivé à la suppression absolue des partis de la presse d'opposition, à la destruction complète de l'Etat libéral, en Italie, le fascisme qui avait gardé au commencement une certaine modération, au fur et à mesure qu'il se fortifiait, déclarait la guerre à tout ce qui n'était pas fasciste, broyait tous les partis, même bourgeois, tendant à travers une terreur qui s'intensifiait chaque jour à l'instauration de l'Etat absolu.

Mais, après avoir noté les différences du mouvement entre les deux fascismes, il faut revenir à ce qu'ils ont de commun: l'esprit foncièrement anti-démocratique, expliqué par les violences contre le droit électoral et l'esprit de persécution, de «mise hors la loi» des adversaires politiques. Les lois de «défense de l'Etat» foisonnent de la mer Ionienne à la mer Noire et toutes ont le même but: bannissement des ennemis du gouvernement déclarés ennemis de l'Etat, de la Société. Ces lois de terreur font corps avec la terreur des bandes ou des «agents irresponsables». En Italie on les emploie à la fois; mais avec une tendance marquée à faire de plus en plus jouer la police, la milice noire, la torture dans les geôles, les arrestations en masse, et enfin le «tribunal spécial», au lieu de l'assassinat dans les rues. Cela dépend peut-être de ce fait qu'en Italie le fascisme s'est rendu maître absolu de tout l'Etat, ce qui n'est pas le cas en Bulgarie.

Le fascisme italien aspire à devenir le régulateur et le dominateur de tous les fascismes balkaniques. Il se donne comme le grand protecteur de la Macédoine, meurtrie sous le joug yougoslave. Bien entendu, Mussolini ne s'émeut

pour la Macédoine que pour avoir par elle un atout contre la Yougoslavie. Il aime à afficher ses rapports avec les «révolutionnaires macédoniens, pour que cela frappe l'imagination du peuple italien et lui donne une grande idée de l'activité de son maître. Mais, au fond, le fascisme italien marche dans le sillon de l'ancienne diplomatie: *divide et impera*. Le rapprochement bulgaro-yougoslave serait pour lui un malheur sans égal. Et un autre malheur pour lui serait le renforcement de la Petite-Entente.

C'est que le fascisme italien est un protecteur protégé; un dominateur dominé; derrière lui se tient constamment le conservatisme anglais avec ses visées permanentes contre la Russie Soviétique. On pourrait se demander comment il se fait que ces grands «libéraux» d'Outre-Manche aient pris sous leur tutelle l'alliance naissante de tous les fascismes dans la Méditerranée et dans les Balkans. C'est une question autant politique que morale. Au point de vue pratique, le *torysm*e n'est qu'un machiavélisme hypocrite, pour lequel tous les moyens sont bons. La fin justifie les moyens. Au point de vue moral, le *torysm*e n'est qu'un orgueil gigantesque de race. Tout récemment Mr. Fisher, ancien sous-secrétaire d'Etat en Angleterre, écrivait un article dans un journal de Nice, où il faisait une description épouvantable des méfaits du fascisme italien et il en concluait qu'un tel régime n'aurait duré ni un an, ni un jour en Angleterre, mais qu'il était tout à fait bon pour les Italiens. Les Italiens fascistes sont très fiers de tels jugements; leur nationalisme n'est pas très chatouilleux, au point de vue du respect dû aux Italiens. Toujours est-il que cette morgue anglaise qui enveloppe tous les peuples dans un mépris égal, ne les considérant que comme des âmes mortes, des instruments passifs des buts et dessein impérialistes d'autrui, cette morgue — dis-je — c'est déjà du fascisme; ou, si vous préférez un terme plus vieux: de l'esclavage.

Une échelle d'esclavages, voilà, en effet, le sort des Balkans dans les hautes visées des dirigeants britanniques, qui poussent le fascisme italien à s'assurer l'hégémonie balkanique, d'accord avec les «autonomistes» revanchards de la Bulgarie.

N'est-il pas temps que, à l'alliance de tous les fascismes réponde l'alliance des peuples balkaniques pour leur émancipation nationale et sociale?

Paolo Davila.

9 Juin 1923 — 9 Juin 1928

Dans une période de 6 ans, la bourgeoisie bulgare mena, «pour l'unification» de la nation bulgare, deux guerres sanglantes: la guerre balkanique 1912—1913 et la grande guerre 1915—1918. Au lieu des conquêtes escomptées, la Bulgarie subit deux grandes catastrophes qui lui valurent plus de 200.000 morts, autant de blessés, autant de mutilés de guerre, la perte de quelques villes et la ruine complète de son économie nationale! Pour se sauver, la bourgeoisie a dû sacrifier son roi Ferdinand, son armée et s'agenouiller devant les troupes de l'Entente. Elle paya trop cher son avidité et le désir de son roi d'être couronné à la Mosquée Sainte-Sophie à Constantinople.

Déjà pendant la grande guerre, de peuple bulgare manifestait son mécontentement de la politique gouvernementale et, pour éviter une débâcle prémature, la bourgeoisie changea les hommes: les libéraux de Radoslavoff furent remplacés par les démocrates et les radicaux de Malinoff-Kostourkoff. Le changement de façade ne changea en rien la marche fatale des choses, et l'écroulement, la catastrophe vinrentachever la politique néfaste d'un régime militariste de quarante ans.

L'indignation dans les masses fut grande. La révolte populaire était déjà devant la capitale. La bourgeoisie bulgare changea de nouveau ses hommes, et un cabinet de coalition fut formé sous le règne du jeune roi Boris III, qui remplaçait le roi abdiqué Ferdinand. Les narodniaks et les agrariens, dont Stamboliisky était le chef le plus indiqué, formèrent le nouveau cabinet qui devait se soumettre aux volontés des vainqueurs et signer les traités ignobles de Versailles et de Neuilly.

Cependant, dans le fond de l'âme du peuple meurtri, ruiné et endetté, la haine contre la bourgeoisie, qui le mena à la boucherie, grandissait. En 1920, après les élections législatives, le peuple bulgare se prononça pour les partis de gauche. Les agrariens formèrent leur cabinet homogène.

Les réformes que ce gouvernement, poussé par les ouvriers et paysans, entreprit, consternèrent la bourgeoisie qui se voyait dépouiller de ses richesses accumulées illégalement pendant les guerres.

Certes, la politique de restauration de l'économie nationale de Stamboliisky sur le dos de la bourgeoisie, principale coupable des deux guerres ruineuses, et sa politique de paix et d'entente avec les voisins, n'étaient pas du goût de la bourgeoisie et de certains milieux revanchards, surtout parmi les officiers et généraux, mis en retraite à la suite de l'abolition de l'armée régulière. L'armée, devenue mercenaire, était trop coûteuse. Des milliers d'officiers et de sous-officiers du service actif étaient licenciés en masse. Ils trouvaient difficilement du travail et ils se vendaient légèrement à la bourgeoisie, qui, petit à petit, hissait de nouveau le drapeau du chauvinisme et du nationalisme bulgares écrasés. Avec ces officiers, sous-officiers et des fils fainéants de la bourgeoisie, cette dernière créa des associations national-chauvines qui étaient directement en liaison avec la cour royale, le haut-commandement et la haute-finance.

A ces associations chauvines s'associèrent les bandes armées des Macédoniens fascistes de Protogueroff-Alexandrovoff, qui voyaient dans la politique paisible et conciliante de Stamboliisky la fin de leur escroquerie et marchandise avec la cause macédonienne, et les restes de l'armée vragéenne qui avaient trouvé un refuge en Bulgarie après la débâcle de la Crimée.

Donc, la bourgeoisie menacée dans sa sacro-sainte richesse, les associations chauvinistes des officiers de réserve et des jeunesse patriotes, les bandes des autonomistes macédoniens d'Alexandrovoff et Protogueroff et les Vragéens sous la haute protection du roi Boris III, décidèrent de renverser le gouvernement agraire par la force.

Dans la nuit du 8 au 9 juin 1923, le Coup d'Etat fut exécuté d'après le plan arrêté par les militaires et avec l'aide active des Macédoniens fascistes et des Vragéens.

Stamboliisky fut dépecé par les bandits macédoniens. L'ère fasciste fut inaugurée par le sang et par la terreur, sous des paroles de liberté, d'égalité, de démocratie, qui sortaient des bouches des professeurs à la Tsankoff, des démocrates, des radicaux et même des social-démocrates.

Depuis le 9 Juin, le souffle de la terreur sanglante a passé sur toute la Bulgarie.

Sans aucune force dans la base, quoique patronnés par certaines grandes puissances, les gens du Coup d'Etat devaient se forger un instrument qui aurait sanctionné leur acte criminel. Ce devait être, bien entendu, le Parlement. Mais comme le Parlement élu au mois d'avril était, dans sa majorité écrasante, agrarien et communiste, le nouveau gouvernement, par un décret, le proclama dissout sans fixer la date pour les nouvelles élections.

Le gouvernement des bourreaux Tsankoff-Rousseff prépara ses hordes et la provocation en grand style fut déclenchée au mois de septembre 1923.

Une vraie bataille entre les ouvriers et les paysans révoltés et les troupes des fascistes, y compris les bandes macédoniennes, s'ensuivit. Les communistes, le Bloc Ouvrier-Paysan furent battus... Plus de 20.000 personnes ont été tuées, plus de 10.000 émigrèrent et autant furent jetées dans les prisons. Le sang coula à flot; des villages entiers furent incendiés et détruits; l'appareil de combat fut complètement anéanti, maisons du peuple, imprimeries, syndicats, coopératives, etc. furent détruits ou fermés. La terreur blanche régnait partout.

C'est dans ces conditions qu'eurent lieu les élections législatives (novembre 1923), qui donnèrent aux ouvriers et payans, malgré tout, plus de 350.000 voix.

Le Parlement élu sous la terreur, composé de fascistes déclarés, d'officiers de réserve, n'était qu'un instrument dans les mains de la grande bourgeoisie, dont le premier souci était d'abolir les lois concernant ses richesses, et mettre hors la loi le Parti Communiste, ennemi irréductible de la bourgeoisie.

La loi sur la »défense de l'Etat«, loi monstrueuse, unique dans son genre, a été créée. Elle fut votée par tous les partis bourgeois, excepté le radical Kostourkoff, et aussi par les social-démocrates. Toutes les institutions et organisations adhérent au Parti Communiste furent dissoutes: coopératives, syndicats, unions des Jeunes communistes, etc. et leurs biens, meubles et immeubles furent confisqués... au profit de l'Etat! Les Conseils municipaux et régionaux communistes et agrariens furent également dissous.

Le coup était porté au cœur du prolétariat bulgare, grâce au concours des traîtres à la classe ouvrière, et aux sicaires des bandits macédoniens, prétendant lutter pour la liberté de la Macédoine.

A partir de ce moment (avril 1924) le Parti Communiste bulgare et le mouvement ouvrier et paysan devaient vivre dans l'illégalité. Cependant, la bourgeoisie tremblait devant ses crimes et devant la puissance des forces résistantes de la classe ouvrière. Ses alliés, surtout les bandits fascistes macédoniens, tremblaient aussi. Ces derniers craignaient particulièrement l'indignation des masses macédoniennes émigrées et réfugiées qui se virent jetées dans la misère la plus noire par la bourgeoisie restaurée, coupable principale de leur malheur national. Ces bandits à la solde du Zgovor de Tsankoff-Rousseff et de la Cour Royale commirent, de concert avec la Ligue militaire, la plus grande traîtrise existant dans l'histoire du mouvement révolutionnaire macédonien. Le 30 août 1924, ils tuèrent leur chef, Todor Alexandroff, en présence du général Protoguérhoff; ils cachèrent cet assassinat jusqu'au 12 septembre, date à laquelle devaient être abattus tous les révolutionnaires macédoniens pensant autrement que les vendus. On attribua l'assassinat d'Alexandroff aux communistes et aux fédéralistes macédoniens, et on en tua à discrétion. Dans une semaine, plus de 200 parmi les meilleurs furent massacrés d'une manière sauvage. Périrent D. Hadji Dimoff, Bouynoff, Kovatcheff, Kantardjieff, Hadjiev, etc....

Les facteurs irresponsables »Koubrat«, »la Ligue militaire«, »Rodna Zachitka«, »les fascistes macédoniens«, »l'Escadron«, »les Vrangéliens« etc. étaient les maîtres du

pays. Ils formaient un super-ministère qui dictait ses volontés au ministère formel. Le régime de »disparition sans traces« et de »tentative de fuite« fut instauré. Des bandes et groupes armés circulaient et semaient la terreur à travers le pays. Partout où quelques critiques s'élevaient sur le régime, ils supprimaient férocelement les mécontents. Le silence de cimetière était imposé.

Tout de même, le peuple manifestait son mécontentement. Ses représentants, une poignée de courageux, crièrent contre les crimes, à la tribune du Sobranié. On les tua les uns après les autres: P. Petkoff, Hadji Dimoff, Har. Stoyanoff, Todor Strachimiroff, etc...

Des régions entières furent soumises à un régime d'état de siège: comme les régions de Lovetch, Troïan, Pétritch, (Macédoine sous le joug bulgare).

La troisième grande provocation fut celle du 16 avril 1925, à la suite de laquelle périrent un millier d'hommes de cœur, des militants, des ouvriers et paysans, etc. Parmi eux, les journalistes connus Joseph Herbst et Iv. Gantcheff, l'ancien ministre P. Ianeff, le juge Mikhoff, l'écrivain Guéo Mileff et presque tout le Comité Central du Parti communiste mis hors la loi. L'état de siège fut proclamé, la loi sur la défense de l'Etat aggravée et les Conseils de guerre sévissaient, prononçant des peines capitales par centaines. La potence fut érigée à Sofia. Furent pendus Friedman, Koeff, etc....

En septembre 1925, les régions de Troïan, Gabrovo, Koprivchtitsa furent dévastées par les fascistes. Des scènes barbares eurent lieu, le sadisme des fascistes ne connaissait pas de limites, plus de 220 personnes furent massacrées et une vingtaine de villages et hameaux furent détruits. La région de Pétritch, après l'assassinat de Panitza, fut soumise aussi au couteau; plus de 90 Macédoniens furent décapités ou pendus le long des routes!

La loi sur la défense de l'Etat fut de nouveau modifiée et des condamnations capitales furent prévues pour un grand nombre de crimes purement politiques. Cette loi n'était qu'un instrument de combat contre les adversaires politiques. 3.000 personnes passèrent dans les prisons, et il y en reste encore des milliers, parmi lesquelles une centaine de jeunes gens et de femmes.

Le gouvernement de Tsankoff s'écroula sous la réprobation de la conscience universelle. Liaptecheff, successeur de Tsankoff, fasciste comme l'autre, mais plus hypocrite, continuera l'œuvre de mort. C'est sous son règne qu'en 1926, une bande d'irresponsables dévasta la région de Lovetch. C'est aussi lui qui assura l'impunité des fascistes qui brûlèrent, à Pléven, le Dr. Bécheff et sa famille...

Contre ce régime de sang et de boue, le peuple bulgare lutte courageusement. Des comités pour l'aide aux victimes de la guerre civile, des comités pour l'amnistie complète et sans conditions, sont formés. Des protestations de tous côtés s'élèvent. Le peuple lui-même, malgré la terreur, s'est exprimé dans les dernières élections législatives de l'année dernière, par plus de 350.000 voix contre cette politique.

Cette lutte se poursuit toujours avec un acharnement digne de tout éloge. Ce sont surtout les paysans et les ouvriers organisés qui militent en première ligne. C'est aussi la presse ouvrière et paysanne qui mène la campagne. Et c'est contre ces partis que la colère des fascistes se déverse. Le parti agraire est soumis à une pression systématique de scission, le parti ouvrier est presque dans l'impossibilité de vivre légalement. Les coopératives paysannes sont sans moyens de vivre, les syndicats indépendants sont fermés. La presse ouvrière et paysanne est constamment confisquée, elle subit des pertes matérielles considérables, et seuls, les sacrifices des ouvriers et paysans la font vivre.

Inclinons-nous devant la lutte héroïque, que les partis ouvrier et agraire, aidés par des intellectuels à l'intérieur, et appuyés par l'opinion démocratique européenne, mènent inlassablement contre le régime fasciste en Bulgarie...

Cinq années de vol et d'exploitation effrénée du peuple bulgare travailleur

I.

La situation financière et économique de la Bulgarie n'était pas bonne avant le 9 juin 1923. Ce pays avait été transformé en vache à lait. Dettes contractées avant les guerres, différentes sortes d'obligations financières liées à l'exécution du traité de Neuilly, déficits budgétaires énormes; un lourd fardeau d'impôts, exploitation sans frein du travail des masses populaires par les capitalistes, banquiers et spéculateurs étrangers et du pays, une crise économique

intense — voilà la situation au moment où les fascistes se sont emparé du pouvoir.

Après le coup d'Etat, la crise financière et économique s'aggrava, la situation devint catastrophique.

Le gouvernement fasciste a fait tout son possible pour favoriser ses partisans, les banquiers et les spéculateurs, et ses soutiens, les officiers, aux dépens des masses populaires. Il s'empessa surtout de défendre les intérêts des banquiers et capitalistes étrangers. Il leur donna en mono-

pole le commerce des produits de première nécessité. Il leur donna en exploitation illimitée les richesses du pays. Ainsi il a vendu, d'un cœur léger, l'indépendance économique de la Bulgarie.

Le gouvernement de la dictature militaire a abrogé toutes les lois que le gouvernement agrarien avait faites pour limiter l'exploitation des masses populaires; il a supprimé toutes les lois qui étaient en faveur de ces dernières, quelque insuffisantes qu'elles fussent.

En un mot, ce gouvernement a mis au service des capitalistes étrangers et bulgares tout son appareil législatif, judiciaire, financier et policier.

Aujourd'hui la Bulgarie se trouve au seuil d'une banqueroute financière et d'une pleine débâcle économique.

Quel est donc le bilan du régime fasciste pendant sa domination de cinq années en Bulgarie, au point de vue financier et économique?

Le budget de l'Etat est monté, pendant la première année même du régime fasciste, de 4.500 millions de leva en 1922/23, à 5.700 millions, pour arriver, ensuite, à 7.000 millions de leva. Cette somme figure seulement sur le budget régulier de l'Etat. On doit y ajouter encore les sommes suivantes: 2.380 millions de leva pour le budget des fonds, et 240 millions de leva pour le budget extraordinaire. Ainsi donc, le budget de l'Etat atteint la somme énorme de plus de 9.600 millions de leva. En y ajoutant les budgets des communes, des municipalités et des départements, qui sont de 4 à 5.000 millions de leva, nous aurons une idée plus précise du fardeau écrasant que les contribuables bulgares supportent: 13.500 à 14.500 millions de leva. Et 90 à 95% de cette somme formidable est payée par les masses populaires: les paysans sans terres, les petits paysans, les artisans, les ouvriers et les travailleurs intellectuels.

Tout le revenu national de la Bulgarie est calculé à 30 à 35.000 millions de leva. Celui des masses travailleuses, à 20.000 millions de leva. Donc, le budget de l'Etat et ceux des communes, des municipalités et des départements constituent les 44% des revenus de tous les citoyens bulgares. Mais le fardeau d'impôts qui pèse sur les épaules des masses travailleuses constitue plus des 2/3 de leurs revenus. Ces dernières ne sont plus en état de supporter ce fardeau. Le gouvernement fasciste suce leur sang autant qu'il peut. Et comme il ne veut ou ne peut pas prendre l'argent des banquiers et des spéculateurs, ses budgets se clôturent, chaque année, par des déficits qui augmentent la dette fabuleuse de ce petit pays envers les capitalistes et impérialistes étrangers.

La dette de la Bulgarie est de 88.000 millions de leva. Elle représente une somme de 2 fois et 1/2 de plus que le revenu national annuel; elle constitue 1/3 de toute la richesse nationale de ce pays. Dans cet état de choses, le gouvernement fasciste s'efforce, à tout prix, de conclure un emprunt ou des emprunts, pour pouvoir continuer son existence.

Certes, il a réussi à conclure un emprunt et il a obtenu pour un deuxième emprunt le consentement de la Société des Nations. Mais les conditions pour la conclusion de ces deux emprunts sont simplement scandaleuses, bien que l'un de ces emprunts ait été fait pour venir en aide aux réfugiés au nombre de 200.000. Ces conditions sont pires que celles qu'on pose pour la conclusion des affaires ordinaires de commerce; elles constituent un vol formel.

Les voici:

Le premier emprunt, dit «emprunt d'humanité», est d'un montant de 2.246 millions de leva. Bien qu'il ait été conclu, il y a environ deux ans, le gouvernement a reçu jusqu'à présent 245 millions de leva, et le budget de l'Etat, par suite de cette opération, est grevé annuellement de 150—200 millions de leva. De cet emprunt, le gouvernement recevra en tout 1.450 millions de leva et le peuple bulgare payera 6.624 millions de leva, ou 4 fois et 1/2 de plus que la somme que le gouvernement recevra. A part ces engagements en liaison avec la conclusion de cet emprunt, le gouvernement s'est chargé d'un tas énorme d'obligations: il s'engage à contraindre les réfugiés qui voudraient profiter de l'emprunt, à renoncer à leur sujétion, à ne pas permettre leur installation près des frontières, à donner, comme gage, des revenus importants de l'Etat, etc. etc.

Le deuxième emprunt, dit «de reconstruction», est de 4 millions et 1/2 de Lstg. Le gouvernement recevra, en défaillant les sommes pour l'émission et celles pour intérêt et amortissement, pour la première année — 3.700.000 Lstg., 75% de cette somme sera employée pour le paiement de différentes dettes, et seulement 25%, c'est-à-dire 600 millions de leva, pour des buts productifs, tandis que l'Etat, de son côté, payera, pour intérêt et amortissement, 350 à 400 millions

de leva chaque année. Pour conclure cet emprunt, le gouvernement fasciste a consenti à transformer la Banque Nationale de Bulgarie en une banque d'émission, ce qui équivaut à la perte de l'indépendance économique de la Bulgarie; comme garantie pour cet emprunt, le gouvernement a consenti à donner en gage les revenus des douanes qui constituent 40% de tous les revenus de l'Etat.

Voyons maintenant quel est l'état des différentes branches de l'économie nationale: l'agriculture, l'industrie, le commerce, l'artisanat. Quelle est la situation des paysans, ouvriers, artisans et travailleurs intellectuels pour le cinquième anniversaire de la dictature fasciste?

Le tableau est sombre.

L'agriculture est en déclin. La superficie ensemencée diminue chaque année. L'inventaire vivant et mort aussi. La productivité de la terre par suite de son époulement, du manque d'engrais et à cause des outils primitifs avec lesquels on la laboure, diminue très rapidement. La production des denrées agricoles — la Bulgarie étant un pays de travail agraire — a diminué de 10 kl. par hectare. Le nombre des paysans sans terre et des petits paysans augmente. Le gouvernement fasciste a enlevé à ces paysans même les quantités de terre insignifiantes qu'ils avaient pu obtenir du gouvernement de Stambolijsky, en vertu de la loi sur la propriété foncière du travail, et les a restituées aux grands propriétaires, ses partisans.

Pour ces raisons et par suite des impôts écrasants que les paysans supportent, ils sont obligés de vendre la récolte encore en herbe à vil prix aux commerçants de blé, aux spéculateurs sur les produits agricoles, pour acheter des mèmes spéculateurs, le printemps suivant, jusqu'à la nouvelle récolte, tout ce qui leur est indispensable pour eux et pour leur bétail, à des prix de 2 à 3 fois plus élevés. Par suite de ces faits, nous nous trouvons devant une situation que la Bulgarie agricole n'a jamais connue: Une famine s'est déchainée sur toute la Bulgarie de l'ouest, du nord-ouest et du centre, et les paysans sont contraints de vendre leur bétail à des prix dérisoirement bas. Les commerçants spéculateurs et les usuriers ont profité de cette calamité, tout comme de la catastrophe sismique, pour augmenter les prix des comestibles en général de 20—30% pour toute la Bulgarie et de 100—150% dans les localités éprouvées pour le cataclysme.

Sous le régime de Stambolijsky, les paysans avaient commencé peu à peu à se libérer des griffes des marchands de blé, parce que le gouvernement paysan soutenait et aidait les organisations coopératives.

Mais dès qu'il s'est emparé du pouvoir, le gouvernement fasciste a entrepris une croisade furieuse contre les coopératives agricoles, ainsi que, en général, contre tout le mouvement coopératif. Les paysans tombaient entièrement sous le pouvoir des marchands de blé et sous celui des usuriers qui consentaient aux nécessiteux des prêts à courts termes à des taux de 100 à 200%.

Dans ses efforts pour persuader aux capitalistes européens que la situation économique du pays est bonne, afin de pouvoir conclure l'emprunt, le gouvernement fasciste a donné toutes sortes d'encouragements à l'exportation des produits de l'économie rurale. Ainsi, il a pu, au plus grand détriment du peuple, augmenter l'exportation des denrées, de 49.000 wagons en 1926 à 70.000 wagons en 1927, quoique la production du maïs, qui constitue la nourriture essentielle pour la grande partie de la population de ce pays, ait été pendant la dernière année de 21.000 wagons (2.100.000 de quintaux) en moins qu'en 1926; il a augmenté l'exportation du gros bétail, de 29.672 têtes en 1926 à 57.596 têtes en 1927.

De la famine pour les producteurs, de la famine en général pour les masses laborieuses et une exportation la plus grande possible des produits de première nécessité, pour que les banquiers et commerçants spéculateurs puissent s'enrichir, pour que la dictature fasciste puisse plus longtemps se maintenir au pouvoir — voilà ce qui dirige la politique de ce gouvernement antipopulaire.

Nous relevons ces faits pour qu'on puisse bien saisir le caractère de classe tout-à-fait grossier de la politique des fascistes en Bulgarie.

Ce gouvernement applique la même politique envers le paysan cultivant le tabac, la betterave et autres produits.

Pendant les dernières années, 200.000 familles s'occupaient de la production du tabac. La production du tabac en Bulgarie est environ 10 fois plus grande que le besoin de la consommation intérieure. Les paysans produisent du tabac et les acheteurs de leurs produits sont des capitalistes bulgares et étrangers, plutôt étrangers que bulgares. Ces capitalistes, aidés par le gouvernement, imposent les prix dans le district de Pétritch (Macédoine sous le joug bulgare), où on produit plus de 3 millions de kg de tabac. Ce sont les

bandits de Protoguéroff et d'Ivan Mikhaïloff, qui sont au service de ces capitalistes.

Sous le gouvernement paysan, avec le concours des coopératives de tabac, les producteurs pouvaient vendre leurs produits à des prix relativement convenables; après le coup d'Etat, les coopératives ont été arrêtées dans leur activité; les prix des tabacs sont tombés de moitié, dès la première année du régime fasciste. Des dizaines de milliers de producteurs ont été ruinés tandis que les quinze sociétés de tabac qui ont réalisé le monopole du commerce de ce produit, se sont enrichies scandaleusement. En 1923 et 1924 elles s'étaient assuré un gain de 3.000 millions de leva et elles n'ont déclaré pour l'impôt qu'un gain de 8 millions de leva. Les conséquences de ce pillage aux dépens des producteurs de tabacs se manifestaient bientôt: les emblavures de tabacs ont diminué; les producteurs ont été ruinés et plongés dans la misère.

Dans la culture de la betterave sont occupés 50.000 producteurs. Les fabriques de sucre dans lesquelles sont investis des capitaux étrangers — ces fabriques sont aux nombres de cinq — ont voulu acheter la betterave à vil prix, et ont demandé au gouvernement d'augmenter le droit d'entrée sur le sucre. Ils ont fermé les fabriques. Dans leurs dépôts il y avait environ 25 millions kg de sucre. Les producteurs n'ont pas ensemencé cette année-là (1925) en betteraves.

Bien que 260.000 décares destinés à la production de la betterave soient restés inutilisés et que 50.000 producteurs aient été frustrés d'un revenu de 500 millions de leva, et condamnés avec leurs familles à la famine; bien que 5.000 ouvriers et 10.000 journaliers aient été privés de leur subsistance et que l'Etat ait perdu 300 millions de levas sur diverses taxes, le gouvernement fasciste se soumet à la demande des capitalistes étrangers: il a contraint les producteurs à ensemencer de la betterave et à la vendre à l'unique acheteur — les fabriques de sucre, à des prix que ces dernières déterminent; il a augmenté les taxes d'entrée sur le sucre de 2.20 leva par kilogramme et de cette manière il donna la possibilité aux fabriques de sucre de soustraire encore aux consommateurs 60 millions de leva de la vente du sucre qu'elles avaient à cette époque dans leurs dépôts.

Sous le régime des paysans, les producteurs de betterave s'étaient organisés en une Union, et ce gouvernement défendait leurs intérêts.

On peut en dire autant des vignerons. Le gouvernement fasciste n'a pris absolument aucune mesure pour défendre les 300.000 vignerons en Bulgarie qui souffraient d'une grande crise et qui avaient à lutter aussi contre la concurrence des fabriques d'esprit de vin, protégées par le gouvernement fasciste.

(Suite et fin au prochain numéro)

D. Vlakhoff

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

FÜNF JAHRE MILITÄRDIKTATUR IN BULGARIEN

Henri Barbusse

an die bulgarischen Proletarier und Intellektuellen

Ich ergreife die Gelegenheit des tragischen Jahrestages, 9. Juni 1923, um meinen wärmsten Gruß an alle bulgarischen Proletarien und Intellektuellen zu senden, welche seit mehreren Jahren mit verhaltenem Zorn und Erwartung der Erneuerung dieses Datums beiwohnen.

Die Völker, die Herren ihres Schicksals sind oder die, die es zu sein glauben, feiern auch Jahrestage. Es sind dies irgendwelche historische Begebenheiten, mit denen sie sich schmücken oder schmücken zu können glauben. Selbst mit seinen Parodien ist ein Jahrestag solcher Art ein Fest. Der Eure, bulgarische Genossen, und — ich sage es von ganzem Herzen — auch der unsere, ist ein Unglücksjahrestag, der erste Akt einer Serie in der Geschichte vielleicht einzigartiger politischer Verbrechen, der erste Tag eines höllischen Zeitalschittes, in welchem sich die Arbeiter und Bauern, ihre Freunde und Führer in ihrem Blute gewälzt haben, in welchem Ihr, Ueberlebende dieser Männer, Euch noch wälzt.

Aber wir alle müssen nicht weniger unsere Gedanken auf die politische Raubtat lenken, welche in dem schon einer proletarischen Emanzipation zustrebenden Bulgarien den Faschismus aufrichtete. Solange wir nicht Sieger sein werden, müssen wir über die Gründe unserer Schlappen nachdenken, um daraus die Lehren zu ziehen, denn nur auf diese Weise werden wir die Zukunft ändern.

Als im Oktober 1917 das russische Proletariat die Macht übernahm, führte es einen schrecklichen Kampf nicht nur gegen Menschen und Dinge, sondern auch gegen gefährliche und verführerische Ideologien, welche, falls sie überwogen hätten, die Revolution gelähmt und erstickt hätten. Die russischen Arbeiter und Bauern hatten das Beispiel der Pariser Kommune von 1871 im Geiste gegenwärtig, welche fiel und später grausam in Blut getränkt wurde, weil sie in ihrer Arbeit

ermattet war und aus ihrem Wollen und ihrer durch und durch revolutionären Doktrine keinen genügend festen Block gemacht hatte.

Weil das russische Proletariat diese Gefahr umging, siegte es und ist in diesem Augenblick allein auf der Welt berechtigt, einen Jahrestag des Volkssieges zu feiern.

Im Augenblick, wo die Koalition, welche Sie nur zu gut kennen, sich in Sofia durch einen polizistischen Verschwörungsstreich der Herrschaft bemächtigte, war die revolutionäre proletarische Partei in Bulgarien mächtig und das Antlitz der Dinge hätte sich gewendet, wenn sie sich in der vorhergehenden Zeit entschiedener und unlenksamer gezeigt hätte.

... Aber der revolutionäre Geist und Wille sind bei Euch nicht tot; ganz im Gegenteil. Mit einer bewundernswerten Tapferkeit und Heroismus hat Euer Glaube den Verfolgungen und Massakern stand gehalten. Er hat sich sogar an der rauen Berührung mit den Ereignissen gefestigt und Eure Trauer hat in Euch nur noch kühnere Hoffnung gesät.

Durch die Organisation, Disziplin und die Verbindung mit Euren unzähligen Brüdern in der Welt richtet ihr sozusagen automatisch Eure Armee wieder auf und rückt die Stunde des Heils näher, welche nur von Euch kommen wird.

Die bittere Erfahrung dieser Jahre des Kampfes gegen jene, welche in Euerem Bulgarien den internationalen Faschismus und die Reaktion repräsentieren, hat Euch endlich über die Vergeblichkeit des Beistandes aufgeklärt, welchen man von den mitschuldigen Großmächten und ihren theatralischen Institutionen erwarten kann. Durch die Macht der Dinge selbst klärt sich die Lage. Wir sehen noch den starken und zähen alten Mechanismus der Unterdrückung und die Massen, die

sich langsam aneinanderreihen und organisieren. Die Wahlen in Frankreich und Deutschland zeigen, entgegen allen offiziellen Sophismen und Statistiken, das unvermeidliche Ansteigen der revolutionären Stimmen.

Man muß es sagen: in diesem Gemenge, welches sich am Weltkampfplatz vorbereitet, hat das Beispiel Eurer Leiden

und stoischen Energie mehr als einem Euresgleichen im Kampfe vorangeleuchtet und in den Kampf geführt.

Deswegen bereiten sich auch, zweifelt nicht daran, andere Jahrestage vor, welche uns eines Tages jenen vergessen machen werden, welcher uns heute bewegt und röhrt!

Henri Barbusse

Die Mazedonier und der Staatsstreich

Mazedonien kann sich nur durch die Befreiung aller Unterdrückten des Balkans befreien. Das war der Gedanke des Gründers der ORIM, Deltscheff, seiner Schüler und Nachfolger Sandanski, Dimo Hadji Dimoff.

Die mazedonische Organisation mußte daher die Hilfe der Volksmassen suchen: auf sozialem Gebiete die Armen, die proletarischen Arbeiter, die landlosen Bauern verteidigen; auf nationalem Gebiete die ihrer wichtigsten Rechte beraubten ethnischen Minderheiten unterstützen.

Sie mußte die Unterdrückungsgewalten bekämpfen, jene des türkischen Sultans, jene der Despoten, welche die europäischen Intrigen, die Kämpfe der Romanoff und Habsburg auf die Throne von Belgrad, Bukarest, Sofia und Athen gestellt hatten. Ihr zweifaches Ziel war gestellt: das freie Mazedonien in einer Balkanföderation.

Doch dieses hohe Ideal verwirklichte sich leider nicht!

Trotz der heroischen Kämpfe für die durch und für das mazedonische Volk unternommene innere Revolution, hörte seit der Gründung der ORIM der unheilvolle äußere Einfluß des Zaren von Sofia nie zu wirken auf. Diejenigen Mazedonier, welche das bulgarische Herrscherhaus durch Bestechung an seine Sache band, gaben sich natürlich auf allen Gebieten als Diener der Dynastie. Sie gehorchten ihr in den teuflischen Plänen zur Eroberung Mazedoniens um jeden Preis. Sie folgten ihr auch zur Aufrechterhaltung einer reaktionären, despatischen und Unterdruckerpolitik. Im Solde des bulgarischen Imperialismus halfen sie auch der bulgarischen Reaktion.

So muß man nicht erstaunen, daß als Gotse Deltscheff und Dame Grueff gestorben waren und der Sofioter Verkhovismus in der ORIM die Oberhand ergriffen, dieser aus der glorreichen Organisation eine reaktionäre, politische Maschine machte, die nach den Befehlen der Koburg und ihrer politischen Stützen handelten.

Als die Bankiers vom »Slovo« und die Säbelrassler der Militärliga beschlossen, einen großen Schlag zum Sturze der Bauernregierung zu führen, appellierte sie natürlich auch an die Komitadjis Todor Alexandroffs, Protogeroffs und Ivan Mikhailoffs und übergaben ihnen eine Vertrauensaufgabe: die Ermordung des Stambolijsky, welche (man schnitt ihm die Nase und die Ohren ab, und bevor man ihn köpfte, stach man ihm die Augen aus, verstimmtete, mißhandelte und zerstückelte ihn) eines der schrecklichsten Verbrechen der Geschichte bleiben wird.

Die Verkhkovisten der ORIM waren gegen Stambolijsky. Sie trugen ihm scheinbar seine Annäherungspolitik gegenüber Serbien nach, was übrigens Zankoff und Liaptscheff mit mehr Betonung fortsetzten. In Wirklichkeit aber konnten sie ihm nicht verzeihen, daß er für einige Zeit ihrer verborgenen Diktatur über die Regierung und alle Behörden in Bulgarien ein Ende gesetzt und in der bulgarischen Zone Mazedoniens die politische Freiheit, welche dieselben gebrauchten, um die Agrarier und Kommunisten zu wählen, zurückgegeben hatte. Die reaktionären, für die aufeinanderfolgenden Niederlagen Bulgariens verantwortlichen Haudegen, die Bankiers und »Professoren« à la Zankoff hatten am Sturze Stambolijsky kein größeres Interesse als die »autonomistischen« Mazedonier.

Die ORIM Protogeroffs wurde daher eines der Hauptinstrumente für die Aufrichtung des Faschismus in Bulgarien. In ganz Bulgarien arbeiteten die autonomistischen Banden im Einverständnis mit den reaktionären Offizieren, sie mißhandelten die Bevölkerung, gingen zu Verhaftungen über, begannen zu töten oder »verschwinden zu lassen«.

Als das Volk sich nach viermonatigem Leid in dem großen Aufstande vom September 1923 auflehnte, waren wieder die Autonomisten in der ersten Reihe der Unterdrückungstruppen. Die Leute Protogeroffs waren es, welche die Strafexpedition leiteten, welche Dörfer in Brand steckten.

Als Todor Alexandroff und Protogeroff nach den Verhandlungen in Wien ihre auf dem Manifest vom 6. Mai 1924 abgegebenen Unterschriften leugneten, begannen die »Autonomisten« den großen Feldzug der Meuchelmorde.

Es fielen der Agrarier Daskaloff in Prag, Todor Panizza in Wien, Peter Tschauleff in Mailand. In Bulgarien und in dem bulgarischen Gebiet Mazedoniens mehren sich die durch faschistische Mazedonier begangenen Morde revolutionärer Mazedonier.

Dimo Hadji Dimoff, der Waffenbruder Gotse Deltscheffs, jener, welcher als dieser an dem glorreichen Tag von Banitsa für Mazedonien fiel, an der Seite des Helden stand, wurde auf Befehl Protogeroffs in einer Straße von Sofia ermordet.

Seither hat die Mitschuld zwischen den bulgarischen Faschisten und den mazedonischen »Autonomisten« trotz der offiziellen Lügen nicht einen Tag aufgehört.

Die Komitadjis Protogeroffs können für ihre Untaten, ihre absurden Attentate an den Grenzen, welche kein anderes Resultat haben, als die Bevölkerungen der serbischen und griechischen Zone einem noch stärkeren Terror auszusetzen, auf die unbedingteste Hilfe der bulgarischen Behörden rechnen.

Im Auslande führen die Agenten Protogeroffs mit Staatsgeldern in den bulgarischen Gesandtschaften unter der Decke der diplomatischen Immunität ihre Ränkeschaften.

Wenn die Autonomisten für ihre Sache — ihre schlechte Sache — eine Unabhängigkeit gegenüber der zgovoristischen Regierung vorgeben und verkünden, so ist das einfach eine List. Hat man nicht ihre 11 Sobranjeabgeordneten mit der Mehrheit Liaptscheffs für die Anleihe stimmen gesehen?

Die bulgarischen zgovoristen und mazedonischen Autonomisten haben durch dasselbe Verbrechen in der Nacht vom 9. Juni triumphiert. Die einen wie die anderen sind Verbündete geblieben, um seit diesem Datum den weißen Terror in Bulgarien aufrecht zu erhalten. Der bulgarische Faschismus und der mazedonische Autonomismus sind nur 2 Aspekte ein und derselben politischen Macht. So diente zur Zeit König Ferdinands, welcher für die Eroberung Konstantinopels — und den Zusammenbruch Bulgariens! — in den Krieg zog, Todor Alexandroff den Gelüsten der Koburg mit ebenso heißem Eifer wie die Generalskamarilla von Sofia.

Es gibt das Mazedonien des Volkes, jenes, welches in seinen Leidern selbst seine Hilfsquellen für seine unzähmbare Energie schöpft, und in der Erinnerung an die unvergleichlichen Helden, welche ihre Sache, wie es Deltscheff sagte, mit jener der »sozialen Gerechtigkeit« verwoben hatten.

Dieses Mazedonien ist der natürliche Verbündete aller anderen geknechteten Völker und unterdrückten Klassen am Balkan und in der Welt.

Für dieses begeistern sich, infolge eben dieses Elends und seines nie erreichten Heldentums, alle nationalen Minderheiten, alle aufrechten Revolutionäre.

Dieses Mazedonien schart, mit der ungeheuren Mehrheit der nach Bulgarien geflüchteten Mazedonier, 98 auf 100 der in den 3 Zonen auf Grund und Boden gebliebenen Bevölkerung um sich.

Aber diese kann nicht sprechen; sie ist geknebelt, zu einer ärgeren Knechtschaft verurteilt als jene, welche sie unter dem blutrüstigen Sultan erleiden mußte; und diese Unterdrückung kommt ihr in dem bulgarischen Gebiet direkt, in den 2 anderen indirekt, durch die mit den Sofioter Henker Verbündeten, durch ihre verbrecherischen und unsinnigen Attentate für die durch die Henker von Belgrad und Athen begangenen Schändlichkeiten verantwortlichen autonomistischen Banditen.

Dieses durch die Bande des Verbrechens an den bulgarischen Faschismus geknüpfte und heute von dem italienischen Faschismus ausgeholtene Häuflein von Räubern ist das andere Mazedonien, welches das mazedonische Volk unterdrückt und ruiniert.

In diesen Jahrestagen des 9. Juni 1923 sollte man die Mitverbrecherhaft des mazedonischen Autonomismus und des bulgarischen Militarismus unterstreichen. Zu gleicher Zeit wie die Arbeiter der ganzen Welt das Andenken der Arbeiter- und Bauernmärtyrer Bulgariens ehren, müßte man Protogeroff und Mikhailoff, die Verbündeten

Zankoffs in allen Verbrechen brandmarken, und auf die Gräber der in demselben Kampfe gefallenen Mazedonier die unvergängliche Blume der Erinnerung streuen.

Daniel Renault

Die weiße Hand und die Militärliga

Nun ist der fünfte Jahrestag der tragischen bulgarischen St. Bartholomäsnacht gekommen.

Am 9. Juni 1923 wurde die Bauernregierung Stambolijsky's auf tragische Art gestürzt, ihr Führer auf qualvolle Weise getötet, und auf den Trümmern der Macht Stambolijsky's errichtete der Zgovor seine Bludikatur.

Fünf Jahre sind seither ins Land gegangen. Fünf Jahre, die die an Byzanz gemahnenden Schlächtereien beleuchten. Fünf Jahre, die die großen und schönen Gestalten jener erstrahlen machen, welche als Opfer der unerbittlichsten Unterdrückung gefallen sind, die die Geschichte je gekannt hat.

Alle jene, welchen es gelang in die bulgarische Hölle einzudringen, kamen zurück, um einen Alarmschrei auszustoßen. Alle machten dieselben schrecklichen und gleichlautenden Feststellungen. Sie erzählen von den Inhaftierungen, Martern, Ausnahmegerichten und Ausnahmgesetzen. Sie erzählen von den Richtern, Henkern, Totenkammern und den Gefängnis-Leichenhaufen.

Alle zogen aus ihren Feststellungen folgende Schlusfolgerungen: Es wäre eine Täuschung zu glauben, daß infolge einer langsamem Evolution auf die weiße Diktatur des Zgovor in Bälde ein demokratisches Regime folgen könnte. Gegen einen solchen Glauben lehnt sich die ganze historische Entwicklung Bulgariens auf. Die Befreiung des bulgarischen Volkes kann nur durch die revolutionären Bauern und Arbeiter erfolgen, jener Arbeiter und Bauern, die trotz Galgen und Feuertod der Partei der Revolution treu bleiben, ihr auf den Gewerkschaftskongressen, bei den Wahlen und 1. Mai-Demonstrationen ihre Sympathien bekunden.

Es gibt nur eine Regierungsform, welche die zgovoristische Vorherrschaft siegreich ablösen könnte: das ist die befreiende Diktatur des Proletariats.

Die Rückwirkungen des Staatsstreiches vom 9. Juni 1923 waren nicht nur für das bulgarische Volk sehr tief; sie wurden auch außerhalb Bulgariens deutlich verspürt. Auf der Balkanhalbinsel, wo die Verträge von 1919 so viele Konfliktskeime erzeugt haben, entstand durch den Staatsstreich Tsankoffs ein neues Element der Unruhe und Aufloderung.

Welche Vorbehalte man auch gegen das Tun und Lassen der Stambolijsky-Regierung vorbringen kann, Tatsache bleibt, daß das Agrarierministerium eine Verständigungs- und Entspannungspolitik machte. Die sozialen Grundlagen, die wirtschaftlichen Bedürfnisse des Landes schrieben ihm übrigens eine solche Politik vor, hauptsächlich aber die freundschaftliche Regelung der serbisch-bulgarischen Schwierigkeiten über Mazedonien.

In dem Momenten aber, als die Regierung Stambolijsky diesen Weg betrat, stieß sie auf die wilde Gegnerschaft der faschistischen Kreise der Militärliga und der Banditen der Organisation Protogeroff's.

Sie waren es, die die Schlächterei vom 9. Juni 1923 inspirierten, beschlossen und organisierten. Das Bündnis mit Jugoslawien war in ihren Augen das größte Unglück; sie sahen durch dieses Bündnis ihre Daseinsberechtigung verschwinden, es zerstörte ihre zähe Hoffnung, welche sie stets nährten: das unglückliche Märtyrervolk Mazedoniens unter bulgarische Herrschaft zu bringen.

Man muß es immer und immer sagen, daß der Staatsstreich vom 9. Juni die erste Antwort der bulgarischen Militärliga auf die von der Regierung Stambolijsky betriebenen

— übrigens naiven und utopischen — Annäherungsversuche zwischen Sofia und Belgrad war.

Vielleicht ist vor fünf Jahren dieser politische Aspekt des Staatsstreiches manchem Beobachter entgangen; heute versteht man dessen volle Bedeutung.

Seit fünf Jahren hat sich die Spannung verschärft. Man muß, um die ganze Schwere zu erfassen, in diesen zwei Balkanstädten gelebt haben: in Belgrad, der Hauptstadt des offenen und unerhört frech zur Schau getragenen Militarismus, und in Sofia, der Hauptstadt des versteckten, geheimen, verborgenen, aber ebenso furchtbaren Militarismus.

Man stelle übrigens diese Eindrücke den Tatsachen gegenüber. Seit fünf Jahren wurden zu wiederholten Malen Annäherungsversuche angekündigt. Jedesmal haben sich diese kümmerlichen Versuche, welche gewöhnlich von ihren Initiatoren als Manöver der Innenpolitik oder zur Befriedigung ihrer dringenden finanziellen Bedürfnisse ausgenutzt wurden, durch ein weithallendes Echo bemerkbar gemacht.

Hatte man nicht im Frühjahr 1926 angekündigt, daß Belgrad und Sofia sich anschicken, einen Schiedsvertrag zu unterschreiben? Bald erfuhr man, daß die unkluger Weise angekündigten Verhandlungen in eine Sackgasse geraten waren. Jugoslawien verlangte, daß die Handlungen der Komitatschi feierlich verurteilt werden, aber die Sofioter Regierung widersetzte sich ganz energisch der Einfügung einer solchen Klausel.

Einige Monate später sprach man abermals von einem Balkan-Locarno. Auf diese sinnlosen Ankündigungen gab der Mord an dem serbischen General Kowatschewitsch in Stip die Antwort.

Nicht nur, daß die Zwietracht zwischen den beiden Rivalen der Halbinsel immer noch besteht; seit einigen Monaten hat auch das faschistische Italien, der unermüdliche Konkurrent Jugoslawiens, das reaktionäre Bulgarien unter seinen Schutz genommen.

Mehrere Faktoren erklären diese Gruppierung. Die Gleichheit des Regimes, der italienische Wunsch, der Kleinen Entente, der Vasallin Frankreichs, eine Koalition besiegt und unzufriedener Staaten entgegenzustellen; endlich der Wille Italiens, den bulgarischen Staat an seinem imperialistischen Abenteuern teilnehmen zu lassen.

Die Intervention des Duce erlaubt Bulgarien, außer seinen 30.000 Söldnern noch eine bedeutende Militärmacht zu halten, deren Eingreifen in einen Streit ganz besonders gefährlich werden könnte.

Das offizielle Bulgarien begrüßte seinerseits den Abschluß des Tiranavertrages mit Begeisterung. Die beiden Faschismen schließen sich aneinander, tauschen ihre Erfahrungen aus, stellen ihre Kampfmittel gegen die Arbeiterklasse zu gemeinsamen Profiten.

Die bulgarische Regierung beutet die mazedonische Frage für die Verwirklichung ihrer Annexionsgeliuste aus. Ihre Politik kann nur die bulgaro-serbische Opposition verschärfen; sie wird aber durch den italienischen Faschismus kräftigst ermutigt. Protogeroff wurde seinerzeit in Rom mit Gepränge empfangen und anlässlich der Affäre Kowatschewitsch nahm die italienische Presse für die Komitatschi Stellung.

Der Staatsstreich vom 9. Juni 1923 in Bulgarien hat nicht nur einen Zeitabschnitt namenlosen Schreckens eröffnet; er hat in der Geschichte der Balkanstreitigkeiten, der Intrigen und Konkurrenzkämpfe eine neue Aera eingesetzt.

Die Militärkaste, welche dieser Tage in Sofia den fünften Jahrestag ihres Triumphes feiert, ist eines der größten Hindernisse für den Frieden am Balkan.

Aber die verbündeten oder rivalisierenden Kasten von Belgrad, Athen und Bukarest sind nicht besser.

Auf ihren Trümmern werden die Arbeiter und Bauern des Balkans das einzige wahrhafte Friedens- und Sicherheitssystem aufbauen: die Balkan-Föderation, die Tochter der triumphierenden Revolution.

Gabriel Péri

Die Einheit der Arbeiter wird die faschistische Diktatur besiegen

Anlässlich der Internationalen Arbeiterkonferenz in Genf überreichte das Komitee zur Verteidigung der Opfer des Weißen Terrors auf dem Balkan den Delegierten eine Schilderung der traurigen Lage, in welcher sich die Arbeiterklasse des Balkans befindet.

Die internationale Meinung ist nun gewöhnt, im Schoße dieser internationalen Konferenz den Fall »Rossini« zu besprechen, den Fall der faschistischen Gewerkschaftsorganisationen, welche durch Gewalt und Verbrechen an den Platz der Gewerkschaftsorganisationen der italienischen C. G. T. gestellt wurden.

Die Arbeiterdelegierten machen bei dieser Gelegenheit, mit Beredsamkeit, dem Faschismus Mussolinis den Prozeß; er hat ihre Arbeiterorganisationen gebrochen. Die Konferenz soll wissen, daß die Lage der Gewerkschaften am Balkan vielleicht noch schlechter ist.

Seit dem Staatsstreich vom 9. Juni 1923 in Bulgarien, war die Gewerkschaftsbewegung der Gegenstand unaufhörlicher Verfolgungen. Das allerschändlichste, »zum Schutze des Staates« benannte Gesetz erlaubt, jede von den Gewerkschaften unternommene Aktion als illegal zu erklären. Die Gewerkschaftshäuser werden verwüstet und geplündert; die

besten Kämpfer eingesperrt, mißhandelt, getötet. Seit 1925 jedoch, und dies zeigt die bewunderungswürdige Fülle von Energie der bulgarischen Arbeiterklasse, welche mit den Bauernelementen die zweifache Achse jeder volkstümlichen Bewegung gegen die in Sofia bestehenden militaristischen und reaktionären Regierungen bildet, wurde eine Aktion versucht, welche ihre Früchte trug. Wir wollen hier von der Aktion der sogenannten Unabhängigen Gewerkschaften sprechen, welche versuchten, zahlreiche, zerstreute gewerkschaftliche Elemente wieder um sich zu scharen. Diese Aktion bricht sich aber an der Regierung, welche gegen sie eine immer stärkere Gewalt anwendet.

Die Gewerkschaftsbewegung in Bulgarien umfaßt übrigens nicht nur die sogenannten Unabhängigen Gewerkschaften. Es gibt noch sogenannte Freie Gewerkschaften, und diese Lage, welche die Folge der Spaltung der Arbeiterschaft ist, hat unglücklicherweise selbst mit der erstarkten faschistischen Diktatur nicht aufgehört.

Ich weiß wohl, daß die beiden Fraktionen der bulgarischen Gewerkschaftsbewegung in verschiedenen Bahnen mit bestimmten Anziehungspolen gravitieren. Ich weiß jedoch, daß die Freie und Unabhängige Gewerkschaft gegen sich die ganze Stärke der Sofioter Regierung vereinen, und

die politischen und sozialen Umstände sprechen gebieterisch für die Einheit der Arbeiter in Bulgarien. Im Jahre 1926 war ein Versuch gerade beim Gelingen; unglückseligerweise mißlang er ganz nahe dem Ziele. Ich will keineswegs die Verantwortlichkeiten nachforschen und halte es für umsonst und unnütz, Bedingungen für die Unterhandlungen festzusetzen.

In Gegenwart der bulgarischen Reaktion muß sich die Einheit der Arbeiterklasse kundtun. Es ist recht, daß man alle Pressionsmittel und -kräfte auf die bulgarische Regierung anwende, damit sie ihre Unterdrückungs- und Gewaltspolitik einstelle; zu gleicher Zeit müßten aber die verschiedenen Gewerkschaftsfraktionen eine Anstrengung machen, um sich gegen den gemeinsamen Feind zu vereinen.

Seien wir auf der Hut, selbst die Regierungen der Reaktion sind gezwungen, der Gesamtheit der Arbeiter Rechnung zu tragen, und der faschistische Syndikalismus ist ein gefährlicher und zu fürchtender Versuch, die zusammenhängende Macht der Arbeiterklasse zu Gunsten des diktatorischen Kapitals zu untergraben.

Die Spaltungen unter den Arbeitern erleichtern diese Pläne. Das Beispiel Italiens beweist es: Dieses Beispiel sei nie aus den Augen gelassen.

Jean Zyromski

Der Lehrkörper unter der Diktatur des bulgarischen Faschismus

9. Juni: trauriger Jahrestag für die Freunde des bulgarischen Volkes und aller Balkanvölker!

Fünf Jahre sind es, seit sich in Bulgarien die Chauvinisten, die pensionierten Offiziere und Unteroffiziere, die sogenannten jungen Patrioten, die autonomistischen Banden und das Ueberbleibsel der Wrangel-Armee vereinten, um die Bauernregierung zu stürzen, deren großes Unrecht es war, die Bourgeoisie unzufrieden gemacht zu haben.

Die Militärliga kommt zur Macht. Der Staatsstreich ist begleitet von dem allerblutigsten Terror. Tausende Bauern, Arbeiter und Intellektuelle sind seine Opfer.

Die Organisationen der Bauernpartei und der Kommunistischen Partei werden aufgelöst, ihre Kämpfer hingerichtet oder in die Gefängnisse geworfen, ihre Zeitungen eingestellt, ihre Versammlungen untersagt.

Der Terror verschärft sich noch im September 1923: man schätzt die Zahl der Getöteten auf zwanzigtausend — zwanzigtausend! —, die Zahl der Gefangenen auf zehntausend, auf zehntausend auch die Zahl derjenigen, die die Flucht ergriffen, um dem Tode zu entkommen.

Ein unter dieser Schreckenherrschaft gewähltes Parlament stimmt im Jänner 1924 für ein Gesetz zum »Schutze des Staates«, welches im März 1925 noch verschärft wurde. Dies ist ein bestialisches Gesetz, mit dessen Hilfe alle der Kommunistischen Partei angehörenden Organisationen und Institutionen, Kooperativen, Gewerkschaften, Jugendverbände aufgelöst und ihre beweglichen und unbeweglichen Güter, Volkshäuser, Druckereien usw. zu Staatsgunsten konfisziert werden. Die »oppositionellen Revolutionäre« sind vom Parlament und allen öffentlichen Diensten ausgeschlossen. Die Tatsache einer umstürzlerischen Gruppe anzugehören oder einer dieser »Verbrecher« zu verstecken, zu beschützen oder zu ernähren, wird mit Strafen, unter denen selbst der Tod figuriert, belegt.

Das Gesetz erlaubt von nun an der Regierung Tausende politischer Gegner einzusperren. Die faschistischen Banden setzen fort, alle jene, welche sich diesem verabscheuwürdigen Regime widersetzen, niederzumetzen.

Was geschieht, während der fünf Jahre, in welchen die Diktatur des bulgarischen Faschismus an die Macht gelangte, mit unseren Kameraden aus dem Lehrkörper?

In den Jahren 1923 bis 1924 wurden, nach offiziellen Ziffern, 1533 Lehrer abgesetzt, 26 Lehrer und 3 Lehrerinnen getötet. In den Jahren 1924 bis 1925 wurden 8 Lehrer und 3 Lehrerinnen getötet. Diese Ziffern der Getöteten werden als niedriger als die Wirklichkeit betrachtet. Die »spurlos verschwundenen« Mittelschulprofessoren figurieren in dieser Statistik nicht.

Eine große Anzahl Lehrer, nach einer gewissen Aufstellung ein viertel, ist das Opfer der Arbeitslosigkeit; viele Schulen wurden geschlossen, mehrere tausend Lehrer blieben auf der Straße und leiden ganz besonders unter der Wirtschaftskrise, welche in Bulgarien wütet. Es sind natürlich hauptsächlich die »wenig sicheren Elemente«, welche verabschiedet werden. Jene, welche bis jetzt der Gefahr entgangen sind, ihres Lebensunterhaltes beraubt zu sein, fühlen sich bedroht und sind umso bereiter, sich zu unterwerfen.

Das will nicht heißen, daß ihre Lage beneidenswert ist. Sie ist im Gegenteil sehr dürftig. Die Gehälter erreichen 50 Prozent derjenigen vor dem Kriege. Die Lehrer bekommen nicht jene Zusätze, welche die anderen Beamten mit dem gleichen Lehrgrad erhalten. Die faschistische Regierung trachtet dem Lehrkörper erster Stufe die Stütze heimzuzahlen, welche sie ihn seinerzeit den »umstürzlerischen« Parteien gewährt zu haben, beschuldigt.

Die moralische Lage der Lehrer ist ebenso elend, wie die materielle. Sie haben gar keine Garantie gegen das Elend. Der Unterrichtsminister hat die Macht, sie durch einfache administrative Order abzusetzen.

Können sich die Mitglieder des Lehrkörpers durch eine Vereinigung verteidigen? Die faschistische Regierung hat die aktivste Organisation, jene der Lehrer- und der Schul-Verwaltungsangestellten, aufgelöst. Sie sucht die anderen Organisationen, die Union der bulgarischen Lehrer, die Organisation der Lehrer der Pro-Gymnasien (eine Art höhere Volksschulen), die Union der Gymnasialprofessoren einzuschüchtern, zu beeinflussen und zu dirigieren.

Andere Tatsachen decken die Tyrannie auf, welche auf dem Unterricht aller Stufen lastet.

Schüler und Schülerinnen finden sich zusammen, um zu studieren und das Esperanto zu verbreiten. Welch Ziel ist wohl gerechter? Eine internationale Hilfssprache würde den Austausch der Güter und der Ideen fördern. Seit September 1924 empfiehlt der Völkerbund, welcher sich keineswegs für gewöhnlich durch ein Uebermaß von Kühnheit auszeichnet, die Anwendung des Esperanto für telegraphische Uebermittelungen...

Aber die faschistische Regierung wacht: Würde das Esperanto nicht das Studium der Nationalsprache beeinträchtigen, oder, noch ärger, internationale Tendenzen erwecken? Der Unterrichtsminister verfügt die Auflösung aller esperantistischen Gesellschaften.

Schüler und Schülerinnen finden sich zusammen, um gegen den Alkohol zu kämpfen. Welche Aufgabe ist wohl in allen Ländern dringender? Der Alkohol übt auf das Individuum, auf seinen Körper, seinen Verstand und sein Gefühl, seine Nachkommenschaft, seine Familie, auf die Nation und die ganze Menschheit den unseligsten Einfluß aus. Wie schön ist doch die Devise der belgischen Arbeiter-Abstinenz: Im Namen der kommenden Menschheit, trinket keinen Alkohol!...

Aber hilft der Alkohol durch die Verblödung des Volkes nicht der Bourgeoisie, es in Knechtschaft zu halten? Der Kampf gegen den Alkoholismus verrät revolutionäre Tendenzen!... Glücklicherweise wacht die faschistische Regierung. Die antialkoholischen Verschwörer erhalten den Befehl zur Auflösung.

Und man munkelt, daß, trotz dem Widerstande der Lehrerschaft, die faschistische Regierung das Verlangen der Orthodoxen Kirche annehmen wird: die Priester, die Popen mit dem Religionsunterricht auch in den Laienschulen zu betrauen. Es handelt sich natürlich nicht, die hohe Doktrin Jesus' und der ersten Revolutionäre zu verbreiten. Es han-

delt sich, manche Glauben aufzuerlegen, die dazu dienen, das Volk einzuschläfern, ihm als Opium zu dienen...

Das Los des Lehrkörpers unter dem aus dem Staatsstreich vom 9. Juni 1923 geborenen faschistischen Regime ist traurig!

Durch meine Feder schickt der Lehrkörper Frankreichs der bulgarischen Lehrerschaft den Ausdruck seiner Sympathie.

Félicien Challaye
Dozent der Philosophie

Huldigung an die ermordeten bulgarischen Intellektuellen

Ich kannte Stamboliisky. Es war in Genua, während dieser berühmten von Lloyd George ausgedachten und von Raymond Poincaré mit der allmächtigen Unterstützung einiger internationaler Politiker und Finanzleuten boykottierten Konferenz.

Der Mann machte einem Angst. Wenigstens versicherten dies die Pressevertreter und Delegationen. Er machte Angst, denn er hatte eine über das gewöhnliche Maß hinausgehende Statur, feste Schultern eines richtigen Bauern, einen aufrechten Blick und eine prachtvolle Art, mit den Vertretern des anglo-sächsischen Kapitalismus zu sprechen.

Stamboliisky war schon verdächtigt. Die Heilige Feme hatte schon sein Todesurteil gefällt. Die Politik, welche er führte, die Friedenspolitik, welche den innigsten Wünschen des bulgarischen Volkes entsprach, durchkreuzte die Kombination der Kriegsgewinner. Man verzieh Stamboliisky noch weniger, ohne Furcht kluge und fruchtreiche Verhandlungen mit den Sowjetdelegierten, mit diesen Aussätzigen und Räudigen, unternommen zu haben... Wie Kurt Eisner, Erzberger und Walter Rathenau mußte er unter den Schlägen der Reaktion fallen. Und sein Tod hat in Bulgarien eine Aera des Schreckens eröffnet, welche kein anderes Land bis nun gekannt hat.

Ich kannte auch jene bewunderungswürdigen bulgarischen Frauen, welche Zankoff's Staatsstreich nach Frankreich vertrieb, während ihre Männer und Brüder, wenn sie nicht gemartert und dann feige ermordet wurden, in den Gefängnissen des Königs eingesperrt sind. Sie besitzen eine Würde, welche selbst die wiederholten Leiden und Verfolgungen nicht zerstören konnten. Sie beklagen sich nicht und pflegen inmitten der Gleichgültigkeit der Welt das Andenken der Verschwundenen, verfolgen ihre Rache, ohne jemals zu verzweifeln.

Was sich seit fünf Jahren in Bulgarien abspielt, ist mir daher nicht unbekannt. Dieses Land, welches ich nicht besuchte, ist mir doch durch die Beschreibungen, welche man mir davon machte, den Erzählungen, welche man mir vortrug, den Zeugenaussagen, welche man mir überbrachte, so nahe, als ob ich lange Jahre dort gelebt hätte. Es wäre meinerseits Feigheit, wenn ich mich zurückziehen würde, da man meine schwache Hilfe und meinen Protest sucht.

Ich kann nicht umhin zu denken, daß die Intellektuellen meines Landes, wie ganz Westeuropas, nicht ihre Pflicht tun. Denn sie wissen darüber soviel wie ich.

Ich kann nicht umhin zu denken, daß der zeitgenössische Journalismus, in Frankreich wie anderswo, der nicht auf die in Sofia öffentlich begangenen Verbrechen reagiert, tief gefallen ist. Die täglichen Opfer dieser Verbrechen sind nicht nur bulgarische Arbeiter und Bauern, die Blüte des Proletariats, die Kraft des Volkes selbst, sondern auch die Intellektuellen, auch alle jene, welche denken, alle jene, welche Intelligenz und Wissen als ihr Eigentum in Anspruch nehmen können.

Eine Elite wurde weggerafft. Jene, welche in Frankreich und anderswo den Mund und die Feder voll von Verteidigung der Auserlesenen haben und welche zu immer wiederkehrenden Zeiten — man verzeihe ihre Anmaßung — Intelligenzvereinigungen gründen, um zu prassen und Dekorationen einzuheimsen, mokieren sich über die brüderlich an der Seite der proletarischen Märtyrer auf den Straßen und in den Gefängnissen Bulgariens gefallenen Auserlesenen.

Im Gegenteil, sie freuen sich darüber. Sie haben vor allem, und trotz ihrer falschen Proteste, sie, die so schlau um die Volksgunst zu betteln verstehen, ein enges Bündnis mit der Reaktion, von der sie alle Profite erhoffen.

Aber wir sind einige auf dieser Welt, welche dieser Verkommenheit widerstehen. Wir sind einige, die wir uns nicht damit zufrieden geben zu glauben, daß wenn das Wort frei ist, die Feder leibeigen sein kann. Unabhängige, Revolutionäre, wollen wir in diesen Jahrestagen des faschistischen Staatsstreiches in Bulgarien das Andenken unserer intellektuellen Brüder feiern, welche dahinsanken, weil sie frei waren und für Bulgarien die Freiheit gewollt hatten.

Andere werden über das Drama selbst schreiben und die vom sozialen und politischen Gesichtspunkte aus sich

ergebenden Schlußfolgerungen gezogen haben. Es bleiben uns unsere Toten.

In welche Lage haben die Zankoffs und die Liaptscheffs die Schriftsteller und Journalisten gebracht? Um sich darüber Rechenschaft zu geben, genügt es, das berühmte »Gesetz zum Schutze des Staates« zu kennen. Die höfliche und schüchterne Liga für Menschenrechte bezeichnete dieses Gesetz als eine Ungeheuerlichkeit und eine Monstrosität. Das ist ein genügender Hinweis auf dessen Charakter.

Ausgewöhnliches Gesetz? Man täte besser zu schreiben: Ausnahmengesetz, und dies in des Wortes strenger und vollster Bedeutung. Der Gedanke, und sei es auch der allerbescheidenste, fällt als Opfer im Augenblicke, wo er sich nicht vollständig den Regierungsvorschreibungen unterwirft, im Augenblicke, wo er nicht treu das offizielle System akzeptiert. Es ist buchstäblich unmöglich eine andere Meinung als die der Staatsgewalt auszudrücken, und wenn man es wagt, dem Regierungswillen zu trotzen, hilft dies nicht nur nichts, sondern man macht noch Bekanntschaft mit der Polizei, den Henkern und den Gefängnissen.

Der Artikel 6 des genannten Gesetzes sieht für jeden, »welcher durch die Schrift zu einer Änderung des bestehenden politischen und wirtschaftlichen Regimes auffordert...«, Strafen von mindestens 5 Jahren Gefängnis und eine Strafe von 50.000 bis 500.000 Levas vor.

Der Artikel 7 fordert für jenen, »welcher durch Wort, Schrift oder Kunstwerke gegen gewisse Bevölkerungsklassen oder bestehende Behörden zum Haß oder zum Verbrechen aufreizt...«, Strafen von 3 bis 8 Jahren Gefängnis und eine Strafe von 50.000 bis 300.000 Levas.

So wie sie sind, wären diese Gesetzartikeln, wenn sie buchstäblich angewandt würden, eine ununterbrochene Beleidigung des gesunden Verstandes und der Gerechtigkeit. In Wirklichkeit aber verschärfen die Polizei und die Gerichtsbeamten die Auslegung dieser Texte nach Belieben. Sie fälschen sie und vergewaltigen sie. Alte Gewohnheit. Die Anwendung des Gesetzes gibt stets die Möglichkeit zu Erpressungen und wahrhaften Verbrechen, gegen welche zu protestieren die »Zivilisierten« sich selbst schuldig sind.

Zensur, lächerliche Überwachung der Druckereien durch Detektive, Verfolgungen der Abonnenten der linken Zeitungen, das sind die Alltäglichkeiten des Regimes.

Es gab noch schlechteres. Es gab die gegen die Schriftsteller und Publizisten begangenen Morde.

So wurden ermordet: St. Kalatscheff, Chefredakteur des »Zemledelsko Znamek« (»Bauern-Fahne«). Er wurde arretiert und in den Polizeiarrest geworfen, dann von den Leuten der Militärliga geholt und getötet.

Geo Mileff, parteilos, Dolmetsch der Arbeiterdelegation, welche im April 1925 nach Bulgarien kam, Autor des schönen Gedichtes über den Bauernaufstand im September und mehrerer Gedichtsammlungen. Man fand seinen Körper nahe Pernik, bespickt mit Bajonettschlägen.

Christo Jassenoff, kommunistischer Dichter und Schüler des großen bulgarischen Schriftstellers Anton Strachimiroff, welcher arretiert und eingesperrt wurde, um dann »spurlos« zu verschwinden.

Josef Herbst, früherer Direktor des Pressebüroaus, einer der hervorragendsten Journalisten des Landes, Redakteur des »A. B. I.«, welcher in dem Ofen des Polizeigebäudes lebend verbrannte wurde.

Ivan Gantscheff, früheres Mitglied der kommunistischen Partei, früherer Redakteur des »Rabotnitscheski Vestnik«, Übersetzer und Verfasser soziologischer Werke, welchen dasselbe Schicksal ereilte wie seinen Freund Josef Herbst.

Nedeltscho Popoff, kommunistischer Dichter, Lehrer in einer Musterschule in Sofia, welcher »spurlos verschwand«...

Anna Maimunkova, Lehrerin und Chefredakteurin der Zeitung »Rabotnitschka« (»Arbeiterin«), wurde vergewaltigt, furchterlich gemartert und ermordet. Ihr Körper wurde im Friedhof von Sofia gefunden.

Lambi Kandeff, früherer Abgeordneter, Lehrer und Chefredakteur des Organes der Lehrervereinigung »Utschitska Iskra«.

Arsen Jowkoff, Chefredakteur des Organs der Union der Alten Mazedonischen Revolutionäre »Illinden«.

Es gibt nicht nur Morde. Es gibt die Alltäglichkeit der Tragödie da unten.

Es gibt den Redakteur der Zeitung »Einheit«, Assen Boyadjieff, welcher zurzeit im Sofioter Zentralgefängnis eingesperrt ist, weil er am 1. Mai in seiner Zeitung ein »1. Mai« benanntes Gedicht veröffentlichte;

den unabhängigen Schriftsteller Pendjerkoff, in Sofia eingekerkert, weil er ankündigte, daß die Kommunistische Partei den durch das letzte Erdbeben Heimgesuchten durch die Post eine Summe von 1000 Levas gesandt hatte;

den großen Straschimiroff, welcher von diesen Bestien der Sicherheitsbehörde mißhandelt wurde, weil er eine der Regierung entgegengesetzte literarische Meinung ausdrückte;

den früheren Lehrer Nikolas Ilieff, gewesenen Bürgermeister der Stadt Lovetsch, Administrator der unabhängigen Zeitung »Novini«, welcher verhaftet, geschlagen und jeder Nahrung beraubt, im Gefängnis tot aufgefunden wurde.

Es gibt ... Aber es sind ihrer zu viele ...

Wie sich nicht erinnern? Wie nicht teilnehmen an der Trauer Bulgariens? Wie sich nicht rühren und sich als Bruder der leidenden und so stolzen Seelen fühlen, welche die Last ihrer Qualen durch die Welt schleppen? Wie nicht in der Vergessenheit jene Karikaturen der Menschheit lassen, welche rücksichtslos das Amt der Henker ausübten und ein ganzes Volk mit dem Blut Unschuldiger befleckten?

Fünf Jahre eines solchen Schreckens: welches Land könnte dem standhalten? Das bulgarische Volk jedoch hat dem Trotz geboten. Es hofft. Die Zukunft ist für dieses Volk nicht so düster. Die Zukunft, welche die Balkanföderation wachsen und siegen sehen wird.

Bernard Lecache

Der bulgarische und italienische Faschismus Ihre innige Verwandtschaft

Der Krieg ist die Mutter des Faschismus. Sei es, wie in Bulgarien, durch den aus der Niederlage erzeugten Revanchegest, oder, wie in Italien, durch den dem Siege entsprungenen imperialistischen Gedanken. Sieg oder Niederlage sind Zufälle. Die Ursache, das Bestimmende ist der Krieg. Wenn man den Faschismus in seinem typischen Ausdruck erfassen will, so muß man nur der mittelländisch-balkanischen Linie folgen, wo er den geringsten Widerstand findet. Neue Länder, mit erst seit kurzem einheitlicher Bildung, mit traditions- und haltloser demokratischer Struktur, wo die jungen, nach großen Profiten lüsternen, nach Protektionen heischenden, an wirklichen Unabhängigkeitssinne armen und eines übrigens von den Großmächten beschützten Nationalismus trunkenen Bourgeoisie eben der feudalen Herrschaft entsprungen sind, um an der Schwelle des westlichen Kapitalismus zu landen — hier ist es, wo die faschistischen Rückwirkungen des Krieges sich am meisten fühlbar machen, während es im Westen bei den Völkern mit festerem nationalem Geftige und festeingewurzelten, einheitlichen und revolutionären Traditionen dem Faschismus nicht gelingt, mit eigenen Mitteln sich der Gewalt zu bemächtigen: er ist gezwungen, sich mit den imperialistischen Strömungen zu vermengen und sie unter verschiedenen Formen der Reaktion aufzurichten, und bedroht dabei die politischen Freiheiten im Innern und den internationalen Frieden.

Unter den charakteristischen Ursachen des Faschismus erwähnen wir die Nachkriegsbildung demobilisierter Massen, frühere Offiziere und Unteroffiziere, zur Mehrzahl aus dem Kleinbürgertum hervorgegangen, welche die armen Haushalte der durch den Krieg verwüsteten und besonders an Geldmangel leidenden »neuen Länder« nicht absorbieren können; umso mehr als die im Heere verdienten Tressen diesen »Helden« einen unüberwindlichen Abscheu einflößen, wieder zu ihren meistens sehr bescheidenen Vorkriegsbeschäftigungen zurückzukehren. Diese »Helden« trachten in ihrem Ehrgeiz nur danach, den Krieg fortzusetzen, und wenn er an den Grenzen beendet ist, ihn im Lande selbst fortzuführen. Das wird dann der Bürgerkrieg sein, der Krieg durch den Staatsstreich, der Krieg im Dienste der Großbourgeoisie, gehetzt vom Proletariat, welches die Einlösung der dem Volke während der furchterlichen Zeit der großen Massakers zur Aufrechterhaltung seines Widerstandes abgegebenen Versprechen heischt. Unter diesem Gesichtspunkte könnte man zwischen Italien und Bulgarien, wahrhafte Leidenschaftswellen, eine vielsagende Parallele ziehen. Die italienischen Faschisten begannen mit aus Offizieren, Unteroffizieren und faulen Söhnen der Agrarbourgeoisie gebildeten Kämpfervereinigungen; zu diesen chauvinistischen Organisationen gesellten sich bald die jungen »Veteranen« der großen Eroberung des Dichters Gabriele d'Annunzio: Fiume. Wer sieht in diesen Zügen nicht die italienische Gleichartigkeit mit den chauvinistischen bulgarischen Verbündeten und ihre Allianz mit der mazedonischen Organisation des Generals Protogeroff? Stützt sich die innige Freundschaft, welche zwischen den bulgarischen Irregulären und den italienischen Schwarzhunden besteht, nicht auf diese Gleichartigkeit?

Eine schlagende Ähnlichkeit besteht auch zwischen dem Marsch nach Rom (28. Oktober 1922) und dem in Sofia begangenen Staatsstreich in der Nacht vom 8. auf den 9. Juni 1923! Eine wie die andere dieser glorreichen Helden-

taten war nach einem von Offizieren unter Mithilfe aktiver Faschisten festgelegten Plane erfolgt. In dem einen Falle, wie in dem anderen, war die Hilfe der Krone erforderlich.

Die Regierung Stambolijsky's wurde durch Gewalt gestürzt, er selbst durch Verschwörer zerstückelt. Die Regierung Facta's ereilte das gleiche Schicksal; aber da der lächerliche Facta nicht vom Holze eines Stambolijsky war, ließ man ihn leben. Zu dieser Zeit war übrigens der italienische Faschismus noch den Elementen der Bourgeoisie, von welcher sie gedungen wurden, untergeordnet. Diese Elemente dachten nicht daran, das Gerüst des liberalen Staates, mit welchem sie seit Jahren so gute Geschäfte machten, von Grund aus zu zerstören. Der Tag wird bald kommen, wo der Faschismus auf die Schultern der Bourgeoisie steigen wird, welche sich in dem Parteistaat einsperren wird müssen. Am Anfang mußte der Faschismus mit allen Parteien, selbstverständlich mit Ausnahme der Arbeiterparteien, Kompromisse schließen. Das verhinderte von vornherein in Italien die großen Greuelstaten, welche das Kommen des Faschismus in Bulgarien kennzeichneten. Diese beiden Faschismen legten in einem gewissen Sinne den Weg verkehrt zurück. Während in Bulgarien der Faschismus, nachdem er mit den ärgsten Roheitsakten begann, nicht zur vollständigen Unterdrückung der Parteien, der Oppositiopspresse, der vollständigen Zerstörung des liberalen Staates führte, erklärte der Faschismus in Italien, welcher am Anfang eine gewisse Mäßigung bewahrte, als er stärker wurde, allem was nicht faschistisch war den Krieg und zerstörte alle Parteien, selbst die bürgerlichen Parteien, und zielte, durch einen jeden Tag stärker werdenden Terror, auf die Einführung des absolutistischen Staates.

Doch nachdem wir die Unterschiede in der Bewegung der beiden Faschismen gekennzeichnet haben, müssen wir zu dem, was sie gemeinsam haben, zurückkehren: den durch und durch antideokratischen Geist, welcher sich durch die Vergewaltigung des Wahlrechtes, den Verfolgungs- und Außergesetzstellungstrieb aller politischen Gegner ausdrückt. Von Gesetzen zum Schutz des Staates wimmelt es vom Jonischen bis zum Schwarzen Meer. Sie haben alle dasselbe Ziel: die Verbannung der Feinde der Regierung, welche als Feinde des Staates und der Gesellschaft erklärt werden. Diese Terrorgesetze bilden mit dem Terror der Banden oder »unverantwortlichen Agenten« ein Ganzes. In Italien wendet man sie zu gleicher Zeit an, jedoch mit der bestimmten Tendenz, mehr und mehr die Polizei spielen zu lassen; anstatt der Morde auf offener Straße, die schwarze Miliz, die Mißhandlungen in den Gefängnissen, die Massenverhaftungen und endlich das »Ausnahmegericht«. Das kommt vielleicht von der Tatsache, daß sich der Faschismus in Italien zum unbeschränkten Herrscher des ganzen Staates gemacht hat, was in Bulgarien nicht der Fall ist.

Der italienische Faschismus trachtet danach, der Ordner und Beherrscher aller Balkan-Faschismen zu werden. Er gibt sich als den großen Protektor des unter jugoslawischem Joch erdrückten Mazedonien. Natürlich röhrt sich Mussolini für Mazedonien nur, um gegen Jugoslawien ein Atout zu haben. Er liebt es, seine Verbindungen mit den mazedonischen »Revolutionären« zur Schau zu tragen, damit es die Einbildung des italienischen Volkes röhre und ihm eine große Idee der Handlungsweise seines Gebietes gebe. Im Grunde aber marschiert der italienische Faschismus in

den Furchen der alten Diplomatie: *divide et impera*. Die bulgarische und jugoslawische Annäherung wäre für ihn ein Unglück sondergleichen. Ein anderes Unglück wäre für ihn die Erstarkung der Kleinen Entente.

Nun ist aber der italienische Faschismus ein protegierter Protektor; ein beherrschter Beherrscher; hinter ihm stehen beharrlich der englische Konservatismus mit seinen beständigen Plänen gegen Sowjetrußland. Man könnte sich fragen, wieso es kommt, daß diese großen »Liberalen« jenseits des Kanals den neugeborenen Bund aller Faschismen des Mittelmeeres und des Balkans unter ihre Fittiche genommen haben. Das ist eine politische wie auch moralische Frage. Vom praktischen Gesichtspunkte aus ist der Torysmus nichts als ein heuchlerischer Machiavelsmuss, welchem alle Mittel gut sind. Das Ziel heiligt die Mittel. Vom moralischen Gesichtspunkte aus ist der Torysmus nichts als ein ungeheuerer Rassenhochmut. Vor ganz kurzem schrieb der frühere englische Unterstaatssekretär Herr Fisher in einer Zeitung in Nizza einen Artikel, worin er eine entsetzliche Schändung der Schandtaten des italienischen Imperialismus gibt und mit der Bemerkung schließt, daß in England eine solche Herrschaft nicht ein Jahr, nicht einen Tag dauern würde, aber daß sie für die Italiener ganz gut wäre. Die faschistischen Italiener sind über solche Urteile sehr stolz, ihr Nationalismus ist in puncto der den Italienern gebührenden Achtung nicht sehr kitzlig. Der englische Dünkel, welcher alle Völker in gleiche Verachtung hält und sie als tote Seelen, als passive Instrumente der Ziele und Absichten anderer einschätzt, dieser Eigendünkel, das ist schon Faschismus — oder wenn Sie eine andere Bezeichnung vorziehen, Versklavung.

Eine Art Sklaverei, das ist in Wahrheit das Schicksal des Balkans im den hohen Zielen der englischen Führer, welche den italienischen Faschismus dazu drängen, sich im Verein mit den revanchistischen bulgarischen »Autonomisten« die Vorherrschaft auf dem Balkan zu sichern.

Ist es nicht Zeit, daß der Bund aller Faschismen beantwortet wird mit dem Bündnis der Balkanvölker für ihre nationale und soziale Unabhängigkeit?

Paolo Davila

Bulgarien und Europa

Die bulgarische Diktatur feiert eben ihren fünften Jahrestag. Die Masse des bulgarischen Volkes fühlt darob nicht die Begeisterung und die Freude, welche jene herauschreien, die sie regieren. Es ist dies leicht verständlich. Das gegenwärtige Regime hat sich ihr durch einen Gewaltstreich aufgedrungen. Die Masse hat es nicht gewünscht. Sie erträgt es mit Not, bereit sich an dem Tag zu befreien, an dem sie die Kraft dazu haben wird. Sie gleicht und paßt sich an, sie findet sich damit ab, beinahe so, wie seinerzeit Frankreich mit dem kaiserlichen Statut, oder heute Italien mit dem Faschismus.

Die Diktatur Tsankoffs, und später die Liaptscheffs, wurde durch Gewalt aufgerichtet. Wenn die Wahlen in Bulgarien frei gewesen wären, wäre sie schon vor langer Zeit vernichtet worden. Selbst unter den Wahlen der Korruption und Unterdrückung welche sie organisiert, erhält sie nur einen minimalen Erfolg und eine kümmerliche Macht. Sie wird eines Tages in derselben Art zugrunde gehen, wie sie gekommen.

Sie ist aus einer Verschwörung geschmiedet durch die reaktionären, plutokratischen, militaristischen Elemente und die mazedonischen Autonomisten, die stets im jetzigen Leben des Königreiches eine große Rolle gespielt haben, hervorgegangen. Alles in Allem war es ein prätorianisches Unternehmen, das gelang. Es war gegen das Bauern- und Arbeitervolk gerichtet. Man darf nicht vergessen, daß Stambolijsky, der Chef der bürgerlichen Demokratie, mehrere Male die Monarchie erzittern ließ, Ferdinand vor Boris; er hatte die Großbourgeoisie durch ein Fiskalwesen, welches deren Interessen verletzte und durch die Proklamierung der gestiegenen Arbeit auf's Höchste empört. Er wurde mit seinen besten Mitarbeitern getötet; einige Wochen später wurde die in Sofia und in den Provinzen sehr mächtige Kommunistische Partei durch eine wilde Unterdrückung, welche bis nun noch nicht ihr Ende gefunden hat, niedergemetzelt.

Im Inneren triumphierte die Reaktion, und außenpolitisch ein chauvinistischer und aggressiver Nationalismus. Man darf nicht verkennen, daß Stambolijsky die Grundlagen zu einer Freundschaftspolitik mit den Nachbarstaaten Bulgariens, ganz besonders mit Jugoslavien, gelegt hatte. Er hatte verstanden, daß der Balkan das Opfer der Großmächte und die Beute der Imperialismen sein würde, solange die Teilung, die Eifersucht und das Misstrauen zwischen den Balkanvölkern herrscht. Die ganze Geschichte richtete sich vor ihm auf, um die Richtigkeit dieser Vision zu bestätigen. Einer der großen Vorwürfe, welchen seine Gegner gegen ihn vorbringen, ist gerade, daß er sich mit den »Feinden« der Bulgaren zu befrieden suchte ... Sie wollten ja die Feindschaften, welche unter den ethischen Elementen der Halbinsel bestanden, aufrecht erhalten, um sie zum Besten ihrer Begierden und ihrer inneren Herrschaft auszunützen.

Alles in Allem hätte Stambolijsky vielleicht der Idee der Balkan-Föderation, welche die einzige annehmbare und lebensfähige ist, gedient. Selbst wenn sie auch nicht in seinem Geiste präzis war, beherrschte sie doch mehr oder weniger deutlich seine Handlungen. Indem sie ihn samt der Agrarherrschaft niederschlugen, kannten die bürgerlichen Parteien und Militaristen sowohl die äußeren Rückwirkungen ihrer Handlungen, als auch die Folgen des Gewaltstreches im Inneren.

Seit 1923 hat Bulgarien nicht aufgehört, seinen Platz, einen breiten Platz, in den diplomatischen Ränkeschäften Europas zu behalten. Falls die Politik Stambolijskys hätte dauern können, so wäre dieses Land Herr über sein Schicksal, und nicht der Spielball der Großmächte geworden; es wäre noch weniger der Schauplatz der Machenschaften mazedonischer Autonomisten geworden, welche nur eine einzige Absicht verfolgen, jene, den Balkan in Feuer und Blut zu tauchen, um ein Großbulgarien zu schaffen.

England hat die Sofioter Regierung unter seine Vormundschaft gesetzt. Nichts war leichter als das. Liaptscheff ist sein Geschöpf. Es hat ihn öfters gegen die offensiven Rückschläge Tsankoffs verteidigt. Die bulgarischen Finanzen wurden durch die Bankiers der City gerettet, und diese lassen sich stets ihre Dienste am teuersten bezahlen.

Der Verbündete Englands, Italien, trachtete danach, Bulgarien nicht auf sich allein angewiesen sein zu lassen. Es wurden hier zu wiederholten Malen die Verschwörungen Mussolinis aufgedeckt, welche er auf dem Balkan ausheckte. Er versuchte die Regierenden Bulgariens, Rumäniens, Griechenlands, der Türkei und Ungarns zu verführen. In seinem Kampfe gegen Jugoslavien, welches er beherrschte möchte und welchem gegenüber er die Machenschaften wieder aufnimmt, deren sich früher die Habsburger bedienten, vernachlässigt er niemanden. Bulgarien kann wohl acht- bis zehnmal weniger bevölkert sein als Italien. Es versäumt nichts, um es einzufangen. Die Unterstützung der Sofioter Regierung hätte für ihn noch einen anderen Wert, als der Beistand Albaniens. Was hat er Liaptscheff versprochen? Man weiß es nicht. Auf jeden Fall ist der bulgarische Diktator in der Zahl der Trabanten des italienischen Machthabers. Der Tag, wo dieser gegen die Serben, Kroaten und Slovenen mobilisieren wird, wird jenem zur Aufgabe machen, in Altserbien einzudringen und die Mazedonier zu entfesseln. Ein Spielball in den Händen des faschistischen Italiens, das ist es, was die faschistischen Regierungen Tsankoffs und Liaptscheffs aus Bulgarien gemacht haben. Niemals in seiner Geschichte war dieses Land so geknechtet, wie zu unserer Zeit. Die Tsankoffs und Liaptscheffs haben in dieser Knechtung unter den Großmächten die Garantie für ihre eigene Herrschaft erblickt. Aus diesem Grunde widerstehen sie nie den Befehlen, welche sie erhalten. Bulgarien ist unter solcher Vormundschaft nicht ein Friedenssondern ein Kriegsfaktor. Das ist es was man wissen muß, das man sich zum fünften Jahrestag des Gewaltstreiches zurückrufen muß.

Wir haben es gesagt: er war gegen die ersten schwachen Versuche der Balkan-Föderation gerichtet. Es ist die Gelegenheit, es hier zu wiederholen, daß nur die föderative Formel, entgegen den Dynastien, Plutokratien, und Militaristen, dem südöstlichen Europa Frieden geben wird. Außer dieser Lösung wird es für die Völker nur Knechtschaft und Krieg geben.

Paul Louis

9. Juni 1923 – 9. Juni 1928

In einem Zeitabschnitt von sechs Jahren führte die bulgarische Bourgeoisie zwei blutige Kriege »für die Vereinigung« der bulgarischen Nation, den Balkankrieg 1912 bis 1913, und den Weltkrieg 1915–1918. An Stelle der erhofften Eroberungen erlitt Bulgarien zwei große Niederlagen, welche ihm mehr als 200.000 Tote, ebensoviele Verwundete, nicht weniger Kriegsinvaliden, den Verlust einiger Städte und den gänzlichen Zusammenbruch seiner nationalen Wirtschaft eintrugen! Um sich zu retten, hat die Bourgeoisie ihren König Ferdinand und ihre Armee opfern, und sich vor den Truppen der Entente beugen müssen. Es mußte seine Gier und den Wunsch seines Königs, in der Aya Sophia in Konstantinopel gekrönt zu werden, zu teuer bezahlen.

Schon während des Weltkrieges gab das bulgarische Volk seine Unzufriedenheit mit der Politik der Regierung kund. Und um eine frühzeitige Schlappe zu vermeiden, wechselte die Bourgeoisie ihre Leute: die Liberalen des Radoslavov wurden von den Demokraten und Radikalen der Malinoff-Kosturkoff ersetzt. Der Wechsel der Fassade änderte aber durchaus nicht den fatalen Gang der Dinge, und der Zusammenbruch und die Katastrophe vollendeten die unheilvolle Politik der vierzigjährigen Militärherrschaft.

Die Empörung der Massen war groß. Der Volksaufstand war schon vor den Toren der Hauptstadt. Von neuem wechselte die bulgarische Bourgeoisie ihre Leute, und unter dem jungen König Boris III., welcher dem abgesetzten König Ferdinand folgte, wurde eine Koalitionsregierung gebildet. Die Narodniaken und die Agrarier, deren hervorragendster Chef Stambolijsky war, bildeten eine neue Regierung, welche sich den Wünschen der Sieger fügen und die unwürdigen Verträge von Versailles und Neuilly unterzeichneten mußte.

Im tiefsten Herzen des zu Tode gehetzten, ruinierten und verschuldeten Volkes wuchs jedoch der Haß gegen die Bourgeoisie, welche dasselbe zur Schlachtbank führte. Im Jahre 1920 sprach sich das bulgarische Volk nach den Parlamentswahlen für die Linksparteien aus. Die Agrarier bildeten ihr einheitliches Kabinett.

Die Reformen, welche diese Regierung gedrängt von den Arbeitern und Bauern unternahm, erschreckte die Bourgeoisie, welche sich aller, während des Krieges ungesetzlich zusammengeraffter Reichtümer, beraubt sah.

Gewiß war die Politik Stambolijskys, die Wiederherstellung der nationalen Wirtschaft auf dem Rücken der Bourgeoisie, der Hauptschuldigen zweier zerstörender Kriege, nicht nach dem Geschmacke der Bourgeoisie und gewisser revanchelustiger Kreise; hauptsächlich der durch die Abschaffung der regulären Armee in Pension geschickten Offiziere und Generale. Die Armee, die eine Söldnertruppe geworden war, war zu kostspielig. Tausende Offiziere und Unteroffiziere wurden aus dem aktiven Dienst verabschiedet. Sie fanden schwer Arbeit und verkauften sich willig der Bourgeoisie, welche allmählich die Fahne des Chauvinismus und des erstickten bulgarischen Nationalismus von neuem hißte. Mit diesen Offizieren, Unteroffizieren und faulen Söhnen der Bourgeoisie, schuf diese national-chauvinistische Organisationen, welche mit dem königlichen Hof, dem Oberkommando, und der Hochfinanz in direkter Verbindung standen.

Zu diesen chauvinistischen Verbänden gesellten sich die bewaffneten Banden der Mazedonier Protogeroff-Alexandroffs, welche in der Friedens- und Verständigungspolitik Stambolijskys das Ende ihrer Beträgerei und ihres Handels mit der mazedonischen Sache sahen, sowie die Reste der Wrangelarmee, welche nach der in der Krim erhaltenen Schlappe, in Bulgarien Zuflucht gesucht und gefunden hatten.

Die in ihren geheiligten Reichtümern bedrohte Bourgeoisie, die chauvinistischen Verbände der Reserveoffiziere und der vaterländischen Jugendvereine, die Banden der autonomistischen Mazedonier Alexandroffs und Protogeroffs und die Wrangelisten beschlossen, unter der hohen Protektion des Königs Boris III., die Agrarier-Regierung durch Gewalt zu stürzen.

In der Nacht vom 8. auf den 9. Juni 1923 wurde nach einem von den Offizieren ausgeheckten Plan, unter Mithilfe der faschistischen Mazedonier und der Wrangelisten, der Staatsstreich ausgeführt.

Stambolijsky wurde von mazedonischen Banditen zerstückelt. Die faschistische Aera wurde mit Blut und Schrecken eingesetzt, unter den Worten: Freiheit! Gleichheit! und Demokratie!, welche aus den Münden der Professoren à la Zankoff, Demokraten, Radikalen und selbst Sozialdemokraten kamen.

Seit dem 9. Juni hat der Hauch blutigen Schreckens über ganz Bulgarien geweht.

Ohne jedwede Basiskraft, von gewissen Großmächten unterstützt, mußten die Leute des Staatsstreiches ein Mittel finden, welches ihre verbrecherischen Handlungen gutheißen sollte. Das mußte selbstverständlich das Parlament sein. Nachdem aber das im Monat April gewählte Parlament in seiner erdrückenden Mehrheit agrarisch und kommunistisch war, erklärte die neue Regierung dasselbe durch Dekret für aufgelöst, ohne ein Datum für Neuwahlen auszuschreiben.

Die Henkerregierung Zankoff-Russeff bereitete seine Horden vor, und im September 1923 wurde die Provokation in großem Stile ausgeführt.

Es folgte eine wahre Schlacht zwischen den revoltierenden Arbeitern und Bauern, und den faschistischen Truppen, einschließlich der mazedonischen Banden. Die Kommunisten, der Arbeiter- und Bauernblock wurde geschlagen... Mehr als 20.000 Personen wurden getötet, mehr als 10.000 wanderten aus, und ebensoviele wurden in die Gefängnisse geworfen. Das Blut floß in Strömen. Ganze Dörfer wurden angezündet und zerstört. Der Kampfapparat wurde vollständig vernichtet. Volkshäuser, Buchdruckereien, Gewerkschaften und Kooperativen usw. wurden vollkommen zerstört oder geschlossen. Der weiße Terror herrschte überall.

Unter solchen Bedingungen fanden (im November 1923) die Parlamentswahlen statt, welche trotz allem den Arbeitern und Bauern mehr als 350.000 Stimmen brachten.

Das unter Terror gewählte, von erklärten Faschisten und Reserveoffizieren zusammengesetzte Parlament war nur ein Instrument in den Händen der Großbourgeoisie, dessen erste Sorge war, die Gesetze, die gegen ihr Eigentum gerichtet waren, abzuschaffen und die Kommunistische Partei, die mächtigste Feindin der Bourgeoisie, außer Gesetz zu stellen.

Das »Gesetz zum Schutze des Staates«, ein in seiner Art einzigartiges, ungeheuerliches Gesetz, wurde geschaffen. Es wurde von allen bürgerlichen Parteien, mit Ausnahme des Radikalen Kosturkoff und auch von den Sozialdemokraten votiert. Alle der kommunistischen Partei angehörenden Institutionen und Organisationen wurden aufgelöst: Kooperativen, Gewerkschaften, Verbände der kommunistischen Jugend usw., und ihre beweglichen und unbeweglichen Güter wurden zugunsten des Staates beschlagnahmt. Die kommunistischen und agrarischen Bezirks- und Gemeinderäte wurden gleichfalls aufgelöst.

Der Schlag hatte, dank der Hilfe der Verräter der Arbeiterklasse und den Helfershelfern der mazedonischen Banditen, welche vorgaben für die Freiheit Mazedoniens zu kämpfen, das Herz des bulgarischen Proletariats getroffen.

Von diesem Augenblicke an (April 1924) mußten die bulgarische kommunistische Partei und die Arbeiter- und Bauernbewegung in der Illegalität leben. Die Bourgeoisie zitterte jedoch vor ihren Verbrechen und vor der Macht der Widerstandskraft der Arbeiterklasse. Ihre Verbündeten, vor allem die faschistischen mazedonischen Banden, zitterten gleichfalls. Diese letzteren fürchteten besonders die Empörung der geflüchteten und ausgewanderten Massen, welche durch die wiedererstarkte Bourgeoisie, die Hauptschuldige ihres nationalen Unglücks, sich in das schwärzeste Elend gestürzt sahen. Diese Banditen im Solde des Zgavor der Zankoff-Russeff und des königlichen Hofes begingen, im Verein mit der Militärliga, den größten Verrat, welcher in der Geschichte der mazedonischen revolutionären Bewegung verübt wurde. Am 30. August 1924 töteten sie, in Gegenwart des Generals Protogeroff, ihren Chef Todor Alexandroff und hielten diesen Mord bis zum 12. September geheim. An diesem Tage sollten alle revolutionären Mazedonier, die anders dachten, als die Verkaufen, getötet werden. Man schob die Ermordung Alexandroffs den mazedonischen Kommunisten und Föderalisten zu und tötete deren soviel man nur konnte. In einer Woche wurden mehr als 200 der Besten auf grausame Art hingeschlachtet. Es starben D. Hadji Dimoff, Buynoff, Kovatscheff, Kantardjieff, Hadjiess, usw.

Die unverantwortlichen Faktoren: »Kubrat«, »Militärliga«, »Rodna Zachtita«, die mazedonischen Faschisten, die »Schwadron«, die »Wrangelisten« usw. waren die Herren des Landes. Sie bildeten ein Ueber-Ministerium, welches seinen Willen dem formellen Ministerium diktierte. Das Regime des »Spurlos Verschwindens« und der »Fluchversuchen« wurde aufgerichtet. Bewaffnete Gruppen und Banden durchkreuzten das Land und säten allerorts Terror. Ueberall, wo einzige Kritik über das Regime laut wurde,

erstickten sie grausam die Unzufriedenheit. Die Stille des Friedhofes wurde auferlegt.

Trotzdem gab das Volk seine Unzufriedenheit kund. Seine Vertreter, eine Handvoll Mutiger, schrien von der Tribüne der Sobranje gegen die Verbrechen. Man tötete sie einen nach dem anderen: P. Petkoff, Hadji Djinoff, Har. Stoyanoff, Todor Strachimiroff, usw.

Ganze Gebiete wurden dem Belagerungszustand unterworfen, so die Gebiete von Lovetsch, Trojan, Petritsch (Mazedonien unter bulgarischem Joch).

Die dritte große Provokation war jene vom 16. April 1925, infolge welcher tausende Männer von Herz, Kämpfer, Arbeiter und Bauern hinsanken. Unter ihnen die bekannten Journalisten Josef Herbst und Iv. Gantschoff, der frühere Minister P. Janeff, der Richter Mikhoff, der Schriftsteller Geo Mileff, und fast das ganze Zentral-Komitee der außer Gesetz gestellten kommunistischen Partei. Der Belagerungszustand wurde erklärt, das Gesetz zum Schutze des Staates verschärft; die Kriegsgerichte rasierten und verkündeten hunderte Todesurteile. In Sofia wurde der Galgen errichtet, Friedmann, Koeff und andere wurden gehängt.

Im September 1925 wurden die Gebiete von Trojan, Gabrovo und Koprivschitza durch die Faschisten zerstört. Barbarische Szenen fanden statt; der Sadismus der Faschisten kannte keine Grenzen; mehr als 220 Personen wurden hingeschlachtet und etwa zwanzig Dörfer und Weiler zerstört. Die Gegend von Petritsch wurde nach der Ermordung von Panitscha dem Messer ausgeliefert; mehr als 90 Mazedonier wurden geköpft oder längs der Straßen aufgehängt.

Das Gesetz zum Schutze des Staates wurde abermals abgeändert und für eine große Anzahl rein politischer Verbrechen die Todesstrafe vorgesehen. Dieses Gesetz war nur ein Kampfmittel gegen politische Gegner. 3.000 Personen

kamen in die Gefängnisse und tausende, darunter hunderte junger Leute und Frauen, schmachten noch dort.

Die Zankoff-Regierung brach unter der Mißbilligung des Weltgewissens zusammen. Der Nachfolger Zankoffs, Liaptscheff, wie dieser Faschist, nur noch viel schlauer, setzt die Todesarbeit fort. Unter seiner Regierung verwüstete im Jahre 1926 eine Bande Unverantwortlicher die Gegend von Lowetsch. Er sicherte ebenfalls die Straffreiheit den Faschisten, welche in Pleven den Dr. Bescheff und seine Familie verbrannten . . .

Das bulgarische Volk kämpft mutig gegen diese Blut- und Schmutzherrschaft. Hilfskomitees für die Opfer des Bürgerkrieges, Komitees für die volle und bedingungslose Amnestie werden gebildet. Von allen Seiten erheben sich Protestationen, und trotz des Terrors bekannten sich bei den letzten legislativen Wahlen im vergangenen Jahre mehr als 350.000 Stimmen gegen die Regierungspolitik.

Dieser Kampf wird mit einer lobenswürdigen Wucht ausgetragen. Die organisierten Bauern und Arbeiter kämpfen in erster Reihe. Die Arbeiter- und Bauernpresse führt den Kampf. Gegen diese Parteien entlädt sich der Zorn der Faschisten. Die Agrarierpartei ist einer systematischen Spaltungspression unterworfen, der Arbeiterpartei ist es beinahe unmöglich legal zu leben. Die Bauernkooperativen sind ohne Existenzmittel, die Unabhängigen Gewerkschaften sind geschlossen. Die Arbeiter- und Bauernpresse wird unaufhörlich konfisziert, sie erleidet beträchtlichen materiellen Schaden, und nur die täglichen Opfer der Arbeiter und Bauern erhalten sie aufrecht.

Beugen wir uns vor dem heroischen Kampf der Arbeiter- und Bauernparteien, welchen sie mit Hilfe einiger Intellektueller des Landes und gestützt von der demokratischen Meinung Europas, unermüdlich gegen die faschistische Herrschaft in Bulgarien führen . . .

Fünf Jahre des unerhörtesten Raubes und

der Ausbeutung an dem Bulgarischen Volke

Die finanzielle und wirtschaftliche Lage Bulgariens war vor dem 9. Juni 1923 nicht gut. Dieses Land wurde in eine mildependende Kuh umgewandelt. Vorkriegsschulden, verschiedene, durch den Vertrag von Neuilly aufgebürdeten finanzielle Verpflichtungen, enorme Defizite im Budget, eine schwere Steuerlast, zügellose Ausbeutung der Arbeit der Volksmassen durch fremde und einheimische Kapitalisten, Bankiers und Spekulanten, eine drückende Wirtschaftskrise — das war die Lage in dem Augenblicke, als die Faschisten sich der Herrschaft bemächtigten.

Nach dem Staatsstreich verschärfte sich die finanzielle und wirtschaftliche Krise, und die Lage wurde katastrophal.

Die faschistische Regierung tat ihr Möglichstes, um ihre Anhänger, die Bankiers und Spekulanten, und ihre Stützen die Offiziere, auf Kosten der Volksmassen zu begünstigen. Sie bemühte sich besonders, die Interessen der fremden Bankiers und Kapitalisten zu schützen. Sie erzielte ihnen Monopole für den Handel der lebenswichtigsten Produkte. Sie überließ ihnen die Reichtümer des Landes zur unbegrenzten Ausbeutung. So verkaufte sie mit leichtem Herzen die wirtschaftliche Unabhängigkeit Bulgariens.

Die Regierung der Militärdiktatur hob alle Gesetze, welche die Agrarregierung geschaffen hatte um die Ausbeutung der Volksmassen einzuschränken, auf. Sie unterdrückte alle für die letzteren günstigen Gesetze, so unzureichend sie auch waren.

Mit einem Wort, setzte die Regierung ihren ganzen Parlaments-, Justiz-, Finanz- und Polizeiapparat in den Dienst der bulgarischen und ausländischen Kapitalisten.

Heute befindet sich Bulgarien an der Schwelle des finanziellen Bankerottes und des vollen wirtschaftlichen Zusammenbruches.

Wie ist nun vom finanziellen und wirtschaftlichen Gesichtspunkte aus die Bilanz der fünfjährigen Faschisherrschafft in Bulgarien?

Das Staatsbudget ist selbst während des ersten Jahres der Faschisherrschafft von 4.500 Millionen Leva, im Jahre 1922/23, auf 5.700 Millionen gestiegen, um sodann 7.000 Millionen Leva zu erreichen. Diese Summe figuriert nur im ordentlichen Staatsbudget. Man muß noch die folgenden Summen hinzufügen: 2.380 Millionen Leva für Fonds-Budget und 240 Millionen Leva für das außerordentliche Budget. So erreicht das Staatsbudget die ungeheure Summe von mehr als 9.600 Millionen Leva. Wenn man nun noch die Gemeinde- und Bezirkshaushalte, welche 4 bis 5.000 Millionen

Leva ausmachen, zuzählt, werden wir eine genauere Idee über die erdrückende Last haben, welche die bulgarischen Steuerzahler zu ertragen haben: 13.500—14.500 Millionen Leva. Und 90 bis 95% dieser ungeheuren Summe werden von den Volksmassen bezahlt: den landlosen Bauern, den kleinen Bauern, den Handwerkern, den manuellen und geistigen Arbeitern.

Die ganzen Staatseingänge Bulgariens werden auf 30 bis 35.000 Millionen Leva, die der arbeitenden Massen auf 20.000 Millionen Leva berechnet. Das Budget des Staates, der Gemeinde und des Landes beträgt daher 44% der Eingänge der gesamten bulgarischen Bevölkerung. Die Steuerlast, welche auf den Schultern der Volksmassen ruht, beträgt mehr als $\frac{2}{3}$ ihres Einkommens. Die Letzteren sind nicht mehr im Stande, diese Last zu ertragen. Die faschistische Regierung saugt sie soweit sie es kann, bis auf das Blut aus. Da sie von den Bankiers und Spekulanten kein Geld nehmen will und kann, schließen die Budgets jedes Jahr mit Defiziten, welche die an das Fabelhafte grenzende Schuld dieses kleinen Landes gegenüber den ausländischen Kapitalisten und Imperialisten vergrößern.

Die Schulden Bulgariens betragen 88.000 Millionen Leva. Sie stellten eine $\frac{1}{2}$ mal größere Summe, als die jährlichen Nationaleinkommen dar; sie bilden $\frac{1}{3}$ des ganzen Volksreichtums des Landes. Bei diesem Stand der Dinge bemüht sich die faschistische Regierung, um jeden Preis eine Anleihe oder Anleihen aufzunehmen, um ihren Bestand fortsetzen zu können.

Es gelang ihr wohl, schon eine Anleihe abzuschließen; auch besitzt sie schon für eine zweite Anleihe die Zustimmung des Völkerbundes. Die Bedingungen für den Abschluß dieser beiden Anleihen sind aber einfach haarsträubend, obwohl eine dieser Anleihen zur Hilfeleistung an die 200.000 Flüchtlinge aufgenommen wurde. Die Bedingungen sind ältere, welche man bei dem Abschluß gewöhnlicher Handelsgeschäfte fordert; sie sind ein regelrechter Diebstahl.

Führen wir sie an:

Die erste sogenannte »Volks«-Anleihe beläuft sich auf 2.246 Millionen Levas. Obwohl sie vor ungefähr zwei Jahren abgeschlossen wurde, hat die Regierung bis jetzt erst 245 Millionen Leva erhalten. Infolge dieser Operation erschwerete sich der Staatshaushalt jährlich um 150 bis 200 Millionen Leva. Die Regierung wird von dieser Anleihe im ganzen 1450 Millionen Leva erhalten, das bulgarische Volk aber wird 6.624 Millionen, oder eine $\frac{4}{5}$ mal größere Summe als die Regierung erhält, bezahlen.

Neben diesen, durch den Abschluß der Anleihe entstandenen Verpflichtungen, hat die Regierung einen ungeheuren Haufen Obligationen auf sich genommen.

Sie trachtet, die Flüchtlinge welche von der Anleihe Nutzen ziehen wollen, zu zwingen, auf ihre Staatszugehörigkeit zu verzichten, deren Niederlassung nahe der Grenzen zu verbieten, bedeutende Staatseingänge zu verpfänden, usw.

Die zweite sogenannte »Aufbau«-Anleihe beträgt 4½ Millionen engl. Pfund. Die Regierung wird nach Abzug der Beiträge für die Emission, der Zinsen und Amortisierungen im ersten Jahre 3,700,000 Pfund Sterling erhalten. 75% dieser Summe werden für die Bezahlung verschiedener Schulden, und nur 25%, das heißt 600 Millionen Leva, für produktive Zwecke verwendet werden, während der Staat von seiner Seite für Zinsen und Amortisierungen jedes Jahr 350 bis 400 Millionen Leva zahlen wird. Die faschistische Regierung hat, um diese Anleihe abzuschließen, eingewilligt, die bulgarische Nationalbank in eine Emissionsbank umzuwandeln, was dem Verlust der wirtschaftlichen Unabhängigkeit Bulgariens gleichkommt. Als Garantie für diese Anleihe hat die Regierung zugestimmt, die Zolleingänge, welche 40% des gesamten Staatseinkommens ausmachen, als Pfand zu geben.

Sehen wir uns nun die Lage der verschiedenen Zweige der Volkswirtschaft an: Landwirtschaft, Industrie, Handel und Handwerk. Wie ist die Lage der Bauern, Handwerker, manuellen und geistigen Arbeiter, zum fünften Jahrestage der faschistischen Diktatur?

Das Bild ist düster.

Die Landwirtschaft ist im Verfall. Die gesäte Fläche, auch das lebende und tote Inventar, wird von Jahr zu Jahr kleiner. Die Produktivität des Bodens nimmt rapid ab infolge seiner Erschöpfung, des Mangels an Düngemitteln, und der primitiven Werkzeuge mit welchen man ihn bearbeitet. Die Lebensmittelproduktion Bulgariens, eines ausgesprochenen Agrarlandes, hat per Dekare um 10 kg abgenommen. Die Zahl der landlosen und kleinen Bauern steigt. Die faschistische Regierung hat diesen Bauern selbst jene unbedeutenden Stücke Bodens weggenommen, welche sie unter der Stambolijskyregierung kraft des Gesetzes über den Grundbesitz durch die Arbeit erhalten hatten um ihnen den Großgrundbesitzern und ihren Anhängern rückzuerstatten.

Aus diesen Gründen und infolge der Steuern, welche die Bauern ertragen, sind sie gezwungen, die Ernte noch in den Halmen an Getreidehändler und Getreidespekulanter zu Schundpreisen zu verkaufen, um im nächsten Frühjahr bis zur neuen Ernte bei denselben Spekulanten alles das, was für sie und ihr Vieh unentbehrlich ist, zu 2 bis 3 fach erhöhten Preisen einzukaufen. Infolge dieser Tatsachen befinden wir uns vor einer, in dem landwirtschaftlichen Bulgarien ungekannten Lage: der Hunger hat sich über das ganze West-, Nordwest- und Mittelbulgarien entfesselt und die Bauern sind gezwungen, ihr Vieh zu lächerlich niedrigen Preisen zu verkaufen. Die Spekulanten und Wucherer profitierten von dieser Not, wie auch von der Erdbebenkatastrophe, um die Preise der Lebensmittel für ganz Bulgarien um durchschnittlich 20 bis 30%, und in den von der Katastrophe heimgesuchten Orten um 100 bis 150% zu erhöhen.

Unter der Regierung Stambolijsky hatten die Bauern nach und nach begonnen, sich von den Krallen der Getreidehändler loszusagen, denn die Bauernregierung unterstützte und half den kooperativen Organisationen.

Aber seit die faschistische Regierung sich der Herrschaft bemächtigte, unternahm sie einen wütenden Kreuzzug gegen die landwirtschaftlichen Genossenschaften, wie im allgemeinen gegen die ganzen Genossenschaften. Die Bauern fielen vollkommen unter die Macht der Getreidehändler und Wucherer, welche den Bedürftigen kurzfristige Anleihen zu 100 bis 200% Zinsen bewilligten.

In seiner Anstrengung, die europäischen Kapitalisten von der guten wirtschaftlichen Lage des Landes zu überzeugen, um eine Anleihe abschließen zu können, gewährte die faschistische Regierung dem Export der landwirtschaftlichen Produkte alle Arten Begünstigungen. So konnte sie zum größten Schaden des Volkes den Lebensmittelexport von 49.000 Waggons im Jahre 1926, auf 70.000 Waggons im Jahre 1927 erhöhen, obwohl die Maisproduktion, welche für den

großen Teil der Bevölkerung des Landes die Hauptnahrung darstellt, während des letzten Jahres um 21.000 Waggons (2,100.000 Zentner) weniger war als 1926, und jene des Schlachtviehs, von 29.672 Köpfen im Jahre 1926, auf 57.596 im Jahre 1927 stieg.

Hunger für die Erzeuger, Hunger im allgemeinen für die arbeitenden Massen und größtmögliche Exportation lebenswichtiger Produkte, damit sich die Bankiers und spekulativen Kaufleute bereichern können und sich die faschistische Diktatur länger an der Macht halten kann: das ist es, was die Politik dieser volksfeindlichen Regierung leitet.

Wir erwähnen diese Tatsache, damit man den rohen Klassencharakter der faschistischen Politik gut erfassen kann.

Diese Regierung wendet die gleiche Politik gegenüber den Tabak-, Zuckerrüben und andere Produkte erzeugenden Bauern an.

Während der letzten Jahre beschäftigten sich 200.000 Familien mit Tabakbau. Der Tabakbau Bulgariens ist ungefähr zehnmal größer als der Bedarf des Landes. Die Bauern pflanzen den Tabak und die Abnehmer ihrer Produkte sind die bulgarischen und ausländischen Kapitalisten, eher fremde als einheimische. Diese Kapitalisten, unterstützt von der Regierung, setzen in dem Bezirk Petritsch, (Mazedonien unter bulgarischem Joch) wo man mehr als 3 Millionen Tabak erzeugt, ihre Preise fest. Es sind die Banditen Protogeroff's und Ivan Mikhaïloff's, welche im Dienste dieser Kapitalisten stehen.

Unter der Bauernregierung konnten die Tabakerzeuger, mit Hilfe der Tabakgenossenschaften, ihre Produkte zu relativ annehmbaren Preisen verkaufen. Nach dem Staatsstreich wurden diese Genossenschaften in ihrer Aktivität gelähmt, und seit dem ersten Jahre der Faschistenherrschaft fielen die Tabakpreise um die Hälfte. Zehntausende Erzeuger wurden ruiniert, während die fünfzehn Tabakgesellschaften, welche das Monopol des Tabakhandels vereinten, sich skandalös bereicherten. Im Jahre 1923 und 1924 sicherten sie sich, obwohl sie für Steuerzwecke nur einen Verdienst von nur 8 Millionen Leva angaben, einen Gewinn von 3.000 Millionen Leva. Die Folgen dieses Raubes auf Kosten der Tabakerzeuger äußerten sich bald: Die Tabakfelder wurden geringer, die Erzeuger ruiniert und in's Elend gestürzt.

Der Zuckerrübenbau beschäftigte 50.000 Leute. Die Zuckerfabriken, in welchen fremdes Kapital investiert ist — es gibt deren fünf — wollten die Zuckerrüben zu Schundpreisen ankaufen und verlangten, daß die Regierung das Einfuhrrecht für Zucker erhöhe. Sie sperrten die Fabriken. In ihren Magazinen gab es noch ungefähr 25 Millionen kg Zucker. Die Erzeuger säten im Jahre 1925 keine Zuckerrüben.

Obwohl 260.000 Dekar zur Zuckerrübenpflanzung bestimmter Boden ungenutzt blieb und 50.000 Erzeuger eines Einkommens von 500 Millionen Leva beraubt und so samt ihren Familien zum Hunger verurteilt wurden, obwohl 5.000 Arbeiter und 10.000 Tagelöhner ohne Lebensmittel dastanden und der Staat an verschiedenen Taxen 300 Millionen Leva verlor, unterwarf sich die faschistische Regierung der Forderung der fremden Kapitalisten. Sie zwang die Produzenten, Zuckerrüben zu pflanzen und sie dem einzigen Abnehmer, den Zuckerfabrikanten, zu den Preisen, welche diese festsetzten, zu verkaufen; sie erhöhten die Einfuhrtaxen für Zucker auf 2.20 Leva per Kilo und gaben auf diese Art den Zuckerfabriken die Möglichkeit, von den Verbrauchern noch 60 Millionen Leva für den Verkauf des Zuckers, welchen sie zu dieser Zeit in den Magazinen hatten, herauszupressen.

Unter der Bauernherrschaft waren die Zuckerrübenpflanzer in einer Union organisiert, und die Regierung verteidigte ihre Interessen.

Man kann das Gleiche von den Weinbauern sagen. Die faschistische Regierung unternahm absolut keine Maßnahmen, um die 300.000 bulgarischen Weinbauern, welche unter einer großen Krise und unter der Konkurrenz der durch die faschistische Regierung geschützten Weingeistfabriken leiden, zu verteidigen.

(Ende in der nächsten Nummer.)

D. Vlakhoff

Die Balkanvölker sind durch die Militärcliquen furchtbar unterdrückt. Ein imperialistischer und militaristischer Geist erfüllt die herrschenden Dynastien und Oligarchien. Daher sind jetzt die Verhältnisse auf dem Balkan fürchterlich. Der Terror herrscht dort ohne Schranken. Die Greuelaten, die man dort verübt, empören jeden Menschen.

Albert Einstein

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Пет години военна диктатура в България

Послание на Анри Барбюс до българските пролетари и интелектуелци

Аз се възползвам от трагичната годишнина на 9 юни 1923 година, за да отправя моя горещ привет до българските пролетари и интелектуелци, които от години насам, присъствуват на тая годишнина, като сдържват своя гнев и са в очакване.

Народите, които са господари на своите съдбини, или тия даже, които мислят че са такива, също тъй празнуват годишнина на некое историческо събитие, с което те се гордеят, или мислят че могат да се гордеят. Вашата годишнина, български другари — аз казвам от душа също — нашата, е една злокобна годишнина, тя е първото действие от една серия политически престъпления, единствени може би в историята, тя е първия ден от един адски период, където се бориха работническите и селски маси и техните приятели и водачи, и където вие, останалите живи измежду тия мъже, продължавате да се борите.

Но при все това, всички ние трябва, не по-малко, да насочим нашата мисъл към разбойническия политически акт, който фашизма установи в България, който беше вече наполовина исправена пред пролетарското освобождение. До като не бъдем победители, ние трябва да обмислюваме причините на нашите неуспехи и поражения, за да извлечем полза от това, защото, само по този начин ние ще можем да премахнем настоящето и да подгответим бъдещето.

Когато руския пролетариат взе властта в октомври 1917 година, той завърза един страшен бой, не само против хора и порядки, но също тъй и против смъблазнителни и опасни идеологии, които, ако беха взели връх, щеха да парализират и удушат революцията. Руските работници и селяни имаха пред себе си примера на Парижката Комуна от 1871 година, която бе смазана и впоследствие жестоко залета в кръж, понеже тя беше проявила слабост в акцията и не направи един достатъчно крепък блок от своята естинско-революционна воля и учение.

Избегвайки тая опасност, руския пролетариат победи и днес той, единствен на земята, е в правото да празнува една годишнина на народно тържество.

В момента, когато фашистката банда, която вие много добре познавате, взе властта в София, чрез един полицейски заговор, пролетарската революционна партия беше могъща в България и положението щеше съвсем да се измени, ако в предшествуващия период тя беше се показала решителна и неостръплива.

Но революционния дух и воля не са думи у вас. Напротив. С една удивителна мъжественост и героизъм вашата вера устоя на преследванията и кланетата. Тя даже се кали още повече при сурвото съприкосновение събътията и вашия траур посреду вас една още по-силна надежда.

Чрез вашата организация, дисциплина и връзки с вашите безчислен братя в света, вие възстановихте автоматически вашата армия и ускорявате приближаването часа на щастиято, което ще дойде от вас.

Горчивия опит на тия години на борба против тия, които в вашата България представляват международния фашизъм и реакция, ви е окончателно осветлил върху безсмыслието да се очаква съдействие от великите сили съучастници и от техните театрални институции. По силата на непцата, положението се уяснява. Ние виждаме ясно как се борят на живот или смърт стария механизъм на потисничество, който е още силен и упорит, и масите, които, малко по-малко, се групират и организират. Изборите в Франция и Германия, въпреки всички софизми на официалните статистици, показват фаталния възход на революционните гласове.

Требва да се каже, че в този бой, който се чертае и подготвя на всемирното бойно поле, примера на вашите страдания и на вашата стоическа енергия, осветли и тласна в борбата много от вашите братя в другите страни.

Затова и други годишници се подгответ — не се съмнявайте в това — които ще ни накарат да забравим един ден годишнината, която днес предизвика нашия гнев и възмущение!

Анри Барбюс

Пет години грабеж и жестока експлоатация на българския трудов народ

I.

Финансовото и економическото положение на България не беше добро и преди 9 юни 1923 година. Тая страна бе превърната в двойна крава за европейските империалисти и капиталисти. Дългове склучени от преди войните; разни видове финансови задължения, свързани с изпълнението на Нийойския договор; големи бюджетни дефицити; тежко данъчно бреме; експлоатация и ограбване на труд на народните маси от страна на чужди и местни капиталисти, банкири и спекуланти; тежка финансова и стопанска криза; недостатъчни мерки от страна на земеделското правителство за ограничение на тая експлоатация, — такъв беше финансовото и економическо положение в България, когато фашистите взеха властта.

Това положение все повече се влошаваше. Финансовата и економическата криза се изостри.

Фашисткото правителство полагаше всички грижи да облагодетелства банкерите и спекулантите, своите партизани, офицерите, да печелят — за сметка на народните маси. То полагаше грижи в защита интересите на чуждите банкири и капиталисти; то им даде в монопол търговията с съжестни припаси; то им даде в неограничена експлоатация богат-

ства на страната; то продаде стопанската независимост на България.

Правителството на военната диктатура премахна всички закони, които земеделското правителство беше гласувало за ограничение експлоатацията на народните маси; то премахна всички закони в полза на последните, колкото и недостатъчни те да беха.

С една реч, това правителство постави в услуга на местни и чужди капиталисти целия свой законодателен, съдебен, финансов и полипейски аппарат.

Днес България се намира пред прага на един финансово банкррут и пред пълно економическо разорение.

Какъв е проче, баланса на фашисткия режим през време на неговото петгодишно господство в България в финансово и економическо отношение?

Бюджета на държавата от 4.500 милиона през 1922/23 година — още през първата година на управлението на фашистите се увеличи на 5.700 милиона, за да стигне на 7.000 милиона лева. Тази сума е само по редовния бюджет на държавата. Към нея ще треба да се прибавят и следните суми: 2.400 милиона лева — бюджета на фондовете и 240 милиона лева — извънредният бюджет. Така че, общо дър-

жавния бюджет възлиза над 9.600 милиона лева. Като се прибавят към тая грамадна сума, бюджетите на общините и окръзите, които се движат между 4.000—5.000 милиона лева, то ще имаме по-точна представа за непосилния товар, който българските граждани понасят: 13.500—14.500 милиона лева. Тази сума се понася в своя голем процент, 90—95%, от народните маси: малоимотните и безимотни селяни, занаятчи, работници и трудова интелигенция.

Целия национален доход на България се изчислява на 30—35.000 милиона лева, — следователно, бюджетите на държава, общини и окръзи съставляват 44% от доходите на всички български граждани; **данъчния товар обаче, на трудящите се народни маси, съставлява повече от 2/3 от техните доходи.** Тия последните не са в състояние повече да понасят това бреме. Фашисткото правителство изсмуква от тех всичко, каквото би могло да се изсмуква. И понеже това правителство не иска, а и не може да вземе тия средства от банкери и спекуланти, затова и неговите бюджети се приключват всяка година с дефицити, които увеличават баснословния дълг на тая малка страна към европейските капиталисти и империалисти.

Дълга на България се изчислява на 88 милиарда лева, или 2½ пъти повече от годишния национален доход; той съставлява 1/3 от целото национално богатство на тая малка страна.

При това положение, фашисткото правителство направи всичко, каквото можеше, за да склучи заем или заеми, с цел да може да продължи своето съществуване.

Наистина, то успе да склучи един заем, и за втори такъв то получи съгласието на О.Н. Но условията за тия два заема са скандалозни, макар и единия от тех, първия, да е сключен за да се помогне на 200 хилядната бежанска маса в България. Те не са даже обикновени търговски сделки; те са формен грабеж. Те показват най-нагледно колко алчни за печалби и забогатяване са банкерите.

Ето условията при които са склучени тия заеми:

Първия заем, наречен „заем на човечината“, е на сума 2.246 милиона лева. Макар той да е сключен близо преди две години, правителството е получило до сега само 245 милиона лева, а държавният бюджет, поради тая сделка, е увеличен годишно с 150—200 милиона лева. По тоя заем правителството ще получи всичко **1.450 милиона лева**, а България ще плати **6.624 милиона лева** или 4½ пъти повече от сумата, която правителството ще получи. Вън от тия ангажменти, в връзка с склучването на тия заем, правителството е поело безброй други задължения: то се задължава да застави бежанците, които биха искали да се ползват от заема, да се откажат от своето поданство, да не позволи техното настаняване около границите на България, да заложи важни държавни приходи и пр. и пр.

Втория заем, наречен „възстановителен“ е от 4½ милиона английски лири. Правителството ще получи, като се припаднат: емисия и лихви и погашения за първата година — 3,700.000 англ. лири. 75% от тая сума ще бъде употребена за изплащане разни дългове, а само 25% за производителни цели, т. е. около 600 милиона лева, когато държавата пък ще плаща ежегодно по 350—400 милиона лева за лихви и погашения. За да склучи тия заем, фашисткото правителство се съгласи да превърне Б.Н.Б. в емисионна банка, което значи България да изгуби своята стопанска самостоятелност. За гаранция по него заем, правителството заложи приходите от митниците, които съставляват 40% от всички държавни приходи.

Нека разгледаме какво е състоянието на отделните отрасли на стопанството: земеделие, индустрия, търговия, занаяти? Какво е положението на селяни, работници, занаятчи, трудова интелигенция в края на петгодишната фашистка диктатура?

Картината, която ни се рисува, е най-мрачна.

Земеделието е в упадък. Засетата площ всяка година се намалява. Живия и мъртв инвентар — също тъй се намалява. Производителността на земята, поради нейната изтощеност и липса на наторяване и вследствие на първобитните ордия, с които тя се обработва, се намалява. Производството на зърнените храни, а България е земеделска страна и главното ѝ производство са зърнените храни, е намалено с 10 килограма на декар. Броя на малоимотните и безимотни селяни се увеличава. Фашисткото правителство отне на тези селяни и тия незначителни количества земя, които те получиха от земеделското правителство, по силата на закона за трудовата поземлена собственост, за да ги възвърне на своите партизани — едри собственици.

Поради тия причини, поради непосилните данъчни тяжести, които селяните понасят, те са принудени още на зелено да продават, на ниски цени, своята реколта на разни житари — спекуланти, за да купуват от същите тех, на

следната пролет, до новата реколта, храна за себе си и за добитъка си, на двойно и тройно по-високи цени.

Поради тия причини, ние сме свидетели тая година на едно явление, каквото земеделска България не помни: глад обхвана цела западна, северо-западна и централна България и селяните се принудиха да продават своя добитък на безценната. Спекулантите търговци и разните лихвари използваха това бедствие, както те използваха и съзмическата катастрофа в южна България, за да увеличат цените на съществите продукти общо в България с 20—30%, а в пострадалите от земетрясения места с 100—150%.

При управлението на Стамболовски, който подпомагаше земеделските кооперации, селяните беха почнали постепенно да се освобождават от ногтите на търговците — житари.

Но, още с заграбването на властта, фашисткото правителство предигрие един бесен поход срещу земеделските кооперации, както изобщо и срещу целото кооперативно движение. Селяните попаднаха всесълно във власта на търговците — житари и тая на лихварите, които даваха краткосрочни заеми на нуждащите се с лихва от 100—200%.

В стремлението си да представи пред европейските капиталисти, че економическото положение на страната е добро — за да може да склучи заем — фашисткото правителство правеше всевъзможни улеснения на износа на продуктите на селското стопанство. Така, България при фашисткия режим стигна до положението, да увеличи износа на зърнените храни от 49.000 вагона в 1926 година — 70.000 вагона в 1927 г., при все че производството на царевицата, която е главната храна за голема част от населението, беше, през последната година, с 21.000 вагона (2,100,000 квантала) по-малко от предидущата година, и тоя на едри добитък от 29.672 глави в 1926 г. — на 57.596 глави в 1927 г. Глад за производителите, изобщо глад за трудящите се народни маси и по-голем износ на продукти от първа необходимост, за да могат банкери и търговци, спекуланти, да се обогатят и да може фашистката диктатура да се задържи по-дълго време на власт — ето кое ръководеше политиката на това противонародно правителство. Ние изтъжваме тия факти, за да се види грубо класовия характер на управлението на фашистите в България.

Същата политика това правителство прокарва и към селяните заети в производството на тютюна, захарното цвекло и други продукти.

В тютюневото производство беха заети през последните години около 200 хиляди семейства. Производството на тютюн в България е около 10 пъти по-големо от нуждите на вътрешната консумация.

Селяните произвеждат тютюн, но купувачи на техните произведения са български и чужди капиталисти, повечето чужди, отколкото местни. Тия капиталисти, подпомагани от правителството, диктуват цените (в Петричкия окръг, Македония под българска власт, където се произвежда около три милиона килограма тютюн, в пълна услуга на капиталистите се намират бандите на Протогоров и Ив. Михайлов).

През времето на земеделския режим, при съдействието на тютюневите кооперации, производителите можеха да продават тютюните на сравнително износни цени.

След преврата, кооперациите беха спрявани в техната работа; цените на тютюните още през първата година на фашистката власт спаднаха на половина. Разорени беха десетки хиляди производители. А 15-те тютюневи компании, които имат фактически монопола на търговията с тютюн, печелеха и печелеха. През 1923 и 1924 година, те са реализирали една печалба от 3.000 милиона лева, а са декларирали, за облагане с данък, една печалба от 8 милиона лева. Последствията от това ограбване на тютюневите производители скоро се проявиха: количеството на засетата с тютюн земя се намали, тютюнопроизводителите се разориха, те и семействата им тъкнат в мизерия.

В производството на захарното цвекло са заети 50.000 селски стопанства. Захарните фабрики, в които са вложени изключително чужди капитали — те са пет на брой — искаха да купуват цвеклото на много ниски цени и да се увеличи вносното мито на захарта. Те закриха фабrikите. В складовете им имаше около 25 милиона кг. захар. Производителите не засеха цвеклото на година (1925). И макар и 260.000 декара земя, предназначена за производство на цвекло, да остана неизползвана, като 50.000 производители се лишиха от един доход от 500 милиона лева и по този начин те и семействата им беха осъденi на глад; макар и 5.000 работници и 10.000 надничари да се лишиха от своята прехрана; макар и държавата да изгуби 300 милиона лева от акциз, разни такси и пр., фашисткото правителство се подчини на искането на чуждите капиталисти: то застави производителите да сеят цвекло и да го продават на единствения покупател — захарните фабрики, по цени, които тия

последните определиха, и увеличи високото мито на захарта с 2.20 лв. на килограм, като по този начин то даде възможност на тия фабрики да смъжнат от консуматорите още 60 милиона лева от продажбата на захарта, която те имаха тогава в своите складове. При управлението на земеделците, цвеклопроизводителите бяха организирани в съюз и правителството на Стамболовски защищаваше техните интереси.

България и Европа

Българската диктатура празнува своята 5 годишнина. Грамадното большинство от българския народ не споделя по този случай радостта и ентузиазма на своите управници. Защото, сегашния режим му бе наложен чрез пощен преврат; той не го желаше; той го понася с мъжа, готов да се освободи от него в деня, когато се почувствува достатъчно силен. Той се приспособи и нагоди към този режим почти тъй, както некога Франция се приспособи към имперския режим или както днес Италия при фашизма.

Диктатурата на Цанков и впоследствие тая на Ляпчев се наложи чрез насилието и терора. Ако изборите беха свободни в България, то диктатурата отдавна би се провалила. Даже и при тия избори, които тя организира, избори на корупция и насилие, тя пожела минимум успех и една временна власт. Тя ще загине един ден по същия начин, но който се и роди.

Тя се роди в една тъмна нощ от съзаклятието и конспирацията на разни реакционни елементи, плутократи и военни, и от македонските автономисти, които винаги са играли една голема роля в съвременния живот на царството. С една дума, това беше едно преторианско дело, което се увенча с успех. То беше насочено против българските работници и селяни. Не трябва да се забравя, че Стамболовски, водител на селската демокрация, много пъти беше накарал да трепери монархията на Фердинанд и впоследствие тая на Борис; той силно огорчи едрата буржуазия с установяването на разни фискални закони и с обнародването на закона за трудовата повинност, с които той докосна най-ните интереси. И той бе убит заедно с най-добрите не-гови сътрудници: неколко месеци по-късно бе покосена и българската комунистическа партия – тъжде силна в София и провинциите, чрез страшен терор и насилие, който и днес още продължава да върлува из целата страна.

Реакцията триумфираше в страната, а вън от нея се ширеше един агресивен национализъм и див шовинизъм. Не може да се отрече, разбира се, че Стамболовски тури основните на едно дипломатическо разбирателство с съеждените на България държави и особено с Юgosлавия. Той беше разбрал, че Балканите биха били жертва на великите сили и плячка на европейския имперализъм, до тогава, до когато разположеността, завистта и подозренията продължават да съществуват всред разните балкански народи. Целата история ясно се очертаваше в неговото съзнание за да му потвърди правотата на тия поглед върху събитията. Едно от главните обвинения, които неговите противници беха формулирали против него, бе именно това, че той преговаряше с «враговете» на българското племе. Те искаха това да бъде тъй, за да могат да използват в полза на своята алчност и вътрешно господство, съществуващата вражда и недоразумения между разните етнически елементи на Балканския полуостров.

С една дума, Стамболовски, може би, би у служил на тая идея за Балканската Федерація, която единствено е

същото може да се каже и за лозарите. Фашисткото правителство не взе абсолютно никакви мерки за да защити интересите на неколко стотините хиляди лозари в България, които беха засегнати от кризата в това производство и от конкуренцията на спиртните фабрики, покровителствани от правителството.

(Края следва)

Д. Влахов

възприемлива и годна за живот. Даже и ако тя не беше ясна в неговото съзнание, но тя доминираше повече или по-малко в неговите дела. Понастоящем Стамболовски заедно с земеделския режим, буржуазните партии и военните не игнорираха отзива в чужбина, който би се получил от техните жестове и пощен преврат в страната.

От 1923 г. насам, България не престана да заема свое място и то широко място, в дипломатическите интриги на Европа. Ако политиката на Стамболовски би продолжила и днес, то тази страна, господар на своите съдбини, не би била играчка в ръцете на велики сили; тя не би била поле за маневри на македонските автономисти, които манифестираха изключително само едно желание: да хвърлят отново Балканите в огън и кръв, за да създадат Велика България.

Англия постави софийското правителство под своя опека. Много лесно. Ляпчев е нейна креатура; тя не веднаж го спаси от агресивния поврат на Цанков. Българските финанси бяха спасени от лондонските банки, чиято услуга скъпо и прескъпо им се плаща.

Италия, съюзница на Англия, искаше щото България да не бъде напълно самостоятелна. В колоните на в. Балканска Федерация ние много пъти сме посочвали на конспирациите, които Мусолини е устройвал на Балканите. Той се е опитвал да измами управлящите в България и тия на Румъния, Гърция, тия на Турция и Унгария. В своята борба против Юgosлавия, над която той иска да господства и по отношение на която възприема средства с които некога са си служили Хабсбургите, той непренебрегва никого. България макар и да е 8 или 10 пъти по-малко населена отколкото Италия, но той не жали нищо за да я придобие. Подръжката, която би му дал Софийският кабинет, за него би имала още и друго значение, отколкото подръжката на Албания. Какво е обещал той на Ляпчев? Не се знае. В всеки случай, българският диктатор е в числото на сателитите на италианския диктатор. В деня, когато той последния мобилизира против скрби, словени и хървати, той би имал за цел да нахлуе в стара Сърбия и освободи македонците. Една играчка в ръцете на фашистката Италия, ето какво направиха от България фашистките правителства на Цанковци и Ляпчевци. Никога в своята история тази страна не е била тъй подчинена, както сега в нашата епоха. Цанковци и Ляпчевци са разбрали, че в това подчинение на великите сили се заключава гаранция на техната собствена власт. Ето защо, те никога нема да се противопоставят на заповедите, които биха получили. България при такъв една опека е фактор за една нова война, но не и за мир. Ето какво трябва да се знае, какво требва да се напомни за 5 годината на нощния преврат.

Ние казахме: той бе насочен против първите опити за създаване на една Балканска Федерация. Тук е местото му да го повторим, че само федеративната формула, в противовес на династичните, плутократите и военни, ще донесе мир на юго-западна Европа. Вън от нея, има само рабство и война за народите.

Пол Луи

Македонците и държавният преврат

Македония може да се освободи само с освобождението на всички поробени на Балканите. Тази бе идеята на Делчев, основателя на В. М. Р. О., на Сандански, на Димо Хаджи Димов и техните последователи и ученици.

Македонската организация требваше следователно да потърси сътрудничество на народните сили: социално, да защищава каузата на бедните, работниците и безимотните селяни; национално, да подкрепи етническите малцинства, лишиени от техните основни права.

Тя требваше да се бори срещу силите на потисничеството, тази на султана и тази на деспотите поставени на троновете в Белград, Букурещ, София и Атина от европейските интриги и от борбите между Романовци и Хабсбургите. Нейната двойна цел бе начертана: свободна Македония в Балканската Федерация.

Уви, този възвишен идеал не се осъществи!

Въпреки героичните борби за вътрешната революция, извършена от и за македонския народ, опасното външно влияние на Софийския двор не престана да интригува още от основаването на В. М. Р. О. Тия от македонците, които царския двор може да разбрavi и купи за своята кауза, беха по всички линии верни слуги на династията. Те се подчиниха в пълните си намерения да завладеят на всяка цена Македония. Също така те се подчиниха, щото вътре в България да бъде поддържана една реакционна, потисническа и деспотическа политика. Бидейки в служба на българския имперализъм, те служеха и на българската реакция.

Ето защо, не бива да се очудваме, че след смъртта на Гоце Делчев и Даме Груев, софийския върховизъм наделя в В. М. Р. О. и той направи от славната организация една машина за потисничество, функционираща по заповедите на Кобурга и неговите крепителни!

Когато банкерите от »Слово« и сабленосците от Военна лига решиха да извършат преврата за събарянето на земеделското правителство, те естествено се обърнаха към комитаджите на Александров, Протогеров и Ив. Михайлов, възложиха им поверителна мисия: убийството на Стамболов, измъчен, осакатен (отрезаха му носа и уши, избодиха му очите преди да го обезглавят), най-сетне, насечен на късове; това бе престъпление, което остана най-страшното в историята.

Върховистите в В. М. Р. О. мразеха Стамболов. Привидно, те го упрекваха за примирителната му политика спрямо Сърбия, която политика бе засилена впоследствие от Цанков—Ляпчев. Но в същност, те не можеха да му простят, че той ги отстрани от въздушното им в управлението и влиянието им върху властите в България и още повече, че той даде всички свободи на македонците от присъединената към България част, които избраха за свои представители земеделци и комунисти.

Реакционерите наемници, отговорни за последователните поражения на България, банкерите и »професорите« във въздушното им в управлението и влиянието им върху властите в България и още повече, че той даде всички свободи на македонците от присъединената към България част, които избраха за свои представители земеделци и комунисти.

Протогеровата В. М. Р. О. бе проче един от инструментите за настаниването на фашизма в България. Автономистите банди действаха на всекъде в България в съгласие с офицерите реакционери. Те тероризираха населението, арестуваха, убиваха и правеха да »изчезват безследно« опозиционерите.

Когато народа след 4 месечни страдания се дигна в великата революция през септември 1923 г., автономистите тежко се отзоваха в първите редове на усмирителните войски. Хората на Протогеров ръководеха наказателните експедиции, те палеха селата, те измъчваха и избиваха селяните.

Когато, след преговорите в Виена, Тодор Александров и Протогеров се отказаха от подписите си под манифesta от 6 май 1924 г., автономистите организираха страшната сеч.

Паднаха убити: земеделски министър Р. Даскалов в Прага, Тодор Паница в Виена, Петър Чаулев в Милано. В България и в Македония под българска власт избити беха множество македонски революционери от македонските фашисти.

Другаря по оръжие на Гоце Делчев — Димо Хаджи Димов, който бе до вожда, когато последния падна при Баница за Македония, бе убит по улиците на София по заповед на Протогеров.

От тогава до сега, въпреки премълчаванията или лжливите декларации, не престана никој за момент сътрудничеството между македонските автономисти и българските фашисти.

За абсурдните си атентати по границите, които имат за последица само засилването на терора над населението в Македония под сръбска и гръцка власт, Протогеровите комити имат безрезервната подкрепа на българските власти.

В чужбина, в българските легации, под бълото на дипломатическата неприосновеност и с пари на българската държава, Протогеровци извършват свояте интриги.

Ако за нуждите на своята кауза, — за лошата им кауза, — автономистите афишират сърдечно Сговора известна независимост — това е просташка хитрост. Не беха ли техните 11 депутати, които гласуваха с большинството за Ляпчевия заем?

Сговора и автономистите тържествуваха чрез престъплението на 9 юни 1923 г. Едните и другите останаха съюзници, за да поддържат от тая дата насилствен, белия терор в България. **Български фашизъм, македонски автономизъм — това са два образа на една и съща политическа сила.** Както в времето на цар Фердинанд, който сгиде на война за да завладее Цариград — и разруши България — с еднаква ревност служеха на Кобургските апетити, както Т. Александрови, така и генералската камарилла в София.

Но има и Македония на варот, Македония на той, който черпи несъкрушимата си енергия в собствените си страдания и в спомените за несръпимите си герои, които смесваха, както се изразяваше Делчев, пойната кауза с тая на социалната «правда».

Тази именно Македония е естествения съюзник на всички други поробени чароди и на всички поти на тнати класи на Балканите и в света.

За тази именно Македония всички национални малцинства, всички искрени революционери се ентузиазират и то поради страшната ѝ мизерия и ненадминатия ѝ героизъм.

Тази Македония групира, задълго с големого боляшинство от македонската емиграция в България, 98% от останалото в трите части на македонската земя на същество.

Но тя не може да говори; ултата ѝ е запущена, тя е хвърлена в по-черно робство отколкото под кървавия султан и това потисничество ѝ иде, в българската част неизвестно, и посредствено в двете други части, от автономистите бандити, съюзници на софийските палячи и т. д. отговорни, поради престъпленията си и групави атентати, за насилията извършени от палячите на Гелгат и Атина.

Тази шепа от разбойници, смързани чрез връзките на престъплението с българския фашизъм и хранутени днес от италианския фашизъм, е другата Македония, която мачка и разорява македонския народ.

В годишнината на 9 юни 1923 г. требва да се подчертава съществото на македонските автономисти с българските милитаристи.

В същото време, когато трудящите се са целия свет поздравяват паметта на българските мъченици селяни и работници, требва да се заклеймят Протогеров и Михайлов, съюзници в престъплението на Цанков и да хвърлим върху гробовете на загиналите в тази бърба македонци, неувехващо цвете на революционния спомен.

Даниел Рену

Поклон пред убитите български интелектуелци!

Познавах Стамболов. Беше в Генуа през времето на онай знаменита конференция, измислена от Лойд Джордж и бойкотирана от Раймонд Поанкаре с мощната подкрепа на неколко политики и международни финансисти.

Човека внушаваше страх. Поне представителите на пресата и на дипломатията уверяваха това. Той внушаваше страх, защото ръста му беше над средния, той имаше могъщи плещи като истински селянин, открит поглед и един начин да назовава делата на емисарите на англо-саксонския капитализъм, който се равняваше на тежестта на златото им.

Стамболов бе вече подозрен. Инквизиционият съд му бе издал вече смъртната присъда. Политиката, която той сметаше да води, политика на мир, политика отговаряща на най-интимните желания на българския народ, развалише **»комбинациите«** на плячкаджите от войната. Също така не прощаваха на Стамболовски за това, че е влезал в плодовити и разумни разговори с съветските делегати, тези дриплювци, тези прокаженици... Както Курт Айзнер, както Ерцбергер, както Валтер Ратенау, той трябва да умре под ударите на реакцията. И неговата смърт трябва да отвори в България ератата на такъв терор, какъвто никоя страна до сега не познава.

Също така аз познах тези чудни български жени, които преврата на Цанков прогони в Франция, и чийто мъже и братя са патръпани в царските затвори, ако не са жестоко измъчвани и след това подло избити. Продължителните страдания и преследванията не можаха да убият техното достоинство. Те не се оплакват и, посред безразли-

чището на света, те пазят завета на изчезналите, те преследват, без некога да се отчайват, отмъщението им.

Това, което става от 5 години в България, ми е добре познато. Тази страна, която аз ня съм посетил, ми е станала тъжна фамилиарна от разказите и описание, като че ли съм живел там дълги години. Би било годло от моя страна, ако се откажах да протестирам, ако не бих дал моето слаба подкрепа, когато се ацептира към мене.

Аз мисля, че интелектуелците от моята страна, както и всички тия от западна Европа не изненаваждат своя дълг.

Защото и те знаят това, което и аз зная.

Аз не мога да се въздържам да мисля, че съвременния журнализъм в Франция и другаде, е паднал тъжно ниско, като не реагира против официално извършението престъпления в София, против престъплението, чието ежедневна жертва са не само българските селяни и работници, цвата на пролетариата, сока на народа, но още и интелектуелците, а и всеки, който мисли, всеки който има интелигентност и знания.

Елита бе покосен. Тези, които в Франция и другаде, имат пълни уста и леко перо в защита на интелектуелците, които образуват периодически конференции на интелектуелците за да могат да участват в балкани или да получават декорации (извинете техната претенция!) — те именно се надсмиват над братски загиналия елит редом с пролетарските мъченици по пътищата и в затворите на България!

Напротив, те се радват на това. Преди всичко и въпреки лицемерните им протести, тия хора, които знаят тъж-

добре да просят народната благосклонност, са съучастници на реакцията, от която очакват всички облаги.

Но ние сме малцина в света, които се противопоставяме на това падение. Ние сме неколцина, които не се примирияваме да верваме, че ако словото е свободно — перото е роб. Независими, революционери, ние искахме, в тези дни на годишнината на фашисткия преврат в България, да почетем паметта на нашите братя интелектуели, които загинаха, защото беха свободни и защото искаха, за България, свободата.

Други ще описат самата драма, ще теглят съответните заключения от политическа и социална гледна точка. На нас остават нашите мъртваци.

В какво положение Цанковци и Ляпчевци поставиха българските писатели и журналисти? За да си дадете сметка за това, достатъчно е да познавате фамозния закон за „защита на държавата“. Учитивата и боязлива Лига за правата на человека нарече този закон отвратителен и чудовищен. Това е достатъчно за да се разбере неговия характер.

Изключителен закон! По-добре би било да се нарече: закон, с който се правят изключения и то в най-абсолютния, в най-интегралния смисъл на тая дума. Мисълта е пожертвувана, па била тя и най-умерената, когато тя не възприема верно официалната система, щом не се съобразява напълно с предписанията на правителството. Материално е невъзможно да се изрази друго мнение, освен това на властта, и ако некой рискува да бравира волята на правителството, то не само че това нема никакво значение, но в такъв случай попадаш в ногите на полицията, в затвора, в ръцете на палачите.

Чл. 6 от казания закон предвижда за този, който чрез писания възбуджда към политическа или економическа промена на режима... най-малко 5 г. затвор и глоба от 50.000 до 500 хиляди лева.

Чл. 7 предвижда за този, който устно, писмено или чрез художествени произведения възбуджда умраза или престъпление към известни класи на населението или към установените власти... затвор от 3 до 8 години и глоба от 50 до 300 хиляди лева.

Ако тия членове на закона, такива каквито са, биха били приложени буквально, то те биха съставлявали едно постоянно оскъбление и предизвикателство към здравия разум и справедливостта.

В действителност, полицията, както и съдилищата засилват произволно тълкуването на текстовете. Те ги фалшифицират и нарушават. Стари привички! Истината е, че приложението на закона дава място на прекаленост и на същински престъпления, против които „цивилизованите“ сметат за свой дълг да протестираят.

Строга цензура, смешен надзор над печатниците от детективи, преследвания срещу абонатите на левия печат — това е дребната монета на режима.

Но имаше и по-лошо. Имаше убийства на писатели, на публицисти!

Това бе Ст. Калчев, редактор на „Земеделско зна-

ме“, арестуван и хвърлен в дупките на един полицейски участък, той бе измъкнат от палачите на Военната лига и убит. Гео Милев, беспартиен, преводчик на изпратената от Английската работническа партия делегация, която отиде в България през април 1925 г., автор на дивната поема „Септември“ и на други стихотворни сбирки. Трупа му бе намерен близо до Перник, надущен от щикове.

Христо Ясенов, поет комунист, ученик на големия български писател Антон Страшимиров, бе арестуван, затворен и впоследствие „изчезна безследно“.

Йосиф Хербст, бивш директор на печата, един от най-блескавите български журналисти, редактор на в. А. Б. В. — бе изгорен жив в пещта при Обществената безопасност.

Иван Ганчев, стар член на Комунистическата партия, бивш редактор на „Работнически вестник“, преводач и автор на социологични съчинения — изпита същата участ, както приятеля му Йосиф Хербст.

Неделчо Попов, поет комунист, учител в образцово училище в София, „изчезна безследно“.

Ана Маймункова, учителка и редактор на в. „Работничка“, умре, след като е била изнасилена и подложена на мъчения. Телото ѝ бе намерено в софийските гробища.

Ламби Кандев, бивш депутат, учител, главен редактор на „Учителска искра“, убит.

Арсени Йовков, главен редактор на в. „Илинден“, орган на бившите македонски революционери, убит.

Само убийства! Там доле в България, обща е трагедията!

Асен Бояджиев, редактор на в. „Единство“, е понастоящем в централния затвор в София, защото в първомайския брой на вестника си е публикувал стихотворение под наслов „1 май“.

Пенджерков — независим журналист, затворен, защото е публикувал, че Комун. партия е изпратила по пощата на пострадалите от последното землетресение 1.000 лв.

Големия писател Страшимиров, малтретиран от скотовете на Общ. безопасност, защото е изказал едно литературно мнение противно на правителственото.

Учителя Никола Илиев, бивш кмет на гр. Ловеч, администратор на независимия в. „Новини“ — бе затворен, бит, лишен от храна и намерен умрел в карцера си.

Има още, още...

Как да не си спомняме? Как да не участвуващ в траура на България? Как да не се вълнуваме и да не се обявим братя на всичките тия страждущи и тях горди души, които влачат по света тяжестта на страданията си? И как да не хвърлим в праха на забвението онния карикатури на човечеството, които скрупулъзно извършиха службата на палачи и оцапаха с кръвта на невинните цел един народ?

Пет години такъв страшен терор! Коя страна би устояла на това? Но българския народ устоя. Той се надея. Бъдещето не е тях мрачно за него. Бъдещето, което ще види да се изгради балканската Федерация и което ще я види триумфираща.

Бернар Лекаш

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Пет година војне диктатуре у Бугарској

Посланица Анрија Барбиса
бугарским пролетерима и интелектуалцима

Пригодом трагичне годишнице, 9 јуна 1923, шаљем мој топли поздрав свим тутарским пролетерима и интелектуалцима, који ево већ неколико година са једва притајеним бесом и очекивањем присуствују опетовању овог датума.

Народи који су господари своје судбине или они који мисле да су славе и годишнице. То си неки историски догађаји, којима се они ките или мисле да то могу. И у својим

пародијама таква је годишница нека свечаност. Ваша, бугарски другови — а кажем од свег срца — и наша јест несрећна годишница, први акт читаве серије у историји незапамћених злочина, први дан пакленог доба, у ком се радици и сељаци, њихови пријатељи и вође купаху у својој крви, у којој се ви преостали још купате.

Али ми сви морамо свратити нашу пажњу на поли-

тички злочин, који је успоставио фашизам у Бугарској која је била већ на шту пролетерском ослобођењу. Све док не победимо морамо да мислимо на узроке наших пораза и да одатле црним појку, јер немо само на тај начин променити будућност.

Када је у октобру 1917 руски пролетаријат преузео власт, водио је ужасну борбу не само против људима и стварима него и против погибљивим и заводљивим идеологијама, које кад би победиле, сломиле би и уништиле револуцију. Руске раднице и сељаци имали су пред очима пример паришке комуне од 1871, која је пропала и била касније окртну у крви угушене, јер је сустала у свом раду и није из својих добрих намера и скроз и скроз револуционарних доктрина учинила довољно чврсти блок.

Јер је руски пролетаријат мимоишао ову погибљ, победио је и сада има једини на свету право да слави годишњицу народне победе. У часу кад је коалиција, коју ви веома добро познајете, помоћу полицијске завере присвојила власт у Софији, била је револуционарна пролетерска партија у Бугарској јака и било би се окренуло лице ствари, да се је раније показала одлучнијом и окретнијом.

Али није мртав код вас револуционарни дух и воља, баш напротив. Нечувенем храброшћу и хероизном

достојним удивљења издржала је ваша вера прогоне и поље. Она се је ојачала у срвом додиру са догађајима и ваша жалост донела вам је још смелијих нада.

Организацијом, дисциплином и удружењем са вашом безброжном браћом по свету успостављате автоматски вашу војску и приближавате час спаса, који ће доћи само од вас.

Горко искуство ових година у борби против оних, који у вашој Бугарској представљају интернационални фашизам и реакцију научило вас је да је узалудна помоћ, која се очекује од сукривничких великих сила и њених театралних институција. Силом самих догађаја рапчишћује се положај. Гледамо још јаки и издржљиви механизам тлачења и масе које се окупљају и организују. Избори у Француској и Немачкој показују успркос свим службеним софизмима и статискама неузбекиви пораст револуционарних гласова.

Мора да се каже: у овом сукобу, који се спрема на светској арени, пример ваших боли и стојачке енергије осветлио је пут и повео у борбу више од једног — вама сличног.

Ради тога припремљају се, о том не сумњајте, и друге годишњице, које ће нам помоћи да заборавимо онај дан који нас донеса жалости и узнемирује.

Анри Барбис

Македонци и државни преврат

Македонија се може једино ослободити ослобођењем свих угнетења на Балкану. То је била мисао основача В. М. Р. О. Делчева, његових ученика и наследника, Санданског, Димо Хаци Димова.

Македонска је организација морала отуда да тражи потпору народних маса: да брани у **социјалној** области сиромашне, пролетерске раднике и сељаке без земље; да потпомаже на **националном** пољу од својих најважнијих права опљачкане народне мањине.

Она је морала да води борбу против угњетавачког насиља турских султана као и против деспота које су европске интриге и борбе Романова и Хаббурга поставили на престоле Београда, Букурешта, Софије и Атине. Њен дупли циљ био је: слободна Македонија у Балканској Федерацији.

Нажалост није остварен овај високи идеал! И поред херојских борби учињене са и за **унутрашњу** револуцију македонског народа, није никада престао од оснивања В. М. Р. О. неизлечиви спољашњи утицај краља из Софије на њу. Оне Македонци које је бугарски двор помоћу поткупљавања за своју ствар везао, били су разуме се свуда, само слуге династије. Они су запали у планове освајања Македоније по сваку цену. Помагали је у одржавању реакционарне, деспотске и угњетавачке политичке. У плаћеној служби бугарског империјализма помогали су и бугарском реакцију.

Не треба се чудити што је после смрти Гоце **Делчева** и Даме **Груева** када је врховизам софијски добио превласт у В. М. Р. О., овај од једне славне организације учинио једну реакционарну, политичку машину која је дејствовала по наредбама Кобурга и њихових политичких стубова.

При решавању банкарка око «Слова» и сабљаша око војне лиге за велики удар за обарања сељачке владе, апеловашу они природно и на комите као што је Тодор **Александров**, **Протогеров** и Иван **Михајлов** и дали им повериљиву дужност: убиство Стамболиског које (исечене су му биле нос и уши, пре то је приклапан избодене су му очи, мучен, унакажен и рапчерен) ће остати у историји једно од најстрашовитијих убиства.

Врховисти из В. М. Р. О. били су против Стамболиског. Пребацивали су му политику зближења са Србијом, што су у осталом Цанков и Јапчев још јаче продужили. У ствари нису му могли опрости, што је за извесно време онемогућио њихову прикривену диктатуру у влади и свима властима, и дао политичку слободу у бугарском делу Македоније, која је то искористила бирајући земљораднике и комунисте. Ништа мање интереса у обарању Стамболиског него ли Македонци **аутономисти** имали су реакционарни за низ неуспеха Бугарске одговарни сабљаши, банкарци и »професори« à la Цанков.

Према томе постала је Р. М. Р. О. Протогерова једно од главних оруђа за власпостављање фашизма у Бугарској: по целији Бугарској радије су аутономистичке банде руку у руку и споразумно са реакционарним официрима, злостављали становништво, прешли на затворе, и најзад почеше да бијају и да »ишчезавају«.

Када се народ после четвромесечног страдања у великому септембарском устанку 1923 побунио, биле су опет

аутономисте у првим редовима трупа за угушивање устанка. Протогеровљеви људи водили су казнене експедиције, они су палили села.

Пошто су **Александров** и **Протогеров** после бечких преговора порекли своје потписе са манифеста од 6 маја 1924. г. отпочеше »аутономисти« са мучким убиствима.

Падоше у Прагу **Даскалов**, у Бечу **Паница**, у Милану **Чауљев**. У Бугарској и у бугарском делу Македоније бројно расту убиства фашистичких Македонца над револуционарним Македонцима. Убијен је по наредби Протогерова у једној софијској улици Димо Хаци Димов, борбени друг Гоце Делчев, онај, који је оног славног дана када је овај погинуо за Македонију стајао до јунака.

Од тада и поред свих званичних лажи није предстало узајамно саучешништво македонских »аутономиста« и бугарских фашиста.

Протогеровљеве комите могу да рачунају на безусловну потпору бугарских власти за своја недела, за апсурдне атентате по границама, који имају само тај резултат што излажу становништво српског и грчког дела Македоније још јачем терору.

По иностранству воде Протогеровљеви агенти своје харанге са државним новцем бугарских посланстава под заштитом дипломатског имунитета.

Ако аутономисти желе да прикажу за своју ствар — рјаву ствар неку независност према **зговористичкој** влади, онда је то само лукавост. Зар нису гласали њихових 11 посланика у Собранију за зајам са Јајчевљовом већином?

Бугарски зговористи и македонски аутономисти славили су исти злочин у ноћи од 9. јуна. Једни и други остали су савезници, да од тога дана одрже бели терор у Бугарској: **Бугарски фашизам и македонски аутономизам два су лица једне исте политичке власти**. Тако је Тодор Александров служио истим жаром Фердинанду Кобуршком, који је ушао у рат ради заузимања Цариграда и слома Бугарске као и генералској камарили у Софији.

Постоји народна Македонија, она која у своме страдању прими снагу за своју несаломиву енергију и повезана успоменама на неупоредиве јунаке, који су ствар били проткали са оном »социјалне правде« како то Делчев рече.

Та је Македонија природни савезник свих других потлаченih народа и класа на Балкану и у свету.

За ту Македонију одушевљавају се, баш ради њене невоље и незапамћеног јунаштва све националне мањине, сви одани револуционари.

Ова Македонија окупља око себе са огромним већином оних у Бугарску избеглих Македонца 98 на сто у сва три дела већину становништва.

Али та неможе да говори; она је спутана, осуђена на горе ропство но оно које је подносила за време кровочних султана; то потлачија долази јој у бугарском делу непосредно, у она друга два дела посредно, од стране савезника софијских целата преко њихових разбојничких и бесмислених атентата одговорних аутономистичких бандита за стравите прогоне београдских и атинских целата.

Ова шака разбојника повезана узајамним злочинима уз бугарски фашизам кога данас италијански фашизам плаћа —

јесте друга Македонија која угњетава и упроташтава македонски народ.

На дан годишњице 9. јуна 1923. треба подукни узјамно саучесништво злочина македонског аутономизма и бугарског милитаризма. Истовремено, када ће радници целог

света славити успомену радничко-сељачких мученика Бугарске, треба Цанковљеве савезнике, Протегерова и Михайлова жигосати у свим злочинима и, посuti на гробовима у тој истој борби палих Македонаца неувело цвеће успомене.

Даниел Ренул

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Pet godina vojne diktature u Bugarskoj

Poslanica Henria Barbusse bugarskim proleterima i intelektualcima

Prigodom tragične godišnjice, 9. јуна 1923., шалем мој топли pozdrav svim bugarskim proleterima i intelektualcima, koji eto već nekoliko godina sa jedva pritajenim ljesom i očekivanjem prisustvuju opetovanju ovog datuma.

Narodi koji su gospodari svoje судбине или они, koji misle da su, slave i godišnje. To si neki istoriski dogadjaji, kojima se они krite ili misle da to mogu. I u svojim parodijama takva je godišnjica neka svečanost. Vaša, bugarski drugovi — a kažem od svega srca — i naša jest nesretna godišnjica, prvi akt čitave serije u istoriji nezapamćenih, zločina, prvi dan paklenog doba, u kom se radnici i seljaci, njihovi prijatelji i vodje kupahu u svojoj krvi, u kojoj se vi preostali još kupate.

Ali mi svi moramo svratiti našu pažnju na politički zločin, koji je uspostavio fašizam u Bugarskoj koja je bila već na putu proleterskog oslobođenju. Sve dok ne pobedimo moramo da mislimo na uzroke naših poraza i da odatle crpimo poduku, jer ćemo samo na taj način promjeniti budućnost.

Kada je u oktobru 1917. ruski proletarijat preuzeo vlast, vodio je užasnu borbu ne samo proti ljudima i stvarima nego i proti pogibeljnim i zabodljivim ideologijama, koje kad bi pobedile, slomile bi i uništile revoluciju. Ruski radnici i seljaci imali su pred očima primjer pariške komune od 1871. koja je propala i bila kasnije okrutno u krv ugušena, jer je sustala u svom radu i nije iz svojih dobrih namjera i skroz i skroz revolucionarnih doktrina učinila dovoljno čvrsti blok.

Jer je ruski proletarijat mimošao ovu pogibelj, po-

bjedio je i sada ima jedini na svijetu pravo da slavi godišnjicu narodne pobjede. U času kad je koalicija, koju vi veoma dobro poznajete, pomoću policijske zavjere prisvojila vlast u Sofiji, bila je revolucionarna proleterska partija u Bugarskoj jaka i bilo bi se okrenula lice stvari, da se je ranije pokazala odlučnijom i okretnijom.

... Ali nije mrtav kod vas revolucionarni duh i volja, baš naprotiv. Nečuvenem hrabrošću i heroizmom dostoјnim udivljenja izdržala je vaša vjera progone i pokolje. Ona se je ojačala u surovom dodiru sa dogadjajima i vaša žalost donijela vam je još smjelijih nada.

Organizacijom, disciplinom i udruženjem sa vašom bezbrojnom braćom po svjetu uspostavljate automatski vašu vojsku i približabate čas spasa, koji će doći samo od vas.

Gorko iskustvo ovih godina u borbi proti onih, koji u vašoj Bugarskoj predstavljaju internacionalni fašizam i reakciju naučilo vas je da je uzaludna pomoć, koja se očekuje od sukričićkih velikih sila i njihovih teatralnih institucija. Silom samih dogadjaja paščiće se položaj. Gledamo još jaki i izdržljivi mehanizam tlačenja i mase koje se okupljaju i organizuju. Izbori u Francuskoj i Nemačkoj pokazuju usprkos svim službenim sofizmima i statistikama neizbjegljivi porast revolucionarnih glasova.

Mora da se kaže: u ovom sukobu, koji se sprema na svjetskoj areni, primjer vaših boli i stocičke energije osvjetlio je put i poveo u borbu više od jednog — vama sličnog.

Radi toga pripravljaju se, o tom ne sumnjajte, i druge godišnjice, koje će nam pomoći da zaboravimo onaj dan, koji nas danas žalosti i uznemiruje.

Henri Barbusse

Bugarski i talijanski fašizam i njihova srodnost

Rat je majka fašizma, duh osvete radi poraza stvorio ga u Bugarskoj, a u Italiji imperijalistički duh poslije pobjede. Pobjeda ili poraz samo su slučajnosti, bitna je stvar rat. Ako se hoće da obuhvati fašizam u njegovoj tipičnoj formi, treba samo pogledati na mediteransko-balkansku ertu, gdje nalazi najmanji otpor. Nove zemlje, mlada formacija, demokratska struktura bez tradicija i sadržaja, gdje mlade buržoazije jedva ostavljuju feudalni sistem, da dopru u srce zapadnog kapitala, uzjeline velikih profita, djelo protekcionizma, siromašne duhom o pravoj nezavisnosti, a opijene nacionalizmom, koga uostalom podupiru velike sile — eto tu se osjećaju bojni fašistički udarci. Naprotiv na zapadu kod naroda solidnije nacionalne strukture uvriježenih unitarnih i revolucionarnih tradicija, fašizmu nije uspjelo, da prisvoji vlast istim sredstvima. Pripireći ih pod raznim oblicima reakcije, pa tim na isti način ugrožuje političku slobodu u zemlji i međunarodni mir.

Značajni su ovi uzroci fašizma: poslijeratno formiranje demobilizovanih masa, bivših časnika i podčasnika, raspaljeno od ovih izrašao je iz sitne buržoazije, koje siromašno gopo-

darstvo „novih zemalja“, opustošenih ratom i potrebnih kapitala, nije moglo, da apsorbira, tim više što dobiveni činovi u vojsci stvorile u ovim junacima nesvladivo mržnju, da se povrate svom predratnom — često puta vesma čednom — zanimaju. U njihovom slavoljeplju ovi junaci žele same, da ratuju; pa ako je svršio rat na granicama, proslijedit će ga u samoj zemlji. To će biti tada gradjanski rat, rat vodjen državnim udarom, na račun krupne buržoazije preplašene od proletarijata, koji je tražio ostvarenje obećanja, danih narodu u teškim časovima velikih pokolja. U ovom pogledu trebalo bi usporediti Italiju i Bugarsku, dvije prave sestre u boli i patnji. Italijanski fašisti započeli su organizovanjem borbenih četa, sastavljenih od oficira, podoficira i sinova agrarne buržoazije, ovim se šovenskim organizacijama brzo priključile mladi „veterani“ velikog osvojanja pjesnika Gabriela d'Annunzia: Rijeka. Oko ne vidi u ovim ertama talijansku analogiju sa bugarskim šovističkim organizacijama i njihovom saveznicom makedonskom organizacijom generala Protegerova? Ne osnivaju li se na ovim analogijama simpatije, koje vladaju

izmedju bugarskih iregularnih četa i talijanskih crnih košulja? Neobična sličnost postoji između marša na Rim (28. listopada 1922) i državnog udara u Sofiji u noći između 8. i 9. srpnja 1923! Jedan i drugi udar po unaprijed odredjenom planu izvršili su vojnici s aktivnom pomoću fašista. U jednom i drugom slučaju bila je potrebita pomoć krune.

Kabinet Stambolijskog bio je silom oboren, njega samog ubiše urotinci. Kabinet Facta doživio je istu sudbinu, ali kako smješni Facta nije bio kova jednog Stambolijskog pustiše ga, da živi. Uostalom bio je talijanski fašizam u to doba još podvrgnut elementima krupne buržoazije, koja je samo isključivo o tom sanjala, da se obrani socijalističkog radničkog pokreta, nije ni mislila o tom, da iz temelja obori liberalnu državu, s kojom je kroz tolike godine pravila dobre poslove. Doći će brzo vrijeme, da će fašizam skočiti buržoaziji i ona će morati da se upregnje u državu stranke. S početka je fašizam pravio kompromis sa svim strankama, samo ne naravski sa radničkim strankama. To je na početku zapriječilo u Italiji velika krvoproljeća, što označuje nastup bugarskog fašizma. Ova dva fašizma napraviše u nekom smislu obratni put.

Dok je u Bugarskoj fašizam započeo velikim okrutnostima nije mu uspjelo apsolutno uništenje stranaka, opozicione štampe, potpuno razorenje liberalne države, u Italiji je fašizam, koji je iz početka nastupio s nekom stanovitom umjerenošću, kašnje kako se je više utvrđivao, navijestno je rat svemu, što nije bilo fašističko, uništio sve stranke, pa i buržoaske u težnji, da preko sve većeg terora uspostavi apsolutnu državu.

Pošto smo utvrdili razlike pokreta između dvaju fašizma, treba da vidimo, što imaju zajedničkoga: antidemokratski duh, koji se opazi u nasiljima proti izbornom pravu i duhu perzekucija, stavljanje „izvan zakona“ svojih političkih protivnika. Zakoni „o zaštiti države“ cvjetaju od jonskog do crnog mora i svi imaju isti cilj: Uništenje protivnika vlade proglašivši ih za neprijatelje države i društva. Ovi zakoni terora nastupaju terorom banda ili „neodgovornih elemenata“. U Italiji ih se upotrebljava sa težnjom, da sve više zamjene policiju; „crna milicija, mučenja u tamnicama, hapšenja u masama i na koncu „specijalni tribunal“ na mjesto jednostav-

nog ubijanja na ulici. To dolazi odatle, što je u Italiji postao fašizam apsolutni gospodar, a što nije slučaj u Bugarskoj. Talijanski fašizam teži tomu, da postane vodič i upravljač svih balkanskih fašizama. Isprsuje se kao veliki zaštitnik Makedonije, mučenice pod jugoslavenskim jarmom. Uostalom Mussolini ne brine se za Makedoniju nego samo, da ima jedan adut proti Jugoslaviji. On voli, da naglašuje svoje veze sa makedonskim „revolucionerima“, da to pogodi maštu talijanskog naroda i da mu na taj način prikaže svoju veliku aktivnost. Ali talijanski fašizam u stvari samo oživljuje geslo stare diplomacije: divide et impera. Bugarsko-jugoslavensko zbljenje bit će za nj velika nesreća. Druga nesreća bit će ojačanje Male Entente.

Talijanski fašizam je pokrovitelj a sam je pod pokroviteljstvom, gospodari s drugim, a sam ima gospodara. Iza njega stoje engleski konservativci sa njegovim stalnim gledištem proti Sovjetskoj Rusiji. Moglo bi se zapitati, kako je do toga došlo, da ovi veliki „liberali“ sa one strane Canal de Manche uzeče pod svoju zaštitu nastajući savez svih fašizama oko sredozemnog mora i na Balkanu. Ovo je političko i moralno pitanje. U praktičnom pogledu toryzam je samo lici-mjerni machiavelizam, za koga su sva sredstva dobra. Konac opravdava sredstva. U moralnom pogledu toryzam je samo užasna bahatost rase. Nema davno da je Mr. Fischer, bivši državni engleski podsekretar, napisao jedan članak u nekom listu u Nizzi, gdje je opisao užasne zločine, koji je počinio talijanski fašizam, pa zaključuje, da takav režim ne bi trajao ni časa u Engleskoj, ali da je dobar za Talijane. Talijanski su fašiste ponosni na takav sud, njihov nacionalizam nije baš sjajan s obzirom na dužno poštovanje Talijana.

Ako ta engleska umišljenost, koja obuhvaća sve narode istim prezirom i drži ih mrtvim dušama, pasivnim orudjem tudiših ciljeva i imperialističkih težnja — onda je ta fašistička umišljenost samo ropstvo. Balkan je po visokim pogledima vodećih engleskih krugova takvo polje ropstva, gdje talijanski fašizam uz pomoć bugarskih „autonomista“, koji traže osvetu, mora da sebi osigura hegemoniju na Balkanu.

Nije li već vrijeme, da na savez svih fašizama odgovori savez balkanskih naroda za njihovo nacionalno i socialno oslobođenje?

Paolo Davila

Bugarska i Evropa

Bugarska diktatura slavi svoju petogodišnjicu. Bugarski narod ne gaji u novom pogledu osjećaje veselja i radosti, kao što njegovi vlastodršci. Vrlo lako razumljivo! Nasiljem bio mu je naturen sadašnji režim, on ga nije želio, jedva ga je podnašao, spreman, da ga odbaci netom osjeti snagu u svojoj ruci. Ali on se je priklanjao, prilagodio po prilici kao nekada narod u carskoj Francuskoj ili danas u fašističkoj Italiji.

Diktatura Zankova, a po tom Ljapčeva nametnuta je silom. Da su bili slobodni izbori u Bugarskoj, bila bi ona već dugo vremena potpuno uništena. Pa i sa koruptivnim izborima i nasiljima, koje je diktatura organizovala, doživjela je minimalni uspjeh i zadрžala privremeno vlast. Ona će jednog dana iščeznuti na isti način, kako je došla.

Vlada je nastala pomoću podmukle urote reakcijonarnih, plutokratskih, militarističkih izbora i makedonskih autonomista, koji su uviđek igrali veliku ulogu u savremenom životu kraljevine. Uglavnom ji to bilo djelo pretorijanaca, koje je uspjelo i bilo upereno proti seljačkom i radničkom narodu. Ne treba zaboraviti, da je Stambolijski, vodja seljačke demokracije, u više navrata ugrozio monarhiju, Ferdinandu prije Borisa, ogorčio je krupnu buržoaziju, što je zaveo poreze, koji su oštećavili njene interese, te uveo prisilni rad. Bio je ubijen sa svojim najboljim suradnicima. Nekoliko mjeseci kašnje bila je u krv ugušena komunistička partija, veoma jaka u Sofiji i oblastima, a to divlje proganjanje traje još sada.

Unutra je slavila slavlje kruta reakcija, dok je prama vami pobjednosno dizao glavu agresivni i šovvenski nacionalizam. Ne može se zamijekati, da je Stambolijski postavio temelje politici sporazuma sa susjednim državama, u prvom redu sa Jugoslavijom. On je razumio, da će Balkan biti žrtva velikih sila i plijen imperializma, sve dok postoji podjela, ljubomornost, sumnjičenje među balkanskim narodima. Sva povijest potvrđivala je ovo mišljenje. Njegovi protivnici podigoše proti njemu upravo tu optužbu, da on pravi saveze sa „neprijateljima“ Bugarske. One namjeravaju, da zadrže netaknuto mržnju, koja postoji među balkanskim narodnim skupinama, pa da tu mržnju izrabe na svoju korist i korist svog unutrašnjeg gospodarenja u zemlji. Uglavnom možda bi Stambolijski služio ovoj ideji Balkanske Federacije, pa i ako ta nije bila potpuno utvrđena u njegovom duhu, ona je vodila

više ili manje nesvijesno njegovu akciju. Pošto utukoše njega i agrarni režim, buržoaske i militarističke stranke radi svojih djela više su se bojale unutrašnjih ustanaka nego li vanjskih zapletaja.

Od 1923 Bugarska nije prestala, da drži svoje mjesto — i to prostrano mjesto u diplomatskim intrigama Evrope. Da se je održala politika Stambolijskog ne bi ova zemlja, gospodarica svoje sudsbine, bila igračka velikih sila, ne bi bila igralište makedonskih autonomista, koji pokazuju samo jednu želju, da ponovno zapale Balkan i da poteče krv, e da se stvorи Velika Bugarska.

Engleska je stavila sofisku vladu pod svoju zaštitu. Ništa nije bilo lakše. Ljapčev je njena kreatura, ona ga je medutim branila proti napadajima Zankova i njegovoju želji, da opet dodje na vlast. Londonska City spasila je bugarske financije, a ove treba uvijek skupo, veoma skupo platiti. Italija, saveznica Engleske, nastoji, da privuče Bugarsku. Javljalo se je već nekoliko puta o spletama Mussolinija na Balkanu. Ona je nastojala povući u svoje kolo vladu Bugarske, Turske, Rumunske, Grčke i Madjarske. U njenoj borbi proti Jugoslaviji, kojom bi htjela zagospodovati i prama kojoj prihvata metode, kojim su se služili Habsburgovci, ne zaboravila ona nikoga. Bugarska je valjda osam ili deset puta manje napućena od Italije, pa zato nije šteta, ako je se predobije. Pomoć sofiski vlasti imala bi za Mussolinija drugo značenje nego li pomoći Albanije. Sto je obećao Ljapčevu? Ne zna se. U svakom slučaju, bugarski je diktator u kolu dvorjanika talijanskog diktatora. Kada ovaj mobilizuje proti Srbima, Slovincima i Hrvatima, taj će dan onaj imati zadaću, da upane u Staru Srbiju i rasparča Makedonce. Fašističke vlasti Zankova i Ljapčeva učinile su od Bugarske igračku fašističke Italije. Nikada u svojoj povijesti nije ova zemlja bila tako podjarmljena kao danas. Zankov i Ljapčev imaju u ovom pokoranjem velikim silama zalog svoje moći. Radi toga neće se oni nikad oduprijeti naredbama, koje primaju. Pod takvom zaštitom Bugarska je faktor rata, a ne mira. To treba znati i dozvati u pomet prigodom petogodišnjice nasilničkog udara. Mi smo rekli: taj udar bio je uperen proti prvim počecima „Balkanske Federacije“. Ovom prigodom treba ponoviti, da će samo geslo „Balkanska Federacija“ donijeti mir evropskom jugo-istoku proti svim dinastijama, plutokratima i militaristima. Izvan nje bit će samo ropstvo i ratovanje.

Paul Louis

FEDERATIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Aventinul dela București

Conducerea Partidului Național-țărănesc a hotărât să convoace la București un fel de al doilea Parlament, la ale cărui ședințe să se discute și hotărască asupra chestiunilor de stat politice și economice la ordinea zilei. Vor lua parte la ședințele acestei adunări de parlamentari toți parlamentarii național-țărăniști retrași din parlament, precum și toți candidații național-țărăniști dela ultimile alegeri parlamentare ale căror mandate au fost prin hoție de urne și prin falsuri electorale atribuite liberalilor. Această adunare își va ține ședințele paralel cu ședințele Cameri și Senatului și va urma probabil în chip paralel ordinea de zi a parlamentului liberal.

Acest »parlament național-țărănesc«, dacă se va putea intruni și dacă guvernul nu-l va împiedica, va avea ceva asemănător cu ședințele parlamentarilor anti-fasciști retrași din parlamentul italian și adunăți pe Aventin. Ca și Aventin, parlamentul național-țărănesc va fi expresia »luptei unui partid, care nu vrea sau nu poate să recurgă la lupta reală, efectivă împotriva puterii fizice și materiale a dictaturei. Neputând sau nevrând, sau nefiind în stare, să opună dictaturei teroriste a liberalilor o mișcare de masă, o luptă de masă mergând până la o insurecție armată, național-țărăniștii sunt reduși, sunt siliți să recurgă la metode de »luptă«, cum este convocarea unui parlament »extra«, deși experimentarea lui la Roma a dat în chip evident greș. Dar tot așa cum Aventinul nu a putut răsturna pe Mussolini, ci s'a terminat cu risipirea Aventinului și alungarea membrilor lui în străinătate sau în temniță, la fel este de peacuma sigur că nici »aventinul național-țărănist« nu va avea altă soartă.

Liberalii vor continua să rămână la putere cu tot parlamentul paralel național-țărănist, vor închela împrumuturile externe, vor face stabilizarea pe spinarea poporului muncitor, vor aduce capitalul străin, cu alte cuvinte realitatea va trece alături de mijloacele »noi« de luptă ale național-țărăniștilor, atâtă vreme cât în locul lor nu vor trece mijloacele de luptă ale masselor muncitoare și țărănești. Căci liberalii nu vor putea fi răsturnați de căt de de o revoluție a masselor muncitoare dela sate și orașe.

Totuși între Aventinul anti-fasciștilor italieni și adunarea parlamentară național-țărănistă dela București sunt deosebiri adânci. Aventinul anti-fasciștilor nu a fost purtat de către o adâneă mișcare a masselor gata să ridice atunci armele contra dictaturei fasciste și să se sacrifice în această luptă. Pe când în România situația este de așa fel, încât massele sunt cu mult înaintea conducătorilor național-țărăniști. Massese văd acumă limpede, că stăpânirea bancherilor, ciocnitorilor și generalilor liberali nu va putea fi răsturnată decât cu forță, cu forță fizică și armată și privesc de aceea cu neîncredere manevrele »politice« ale conducătorilor național-țărăniști. Cel mult dacă aceste manevre aparțină masselor ca mijloace preparatorii ale unei alte lupte, ale luptei decisive care trebuie să urmeze de-abia și neapărat. Pe când pentru conducătorii național-țărăniști aceste manevre sunt menite pedeoparte să calmze fierberea revoluționară a masselor și să le opreasca dela lupta de fapt, iar pedeoparte să arăte liberalilor pericolul din această parte și să-i silească astfel la concesiuni.

Si aici este momentul esențial: Parlamentul paralel nu va putea răsturna pe liberali, dar tocmai eșuarea lui va spori fierberea masselor și prință va spori amenințarea pentru stăpânirea liberalilor. Parlamentul național-țărănist va arăta, ca și Alba-Iulia, neputința național-țărăniștilor și va îndrepta massele spre gândul că liberalii nu pot fi răsturnați decât prin ridicarea revoluționară a masselor populare înși-le.

Mussolini a putut să lichideze fără consecințe Aventinul, pentru că fascismul mai avea încă la acel moment după sine masse mari la sate și orașe și pentru că aventinienii însăși nu înțelegeau să tragă consecința din atitudinea lor, să organizeze revoluția contra dictaturei fasciste. Lichidarea însă de către liberali a Parlamentului național-țărănist va avea cu totul alte urmări, pentru că liberalii nu au după sine nici-un fel de masse la orașe și sate. Lichidarea parlamentului național-țărănist nu va aduce întărirea liberalilor, dar în același timp va ridica massele și mai furioase contra liberalilor, căci massele se vor fi eliberat de o iluzie mai mult.

Că parlamentul național-țărănist se va termina în farsă, astă reesă și de-acolo, că național-țărăniștii, cari contestă dreptul liberalilor de a contracta împrumuturi externe, declară în același timp că orice guvern care va urma după liberali nu va putea să nu recunoască datoria contractată astăzi. Dintre asta se vede cum național-țărăniștii, cari se tem de revoluție și cătă s' împiedice, nu sunt în stare să pună în aplicare nici măcar mijloace de luptă ne-revoluționare, pasive cum ar fi: greva impozitelor, greva recruților și a rezerviștilor, nerecunoașterea angajamentelor financiare și politice ale guvernului de uzurpație pe care îl combat.

Intr-adevăr, nu numai în chestiunea împrumuturilor externe național-țărăniștii au făcut declarațiile de loialitate de care vorbim. Astfel Ministerul de Război orânduiește acum concentrări de rezerviști, tomai în perioada lunilor agricole. Național-țărăniștii, cari vorbesc la toate răspărții de rezistență directă, cetățenească și de altele la fel, nu numai că nu dau parola rezistenței și nesupunerii față de concentrări, dar »roagă« guvernul să... amâne concentrările pentru după sezonul lunilor agricole. În schimb însă țărănamea în chip spontan aplică rezistența directă și refuză să se prezinte la căzărmă.

Tot așa și în chestiunea politicei externe național-țărăniștii au dat concurs guvernului (chestiunea optanților), iar acumă când, prin vizita generalilor români de stat major la Varșovia, se pregătește o nouă alianță militară cu Polonia în vederea războiului contra URSS, național-țărăniștii nu găsesc nimic de spus. Ei documentează prință că nu reprezintă interesele masselor muncitoare țărănești, ci interesele unei părți din burghezie, ale cărei interese esențiale merg mână-n-mână cu interesele esențiale ale burgheziei liberale stăpânitoare. Parlamentul paralel dela București nu este nici el de căt o manevră de presiune asupra liberalilor și a Regenții pentru cucerirea unui compromis căt mai favorabil.

Și pentru că este numai o manevră, numai un ersatz pentru luptă reală și numai un mijloc pentru a ocoli luptă masselor, deacea el va da faliment, cum a dat faliment totă tactica de până acumă a național-țărăniștilor. Numai doborărea revoluționară a stăpânirei de astăzi și întronarea unei republici a muncitorilor și țărănilor poate înălțări pentru totdeauna puterea bancherilor, ciocnitorilor și generalilor în România.

I. Mateescu

Documente basarabene

La cunoștiința lumii au ajuns multe, nenumărate documente asupra martirului poporului basarabean sub ocupația românească. Dacă ne oprim astăzi din nou asupra acestui capitol, astăzi o facem pentru că pedeoparte documentele pe care le vom reproduce confirmă pe cele aduse deja la cunoștiința lumii, iar pe de altă parte pentru că ele dovedesc că regimul oligarhiei române în această nenorocită provincie nu a devenit astăzi cu nimic mai bun decât a fost la începuturile sale acum zece ani.

Se cunoaște cazul comandanțului militar dela Hotin, care obligase pe locuitorii sărgului pus sub comanda sa să-și scoată pălăria și să salute în fața chipului său înfipt într-un par. »Dreptatea« (din 31 Mai a. c.), ocupându-se de noi tîcăloșii ale jandarmilor și ale administrației din Basarabia, confirmă existența și autenticitatea cazului dela Hotin, adus de mult la cunoștiința opiniei publice mondiale de către emigranții basarabeni. »In județul Hotinului, scrie

»Dreptatea«, un ofițer și-a infipt chipiul într-un par și a obligat pe locuitor să-l salute. Acestea s-au petrecut acum zece ani. Cazul a făcut înconjurul lumii. El a fost stabilit și de o comisie de anchetă, al cărei raport s'a publicat în presa străină.«

Acest fapt s'a petrecut acum zece ani. D. Th. Iacobescu, fost deputat de Cetatea-Albă, denunță însă astăzi într-o petiție adresată primului procuror al Tribunalului de Cetatea-Albă fapte, care în anul al zecelea de ocupație faptului dela Hotin demnă deovărie.

»În comuna Acmanghit, serie d. Iacobescu, săteanul Vasile Lavreca, fost primar, fruntaș al satului, a fost arestat de șeful postului de jandarmi și bătut grav, deoarece a protestat împotriva abuzului săvârșit cu arestarea fiului său, Constantin, de 16 ani. Acest sef de post a pus pe băiat la munci degradatoare, l'a înhamat la o sacă de 40 de apă și l-a amenințat cu împușcarea.«

Martori: Iacov Lisețchi, Ana Rudenco, Timofei Bacunin, Miron Sliusarenco și Vera Teacenco din Acmanghit.

Săteanul Vasile Lavreca a fost trimis Parchetului cu acte încheiate pentru »complot împotriva siguranței statului«. Aceasta drept răzbunare din partea șefului de post.«

După ce d. Iacobescu mai înșiră, alături de cazul acesta de înlocuire a vitelor de tracțiune cu țărani de către jandarmi, alte câteva cazuri de barbarie, d-sa dezvăluie următorul fapt:

»Locuitorii Gavril Secară și Maria Secară, au fost bătuți de jandarmii din comuna Sagoni, cari au pus să le sărute picioarele. Martori: Ivan T. Ciumăcenko, (Zecari), Spiridon T. Stotnii, din Acmanghit, Chiril Doga (Săraria), Iustina Doga (Săraria) și Mihail N. Gavrilenco (Sagan).«

Si însfărăsit, din sirul cazurilor denunțate de către d. Iacobescu mai desprindem următorul:

»Acum trei zile în urmă șeful postului de jandarmi din Sagan a arestat pe Vasile Lebedenco, i-a pus arma în gură și l-a amenințat că-l va împușca pentru că este țărănist.«

Textul acestei petiții este publicat de către »Dreptatea« din 30 Mai a. c.

Orice comentarii sunt de prisos. Trecem faptele de mai sus în paginile »Federației Balcanice« ca documente despre regimul săngeros de ocupație românească în Basarabia.

Delablj

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHTYPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Bullgaria e Europa

Diktatura bulgare ka me kremltë per se shpeiti peshjetorin e sajë. Populli bulgar nuk ushqen në ket rasë njato ndisina gjimit e entuziazmet që ndijenë ata që e mretjnë. Punë që merret vesht fare leht. Regjimi i perkohshem u vuë me forcë në fuqitë populi s'e dishëronte: perkundras, e duroj per dhuni, e pret veç diten, në të cilën ka me kenë i fortë mjeft per t' a rraxh poshtë. I shtrohet të thuesh, sikurse ju shtruan Franca dikur statut imperial, osë sot Italiq fashizmit.

Diktatura e Tsankoff-it, e ma vonë e Liaptcheff-it, u stabiluene prej vjolencës. Po t' ishin sëgjelljet ne Bullgari të lira, atëherë së kishte shkuë gjatë e do të kishte hupë. Megjith sëgjelljet e korruptionit e të shtypunit që organizon kjo diktaturë, nuk ka mjujtë me fitue por nji numer shum të vogel zanësh, e nji fuqi fare të mjesme: Ka me i ardhë dita që ka me marue po n' at mendyrë si kë lee.

Ajó ka dalë prej nji konspiratjonit të terhjekun prej elemëntave reakcionarë, plutokratikë, militarë e prej autonoministre maqedonas, që kan lujt kuerdoherë nji rrole të mretmës. Pergjithsisht, që pat kenë nji ndërhyrje pretoriane, e cilla duel në faqe. Ishte e drejtëme kundra popullit fshatarë e puntuer. Nuk duhet qitë ne harresë, se Stambolivsky, prisi i demokratiës fshatare, kishte ba nja disa hera me u drithë monarkiën, Ferdinandin përparrë Boris-it; i kishte bjerrë shpnesat e bourgeoisës me ndertimin e septemit fiskal, si edhe me edikimin e detyrimit të punës.

Kjë mytë bashkë me bashkunojsit e ti ma të mirtë: e pak muj mrapa, partia komuniste, që ishte mjeft e fugishme nji Sofie e nder prefektura, kje e shtypun mes nji egercië të pa masë, që së ka marue ala sot.

Reaktioni duël ngallnjosëspermrëndë, po n' at kohë që fitaj politik e nji macionalizmit shovinist e agressiv perjashta. Nuk mund të mohohet se Stambolinsky kishte parapunë bazat të nji diplomaciës entente me shtetet fqitë të Bulgariës, sidomos me Jugoslavinë. Aj e kishte kuptue që Ballkani, do të metëte flia e forcave të mëdhajë, e raja e imperjalizmit deri sa të mretoshin dasia, inadi ë lakmia ndermjet të popujve të tij. E historia pritët që të vuloste të pagabuëshmit e këtë visjonit. Nji nga attaket ma të mëllajat që formuluënë anmiqt kundrati, kje se aj lidhë pakte „taman“ me anmiqt e Bullgaris... Ata mendoshin me i majt këto udha qilë per veti, per t' i perdonë per profitin e tyne e per zotimin e mërendshem, si edhe kundershtimet që mretoshin ndermjet t' elementeve etnikë të gatishullit.

Ndoshëta Stambuliski do t' i kishë sherbye kësaj idë të Federates Balkanike, që asht e vëtmia ndhë-shpetimi. Sado q

nuk ish ende precisuee në shpirtin e tij, prap se prap zjo dominote veprimin e tij. Partinat borgese e militare, tuc rrëzue Stambuliskin bashkë me rregimin agrar, i njifishin slujmirë si riperkusjonet o jashtme të vepers së tyne, ashtu efektet e mbrendëshme.

Osh në vjetë 1923, Bulgari së kâ pra tuej e mbajtë vendin e sajë, e nji vend në rresht të parë, n' intrigat diplomatike t' Europes. Po t' ish ngjatë politika e Stambuliskit, ky vend, do t' ish kënë i zoti i fatit të tij, e jo kukulla ne duer të fugivet të mbëdhë; nuk do t' ish kënë as lama e manovres e autonomistevet macedonas, që nuk diftojnë veçse nji mendim, e ky asht m' e vue në gjak e në zjerm Balkanit per t' krijue nji Bulgari të Madhe.

Anglia e kâ vue qeverin e Sofis nen tutelen e sajë. S'kishi gjá mâ të lehtë se ktë. Liapçeffi asht kreatura e sajë; kjo i kâ dalë zot dhe kundra ofensives të Cankoff-it. Financat bulgare kjenë pështue prej bankjervet të Londres, e këto kurdoherë i lanë me i pague sherbimet e tyne sâ të jetë e mundur.

Italia, aleate e Anglis, nuk kâ ngjatë me e lidhë Bulgarin me vëhte. Sâ herë janë pershkue këtu konspiracionet e Mussolini të Balkan. Aj a mundue me siedhë prej vedit qeveritart e Bulgaris, të Rumenis, të Greqis, të Hungaris. Në lufuten e sajë kundra Jugosavis, që aj do t' a shkatrojë, kundra të cilles aj perdonë ato masa që perdonorin perpara Habsburgët, dhe nuk harron kurrikend. Bulgaria asht po tetë a dhetë herë ma pak e popullueme se Italia: kështu kjo së kursen gjá per t' a qitë në kurthë. Mprojtja e kabinetit të Sofis kâ per t' nji randesi ma të madhe se mprojtja që i nepet Shqipnis. Çka i kâ premte ai Liapçeffit? Nuk dihet! Si do që të jetë diktatori bulgar asht në numërin e satelitëvet të diktatorit italian. At ditë kuer ky të mobilisojnë kundra Serbëvet, Slovenëvet e Kroatëvet, aj atëherë do t' kenë per sherbim me zaptue Serbin e Vieter e me shkaperdë Macedonis. Nji kukull në duer t' Italës fashiste, ja se ç' kan bâ me Bulgarin qeverinat fashiste të Cankoff-it e të Liapçeff-it. Kurr n' historin e sajë ky vënd asht robnue ashtu si tashi. Cankoff-at e Liapçeff-at, kan bjerrë në ket robnim nen fuqit e mbëdhë, krejt autoritetin e tyne. Per ket arsyet nuk do t' i kundershtoju kurr urdhënavet që do t' marrin. Bulgaria nji tutelë të tillë asht nji faktor lute dhe jo pagje. Ja, se ç' duhet dit, dhe se ç' nuk duhet harrue n'aniversarin e 5-të të grushtit të Shtetit.

Na e kemi thanë; aj asht i drejtuem kundra hapavet të parë të Federacionit Balkanik. Asht rasa m' e persritë se vëlhem formula federative, kundra dinastinavet, plutokracinavet, e militarismevet, do t' i napin pagjen Europes Jug-Lindjës. Jashtë sajë nuk do t' ketë veçse robnim e lufte per popujt.

Paul Louis

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΠΕΝΤΕ ΧΡΟΝΙΑ ΣΤΡΑΤΙΩΤΙΚΑ ΔΙΚΤΑΤΟΡΙΑ ΣΤΗΝ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ

Κ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑ ΚΑΙ Η ΕΓΡΩΠΗ

Η βουλγαρική δικτατορία γιορτάζει την 5η της έπετειο. Η μάζα του βουλγαρικού λαού δὲν τρέφει, σχετικά μ' αὐτή, τὰ αἰσθήματα τῆς χαρᾶς καὶ τοῦ ἐνθουσιασμοῦ ποῦ διαδίδουν αὐτοὶ ποῦ τὴν διοικούν.

Διὰ τῆς βίας τῆς ἐπεβλήθηκε ἡ σημερινὴ κυριαρχία, δὲν τὴν ἀπεθύμησε, τὴν ύποφέρη μὲν δυσκολία, ἔτοιμη νὰ γίνη ἐλεύθερη τὴν ἡμέρα ποῦ θὰ είχε τὴν δύναμη. Προσαρμόζεται καὶ τακτοποιεῖται ἀπάνω κάτω ἔτσι ὥπως κάποτε ἡ Γαλλία τοῦ αὐτοκρατορικοῦ καθεστῶτος ἡ σήμερα ἡ φατσιστικὴ Ἰταλία.

Η δικτατορία τοῦ Τσάγκωφ καὶ κατόπιν τοῦ Λιάπτεφ ἐγκατεστάθηκε διὰ τῆς βίας. "Αν ἡταν οἱ ἐκλογὲς ἐλεύθερες στὴ Βουλγαρία, θὰ είχε πρὸ πολλοῦ ἐξαφανισθῆ. Ἀκόμη καὶ με ἐκλογὲς τῆς διαφθορᾶς καὶ τῆς καταπίεσης ποῦ διοργανώνει, δὲν ἀποτὰ παρὰ ἔνα μίνιμον ἀπὸ ἐπιτυχίες καὶ μιὰ ἀμφιβολὴ ἔχουσα. Θὰ ἐξαφανισθῇ μιὰ μέρα μὲ τὸν τρόπο ποῦ γεννήθηκε.

Βγῆκε ἀπὸ μιὰ συνομωσία βαλμένη ἀπὸ τὰ ἀντιδραστικά, πλουτοκρατικά, μιλιταριστικά στοιχεῖα καὶ ἀπὸ τοὺς Μακεδόνες αὐτονομιστὲς, οἱ ὅποιοι ἐπαιξαν ἔνα μεγάλο ρόλο στὴν σύγχρονη ζωὴ τοῦ βασιλείου. Μὲ λίγα λόγια ἡταν ἐπιχείρηση ποῦ ενδοκύμησε. Κατευθύνουταν ἐνάντια στὸν ἀγροτικὸν καὶ ἐργατικὸν πληθυσμῷ. Δὲν πρέπει νὰ ξέχνῃ κανεὶς ὅτι ὁ Σταμπουλίνσκυ, ὁ ἀρχηγὸς τῆς ἀγροτικῆς δημοκρατίας ἔκαμε νὰ τρέμει ἐπανειλεμένως ἡ μοναρχία ὁ Φερδινάνδος πρὶν ἀπὸ τὸ Βόρι, ἐθύμωσε τὴν μεγάλη μπουρζούναξία ἐγκαθῆσ τόντας ἔνα δημόσιο ταρεῖο ποῦ ἔβλαπτε τὰ συμφέροντα τῆς, καὶ προσδιορίζοντας τὴν ἀναγκαστικὴν ἐργασία Δολοφονίθηκε μαζί μέ τοὺς καλλίτερους τοῦ συνεργάτες: μερικοὺς μῆνες ὑστερα, ἡταν τὸ κομμουνιστικὸ κόμμα, πολὺ δυνατὸ στὴν Σόφια καὶ στὶς ἐπαρχίες, ποῦ ἐθερίστηκε μὲ μιὰ ἄγρια καταπίεση ποῦ δὲν ἐτελείωσε ὡς τώρα.

Η ἀντίδραση θρίαμβευε πρὸς τὰ μέσα, σύγχρονα μὲ μιὰ πολιτικὴ τοῦ σωβινιστικοῦ καὶ ἐπιθετικοῦ ἐθνικισμοῦ πρὸς τὰ ἔξω. Δὲν μπορεῖ καννεὶς νὰ παραγνωρίσῃ ὅτι, ὁ Σταμπουλίνσκυ ἔβαλε τὶς βάσεις μιὰς συμμαχικῆς διπλωματίας μαζὶ μὲ τὰ γειτονικὰ κράτη, καὶ ιδίως μαζὶ μὲ τὴν Γιουγοσλαβία. Εἶχε καταλάβη τὰ Βαλκάνια θὰ ἡταν τὸ θύμα τῶν μεγάλων δυνάμεων, καὶ ἡ λεία τῶν ιμπεριαλισμῶν, τόσο, ὅσο θὰ κυριαρχῶσαν μεταξὺ πῶν λαῶν τῶν ἡ διαίρεση, ὁ φθόνος, ἡ ὑποψία. "Ολη ἡ ιστορία σηκώθηκε μπροστὰ του, γιά νὰ πιστοποιήσῃ τὴν ὄρθοτητα αὐτῆς τῆς βιζιόνας. Μιὰ ἀπὸ τὶς πολλές κατηγορίες ποῦ διετύπωσαν οἱ ἀντίπαλοι του του ἐναντίον του, ἡταν ἀκριβῶς ὅτι συμφωνοῦσε μὲ τοὺς »έχθρους« τῶν Βουλγάρων...

"Ηξαραν νὰ διατηρήσουν τὶς δυσαρέσκειες ποῦ ὑπῆρχαν μεταξὺ τῶν ἐθνικῶν στοιχείων τῆς Χερσονήσου γιά νὰ τὶς ἐκμεταλλευτοῦν ἔπειτα πρὸς ὄφελος τῶν ἐπιθυμιῶν καὶ τῆς ἐσωτερικῆς των κυριαρχίας.

Μέ λίγα λόγια ὁ Σταμπουλίνσκυ θὰ μεταχειρίζουνταν ἵσως αὐτὴν τὴν ίδεα τῆς Βαλκανικῆς Όμοσπονδίας ποῦ εἴναι ἡ μόνη παραδεκτή καὶ ἡ μόνη ζωτική. Ἀκόμη ἀν καὶ δὲν ἡταν ἀκριβῶς καθορισμένη στὸ πνεῦμα του, κυριαρχοῦσε στὰ σκοτεινὰ τὴν δράση του.

"Απὸ τὸ 1923, δὲν ἔπαυσεν Βουλγαρία νὰ κρατᾷ τὴν θέση της, μιὰ πλατεία θέση, στὶς διπλοματικὲς ραδιουργίες τῆς Εὐρώπης. "Αν θὰ μποροῦσε νὰ ἐξακολουθήσῃ ἡ πολιτικὴ τοῦ Σταμπουλίνσκυ, εὐτὸ τὸ κράτος, κύριος τῆς τύχηστου, δὲν θὰ ἡταν τὸ παιχνίδι τῶν μεγάλων δυνάμεων, δὲν θὰ ἡταν πιὰ τὸ πεδίον γιὰ τὶς μανούνθρες τῶν Αὐτονομιστῶν Μακεδόνων, ποῦ δὲν ἐκδηλώνουν καμμία ἀλληλ πρόθετη ἀπὸ τοῦ νὰ ρίζουν τὰ Βαλκάνια στὴν φωτιὰ καὶ στὸ αἷμα γιὰ ωδημογρήσουν μιὰ Μεγάλη Βουλγαρία.

"Η Ἀγγλία ἔθεσε τὴν κυβέρνηση τῆς Σόφιας κάτω ἀπὸ τὴν κηδεμονία τῆς. Ὁ Λιάπτεφ εἴναι τὸ δημιούργημα της, τὸν ὑπεράσπιτες κάποτε ἐνάντια στὴν ἐπιθετικὴ ἐπιστροφὴ τοῦ Τσάγκωφ. Τὰ οἰκονομικὰ τῆς Βουγαρίας σώθηκαν ἀπὸ τοὺς τραπέζες τοῦ Σίτυ, καὶ αὐτοὶ ἀφιναν νύ πληρώνονται οἱ υπηρεσίες τους στὸ μάζιμον.

"Η Ἰταλία, σύμμαχος τῆς Αγγλίας, δὲν ἀνέλαβε νὰ παραδώσῃ τὴν Βουλγαρία στὸν ἑαυτὸ της. "Έχουμε ἐδὼ συχνὰ ἀναγγείλει τὶς συνομωσίες ποῦ σύναψε ὁ Μουσολίνι στὰ Βαλκάνια. Ἐπροσπάθησε νὰ παρασύρῃ τὶς κυβερνήσεις τῆς Βουλγαρίας, καὶ τῆς Ρουμανίας, καὶ τῆς Ἑλλάδας, καὶ τῆς Τουρκίας, καὶ τῆς Οὐγγαρίας. Στὸν ἄγῶνα του ἐναντίον τῆς Γιουγοσλαβίας, τὴν ὄποια θὰ ἔθελε νὰ μαστορεύσῃ, καὶ ἀπέναντι, τῆς ὄποιας φέρεται δύπως συνήθειαν πρὸ δλίγου οἱ Αψβούργοι, δὲν παραμελεῖ κανένα. Τὴν Βουλγαρία ποῦ εἴναι ἵσως δόκτω ἡ δέκα φορὲς λιγώτερο κατωκημένη ἀπὸ τὴν Ἰταλία: δὲν φείδεται τίποτα γιὰ νὰ τὴν ἀποκτήσῃ. "Η υποστήριξη τῆς κυβέρνησης τῆς Σόφιας θὰ είχε ἀκόμη, γίαυτὸν, μιὰ ἀλληλ ἀξία παρὰ ἡ συνεργασία τῆς Ἀλβανίας. Τὶ ἔταξε στὸν Λιάπτεφ; Ἀγνωσται. "Ἐν πάσει περιπτώσει βρίσκεται ὁ βούλγαρος δικτάτορας στὸν ἀριθμὸ τῶν ἀκολούθων τοῦ Ἰταλοῦ δικτάτορα. Τὴν ἡμέρα ποῦ θὰ ἐκινητοποιεῖτο αὐτὸς ἐναντίον τῶν Σλοβένων καὶ τῶν Κροατῶν, αὐτὸς θὰ είχε γιὰ καθηκον νὰ εισβάλῃ στὴν Παληῇ-Σερβία καὶ νὰ ἀπολυτώσῃ τοὺς Μακεδόνες. "Ενα παιχνίδι στὰ χέρια τῆς

φατσιστικής Ιταλίας, νὰ τὶ ἔκαμαν ἀπὸ τὴν Βουλγαρία οἱ φατσιστικὲς κυβερνήσεις τοῦ Τσάγκωφ καὶ τοῦ Λιάπτσεφ. Ποτὲ στὴν ιστορία του δὲν ἔχει ύποταχθεῖ αὐτὸς τὸ κράτος, ὥπως στὴν ἐποχὴ μας.

Οἱ Τσάγκωφ καὶ οἱ Λιάπτσεφ ἔχώρισαν, σ' αὐτὴν τὴν ύποταχὴν ἀπὸ τὶς μεγάλες δυνάμεις, τὴν ἀμοιβὴν τῆς πραγματικῆς τους αὐθεντικότητάς. Εἶναι γιαυτὸς ποὺ δὲν θὰ ἀντισταθοῦν ποτὲ στὶς διαταγές ποὺ θὰ πάρουν. 'Η Βουλγαρία κάτω ἀπὸ μιὰ τέτοια κηδεμονία εἶναι ἔνας παράγων πολέμου καὶ ὅχι εἰρήνης. 'Ιδού τὶ πρέ-

πει κανεὶς νὰ ἔσαιρει, ἐκεῖνο τὸ ὄποιο πρέπει νὰ θυμιθῇ κανεὶς γιὰ τὴν 5η ἐπέτειο τοῦ πραξικοημάτους.

Τὸ ἔχουμε πεῖ: κατευθύνουνταν ἐνάντια στὶς πρῶτες προσπάθειες τῆς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας. Εἶναι εὐκαιρία νὰ ἐπαναλάβουμε ὅτι μόνο η Ὀμοσπονδιακὴ φόρμα, ἐνάντια στὶς δυναστείες, τὶς πλουτοκρατίες καὶ τὶς στρατοκρατίες, θὰ δώσῃ τὴν εἰρήνην στὴν Νότιο-ἀνατολικὴ Εὐρώπη. "Εξω ἀπ' αὐτὴν, δεν θὰ υπάρχουν γιὰ τοὺς λαοὺς παρὰ σκλαβιὰ καὶ πόλεμοι.

Πόλ. Λουΐ

ΟΙ ΜΑΚΕΔΟΝΕΣ ΚΑΙ ΤΟ ΠΡΑΞΙΚΟΠΗΜΑ

'Η Μακεδονία μπορεῖ νὰ ἀπελευθερωθῇ μόνο μὲ τὴν ἀπελευθέρωσην ὅλων τῶν καταπιεζομένων στὰ Βαλκάνια. Αὐτὴν ἡ σκέψη τοῦ ίδρυτοῦ τῆς Ο.Π.Ι.Μ., Δέλτσεφ, τῶν μαθητῶν του καὶ τῶν διαδόχων του Σανδάνσκι, Δήμο Χατζί Δήμωφ.

Γι αὐτὸς ἔπερπε νὰ ζητηθῇ ἡ μακεδονικὴ δργάνωση τὴν βοήθεια τῶν λαϊκῶν μαζῶν: νὰ ὑπερασπίση στὸ κοινωνικὸν ἐπίπεδο τὸν πτωχούς, τὸν προλεταρίους ἐργάτες, τὸν ἀκτήμονες ἀγρότες, στὸ έθνικὸν ἐπίπεδο δὲ νὰ ὑποστηριζῃ τὶς ἔθνικὲς μειονώντητες ποὺ ἡταν ληστευμένες ἀπὸ τὰ κυριώτερα δικαιώματα τους. Ήταν ὑποχρεωμένη νὰ καταπολεμεῖ τὶς καταπιεστικὲς βίες τῶν τούρκων σουλτάνων καὶ τῶν δεσπότων ποὺ ἔβαλαν οἱ εύρωπαὶ μηχανορραφίες, οἱ ἀγῶνες τῶν Ρωμανῶν καὶ τῶν 'Αψβούργων, στὸν θρόνον τοῦ Βελιγραδίου, τοῦ Βουκουρεστίου, τῆς Σόφιας καὶ τῆς Αθήνας. 'Ο διπλὸς τῆς σκοπός ήταν θαλμένος: ἡ ἐλεύθερη Μακεδονία σὲ μιὰ Βαλκανικὴ Ομοσπονδία.

Τὸ ἀψιλὸ δόμως αὐτὸς ίδεωδες δὲν πραγματοποιεῖθηκε!

Παρ' ὅλους τοὺς ἡρωικοὺς ἀγῶνες, γιὰ τὴν διεξαγόμενη ἐσωτερικὴ ἐπανάσταση μέσον τοῦ μακεδονικοῦ λαοῦ καὶ γιαύτὸν, δὲν ἔπαυσε ἀπὸ τὴν ίδρυση τῆς Ο.Π.Ι.Μ. ἡ ἀπαίσια ἐξωτερικὴ ἐπίδραση τοῦ Τσάρου τῆς Σόφιας. 'Εκεῖνοι οἱ Μακεδόνες, τὸν δόπιον δὲν φύγανε τὸν Βουλγαρικὸν κυρίαρχος οἴκος τὸν ἔδενε μὲ φιλοδωρήματα στὴν ὑπόθεση του, παρουσιάζουνταν βεβαίως σὲ ὅλα τὰ ἐπίπεδα ὡς ὑπηρέτες τῆς δυναστείας. Υπάκουαν σ' αὐτὴν, στὰ πειδὸν διαβολικὰ σχέδια, τῆς μὲ δόλα τὰ μέσα κατάκτησης τῆς Μακεδονίας. Τὴν ἀκολούθησαν ἀκομῇ καὶ στὴν διατήρηση μιᾶς ἀντιδραστικῆς, δεσποτικῆς καὶ καταπιεστικῆς πολιτικῆς. Στὴν μισθωτὴ ὑπηρεσία τοῦ Βουλγαρικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ βοηθούσαν καὶ τὴν βουλγαρικὴ ἀντιδραση.

"Ετσι δὲν πρέπει νὰ ἀπορεῖ κανεὶς, ὅτι ὅταν πέθαναν οἱ Γκότσες Δέλτσεφ καὶ Δάμε Γκρούεφ καὶ περε ὁ Βερχοβισμὸς τῆς Σόφιας τὴν κυριαρχία στὴν Ο.Π.Ι.Μ., τὴν ἔκαμαν ἀπὸ μιὰ δοξασμένη δργάνωση μιὰ ἀντιδραστικὴ, πολιτικὴ μηχανή, ἡ ὁποῖα ἔδροῦσε κατὰ τὶς διαταγές τῆς βασιλικῆς αὐλῆς καὶ τῶν πολιτικῶν τῆς στηριγμάτων.

"Οταν οἱ τραπεζίτες τοῦ »Σλόβο« καὶ οἱ μιλιταριστὲς τῆς στρατιωτικῆς λίγκας ἀποφάσισαν, νὰ ὀδηγήσουν ἔνα μεγάλο κτύπημα γιὰ τὸ ρήξιμο τῆς ἀγροτικῆς κυβέρνησης, ἔκαμαν βεβαίως ἔκκληση στοὺς κομιτατίδες Τοδόρ 'Αλεξάνδρωφ, Πρωτογέρωφ καὶ Ιβάν Μιχαήλωφ καὶ τοὺς ἀνέθεσαν ἔνα ἐμπιστευτικὸ καθῆκον: τὴν δολοφανία τοῦ Σταμπούλινσκου, ἡ ὁποία (τοῦ ἔκοψαν τὴν μύτη καὶ τὰ αὐτία, καὶ πρὶν τὸν ἀποκεφαλίσουν τοῦ ἔβγαλαν τὰ μάτια, τὸν κατα-

κρεούργησαν, κακοποίησαν καὶ κατακομμάτιασαν) θὰ μείνη ἔνα ἀπὸ τὰ πειδὸν ἀπαίσια ἐγκλήματα τῆς ιστορίας.

Οἱ Βερχοβίστες τῆς Ο.Π.Ι.Μ. ἡταν ἐναντίον τοῦ Σταμπούλινσκου. Τοῦ ἐκδικήθηκαν φαινομενικὰ τὴν πλησιαστικὴ του πολιτικὴ ἀπέναντι τῆς Σερβίας, ἔνα πρᾶγμα τὸ ὄποιο ἔχει ἄλλου τὸ ἐσυνέχισαν περισσότερο τονισμένα οἱ Τσάγκωφ καὶ Λιάπτσεφ. Στὴν πραγματικότητα ὅμως δὲν μποροῦσαν νὰ τοῦ συγχωρέσουν, ὅτι ἔδωσε γιὰ λίγο κατρόδη ἔδωσε τέλος στὴν κρυφὴ τους δικτατορία πάνω ἀπὸ τὴν κυβέρνηση καὶ ὅλες τὶς ἀρχές στὴν Βουλγαρία, καὶ ὅτι ζανάδωσε στὴν βουλγαρικὴ μακεδονικὴ ζώνη τὴν πολιτικὴ ἐλευθερία, τὴν ὄποιαν τὴν μεταχειρίστηκαν γιὲ νὰ ἐκλέξουν τοὺς ἀγροτικούς καὶ τοὺς κομμουνιστές. Οἱ ἀντιδραστικοί, οἱ γεροσπαθαζίδες ποὺ εἶναι ύπευθυνοί γιὰ τὴς ἐπανελημένες ἡττες τῆς Βουλγαρίας, οἱ τραπεζίτες καὶ οἱ »καθηγητὲς« ἀ λα Τσαγκωφ δὲν εἶχαν μεγαλύτερο συμφέρο στὸ ρήξιμο τοῦ Σταμπούλισκου ἀπὸ τοὺς »αὐτονομιστές« Μακεδόνες.

'Η Ο.Π.Ι.Μ. τοῦ Πρωτογέρωφ ἔγινε γι' αὐτὸς ἔνα ἀπὸ τὰ κύρια ὄργανα γιὰ τὴν ἐγκαθίδρυση τοῦ φατσιοῦ στὴν Βουλγαρία. Σ' ὅλη τὴν Βουλγαρία ἔργαζουνταν οἱ αὐτονομιστίκες συμμορίες ἐν συνεννοήσει μὲ τοὺς ἀντιδραστικούς ἀξιωματικούς, ἐκακοποιοῦσαν τοὺς κατοίκους, ἔκαμαν συλληψεῖς ἀρχισαν νὰ σκοτώνουν ἡ νὰ »έξαφανίζουν«.

"Οταν ὁ λαός ὅστερα ἀπὸ τετράμηνα κακὰ, σηκωθῆκε στὴν μεγάλη ἐξέγερση τοῦ Σεπτεμβρίου τοῦ 1923, βρίσκουνταν πάλι οἱ αὐτονομιστές στὴν πρωτηγραμμὴ τῶν καταπιεστικῶν στρατωμάτων. Οἱ ἀνθρωποί τοῦ Πρωτογέρωφ ἡταν αὐτοί, ποὺ ὀδήγησαν τὴν ἐκστρατία πρὸς τημαρίαν, ἡ ὁποῖα ἔβαλε φωτιὰ σὲ χωριά. "Οταν οἱ Τοδόρ 'Αλεξάνδρωφ καὶ Πρωτογέρωφ ὅστερα ἀπὸ τὶς διαπραγματεύσεις στὴν Βιέννη ἀρνήθηκαν τὴν ύπογραφὴ τους ποὺ ἔβαλαν κάτω ἀπὸ τὸ Μανιφέστο τῆς 6 Μαΐου 1924, ἀρχισαν οἱ αὐτονομιστές τὴν μεγάλη ἐκστρατία τῶν δολοφονιῶν.

"Ἐπεσαν ὁ ἀγροτικὸς Δασκάλωφ στὴν Πράγα, ὁ Τοδόρ Πανίτσας στὴν Βιέννη, ὁ Πέτρος Τσάουλεφ στὸ Μιλάνο. Στὴν Βουλγαρία καὶ στὸ βουλγαρικὸ μέρος τῆς Μακεδονίας πληθαίνουν οἱ σκοτωμοὶ τῶν ἐπαναστατῶν Μακεδόνων ἀπὸ τοὺς φατσίστες μακεδόνες.

"Ο Δήμος χατζί Δήμωφ, ὁ συμμαχητὴς τοῦ Γκότσε Δέλτσεφ, ἔκεινος, ὁ ὁποῖος, ὅταν αὐτὸς ἔπεφτε γιὰ τὴν Μακεδονία στὴν δοξασμένη μέρα τῆς Μπανίτσα, στέκουνταν στὸ πλευρὸ τοῦ ξρωτοῦ, δολοφονήθεισαν κατὰ διαταγὴν τοῦ Πρωτογέρωφ σὲ ἔνα δρόμο τῆς Σόφιας.

"Απὸ τότε δὲν ἔπαυσε οὕτε γιὰ μιὰ μέρα παρ' ὅλα τὰ ἐπίσημα ψέμματα ἡ συνενοχὴ μεταξὺ τῶν

βουλγάρων φατσιστών και τῶν μακεδόνων »αύτονομιστών».

Οι κομιτατσίδες τοῦ Πρωτογέρωφ μπορούν νὰ λογαριάζουν, γιὰ τὶς πράξεις τους, γιὰ τὶς ἀσκοπες ἀπόπειρες τους στὰ σύνορα, οἱ όποιες δὲν ἔχουν ἄλλο ἀποτέλεσμα, ἀπὸ τὸ νὰ ἐκθέτουν τὸ πληθυσμὸν κάτω ἀπὸ μιὰ πειὸν δυνατή τρομοκρατία, στὴν ἔξαπαντο ὑποστήριξη τῶν βουλγαρικῶν ἀρχῶν.

Στὸ ἔξωτερικὸ διεξάγοντας οἱ πράκτορες τοῦ Πρωτογέρωφ μὲ χρήματα τοῦ κράτους στὶς βουλγαρικὲς πρεσβεῖες κάτω ἀπὸ τὸ σκέπασμα τῆς διπλωματικῆς ἀσυλίας τὶς μηχανορραφίες τους.

»Αν οἱ αύτονομιστὲς γιὰ τὴν ὑπόθεση τους-τὴν κακὴ τους ὑπόθεση-καμόνονται καὶ διακηρύττον μιὰ ἀλεξαρτησία ἀπέναντι τῆς ζυθοριστικῆς κυβερνησῆς, αὐτὸς εἶναι ἀπλούστατα μιὰ πανουργία: Δὲν εἴδαμε τοὺς ή βουκευτὰς τους στὴν Σοφρανίε νὰ ψηφίζουν μαζὶ μὲ τὴν πλειοψηφία τοῦ Λιάπτσεφ γιὰ τὸ δάνειο?«

Οι βουλγαροί Ζυθοριστὲς καὶ οἱ μακεδόνες Αύτονομιστὲς, ἔθριαμβευσαν τὴν νύκτα τῆς 9 Ιουνίου γιὰ τὸ ἴδιο ἔγκλημα. Οἱ μὲν καθὼς καὶ οἱ δὲ ἔμειναν σύμμαχοί, γιὰ νὰ διατηρήσουν, ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ἑκείνη, τὴν λευκὴ τρομοκρατία στὴν Βουλγαρία. Ο βουλγαρικὸς φατσισμὸς καὶ ὁ μακεδονικὸς αύτονομισμὸς εἶναι δύο πλευρές μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς πολιτικῆς ἔξουσιας. »Ετσι ὑπηρετοῦσε στὴν ἐποχὴ τοῦ Φερδινάνδου, ὁ όποιος μπῆκε στὸν πόλεμο γιὰ τὴν κατάκτηση τῆς Κωνσταντινούπολεως — καὶ γιὰ τὴν κατατροφὴ τῆς Βουλγαρίας! — ὁ Τοδόρ Αλεξάνδρωφ στὶς δρέσεις τῆς βασιλικῆς αὐλῆς μὲ τὸν ἴδιο θερμὸν ζῆλο ὅπως ἡ καμαρίλα τῶν στρατηγῶν τῆς Σόφιας.

Υπάρχει ἡ Μακεδονία τοῦ λαοῦ, ἐκείνου, ὁ όποιος μέσα στὸν ἴδια πάθη του δημιουργεῖ τῆς βοηθεικῆς του πηγὲς γιὰ τὴν ἀδάμαστο του ἐνέργια, καὶ στὴν ἀνάμνηση πρὸς τοὺς ἀσύγκρητους ἥρωες, οἱ όποιοι ἔπλεξαν τὴν ὑπόθεση τους — ὅπως ἔλεγε ὁ Δέλτσεφ μὲ ἐκείνην τῆς »κοινωνικῆς δικαιωσύνης«.

Αὕτη ἡ Μακεδονία εἶναι ὁ φυσικὸς σύμμαχος τῶν ἄλλων σκλαβομένων λαῶν καὶ καταπιεζομένων τάξεων στὰ Βαλκάνια καὶ στὸν κόσμο.

Γ' αὐτὴν ἐνθουσιάζονται, ἔνεκα ἀκριβῶς τῆς δυσταχίας αὐτῆς καὶ τοῦ ἄφθαστου ἡρωισμοῦ της, ὅλες οἱ ἔθνικὲς μειονώτητες, ὅλοι οἱ εἰλικρινεῖς ἐπαναστάτες.

Αὕτη ἡ Μακεδονία μαζεύει γύρω της, μαζὶ μὲ τὴν καταπληκτικὴ πλειοψηφία τῶν Μοκεδόνων ποὺ κατέφυγαν στὴν Βουλγαρία, 98 στοὺς 100 τὸν πληθυσμὸν ποὺ ἔμεινε στὶς 3ζῶντες στὸ μέρος του.

Αὕτης ὅμως δὲν μπορεῖ νὰ μιλήσῃ, εἶναι δεμένος, καταδικασμένος, σὲ μιὰ ἀκόμη πειὸν ἄγρια σκλαβιὰ ἀπ' ἑκείνην, τὴν ὁποίαν ἡταν ὑποχρεωμένος νὰ ὑποφέρῃ κάτω ἀπὸ τὸν πειὸν αἷμοβόρο σολτάνο, καὶ αὐτὴ καταπίεση τοῦ γίνεται στὸ βουλγαρικὸν μέρος ἄμεσα, στὰ δύο ἄλλα τμήματα ἔμεσα μέσον τῶν, μὲ τοὺς δημίους τῆς Σόφιας συνδεδέμελων, αύτονομιστικῶν συμμοριτῶν, ποὺ μὲ τὶς ἔγκλωματικὲς τους καὶ ἀσκοπες ἀπόπειρες εἶναι ὑπεύθυνοι γιὰ τὶς αἰσχρότητες ποὺ διαπρά τουν οἱ δῆμοι τοῦ Βελιγραδίου καὶ τῆς Αθήνας.

Αὕτη ἡ φοῦχτα ἀπὸ ληστὲς ἡ όποια εἶναι δεμένη μὲ τὰ δεσμὰ τοῦ ἔγληματος στὸν βουλγαρικὸ φατσισμὸν καὶ ἡ όποια συντηρεῖται εήμερα ἀπὸ τὸν ιταλικὸ φατσισμὸν, εἶναι ἡ ἄλλη Μακεδονία, ἡ όποια καταπιεζὴ καὶ καταστρέψῃ τὸν μακεδονικὸ λαὸ.

Σ' αὐτὴν τὴν ἐπέτειο τῆς 9 Ιουνίου 1923 ἡ ἔπρεπε κανεὶς νὰ ὑπογραμίσῃ τὴν συνένοχο ἔγκληματικότητα τοῦ μακεδονικοῦ αύτονομισμοῦ καὶ βουλγαρικοῦ μιλιταρισμοῦ. Συγχρόνως μὲ τοὺς ἔργατες ὅλου τοῦ κόσμου ποὺ τιμούν τὴν ἀνάμνηση τῶν ἔργατῶν καὶ ἀγροτῶν μαρτύρων, θὰ ἔπρεπε κανεὶς νὰ καυτηριάσῃ τοὺς Πρωτογέρωφ καὶ Μιχαϊλώφ, τοὺς συμμάχους τοῦ Τσάγκωφ γιὰ ὅλα τους τὰ ἔγκληματα, καὶ νὰ ρήξῃ πάνα στοὺς τάφους τῶν Μακεδόνων, ποὺ, ποὺ ἔπεσαν στὸν ἴδιο ἄγῶνα τὰ ἐμάραντα ἀνθη τῆς ἀνάμνησης.

Δανιήλ Ρενούλ

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

S O M M A I R E

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0,50 et 6 pour l'Au-
triche, Dollars 0,10 et 1,20 pour tous
les autres pays.

Texte français (pages 1989—1997)

Cinq années de dictature militaire en Bulgarie
Henri Barbusse: Message aux prolétaires et aux intellectuels bulgares
D. Renoult: Les Macédoniens et le Coup d'Etat
G. Péri: Main Blanche et Ligue Militaire face à face
J. Zyromski: C'est par l'unité ouvrière qu'on vaincra la dictature fasciste
F. Chailley: Le Corps Enseignant sous la Dictature du Fascisme Bulgare
B. Lecache: Hommage aux intellectuels bulgares assassinés!
P. Louis: La Bulgarie et l'Europe
P. Davila: Le fascisme bulgare et le fascisme italien
9 Juin 1923 — 9 Juin 1928
D. Vlakhoff: Cinq années de vol et d'exploitation effrénée du peuple bulgare travailleur I

Texte allemand (pages 1998—2007)

Fünf Jahre Militärdiktatur in Bulgarien
Henri Barbusse: Message aux prolétaires et aux intellectuels bulgares
D. Renoult: Die Mazedonier und der Staatsstreich
G. Péri: Die Weiße Hand und die Militärliga
J. Zyromski: Die Einheit der Arbeiter wird die faschistische Diktatur besiegen
F. Chailley: Der Lehrkörper unter der Diktatur des bulgarischen Faschismus
B. Lecache: Huldigung an die ermordeten bulgarischen Intellektuellen
P. Davila: Der bulgarische und italienische Faschismus
P. Louis: Bulgarien und Europa
9. Juni 1923 — 9. Juni 1928
D. Vlakhoff: Fünf Jahre des unerhörtesten Raubes und der Ausbeutung an dem Bulgarischen Volke

Texte bulgare (pages 2008—2012)

Пет години военна диктатура в България
Анри Барбюс: Послание до българските пролетари и инте-
лектуелци

Д. Влахов: Пет години грабеж и жестока експлоатация на българския трудов народ

Пол Луи: България и Европа

Даниел Рену: Македонците и държавния преврат

Бернар Лекаш: Поклон пред убитите български интелектуели!

Texte serbe (pages 2012—2014)

Пет година војне диктатуре у Бугарској
Анри Барбис: Посланица бугарским пролетерима и интелекту-
алцима

Даниел Рену: Македонци и државни преврат

Texte croate (pages 2014—2015)

Pet godina vojne diktature u Bugarskoj
Henri Barbusse: Poslanica bugarskim proletarima i intelektualcima
P. Davila: Bugarci i talijanski fašizam i njihova srodnost
P. Louis: Bugarska i Evropa

Texte roumain (pages 2016—2017)

I. Mateescu: Aventiniul dela Bucureşti
Delabla: Documente basarabene

Texte albanais (page 2017)

P. Louis: Bullgaria e Europa

Texte grec (pages 2018—2020)

Πεντε χρονι στρατιωτικα δικτατορια στην Βουλγαρία
Πόλ. Λούι: Η Βουλγαρία και η Ευρωπή
Δ. Ρενούλ: Οι Μακεδωνε και το πραξικοπια